

2007s-12

**La performance économique
du Québec :
constats et défis (III)**

Marcel Boyer

Série Scientifique
Scientific Series

Montréal
Mai 2007

© 2007 *Marcel Boyer*. Tous droits réservés. *All rights reserved*. Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©.
Short sections may be quoted without explicit permission, if full credit, including © notice, is given to the source.



Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

CIRANO

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Québec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, and grants and research mandates obtained by its research teams.

Les partenaires du CIRANO

Partenaire majeur

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Partenaires corporatifs

Alcan inc.
Banque de développement du Canada
Banque du Canada
Banque Laurentienne du Canada
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Banque Scotia
Bell Canada
BMO Groupe financier
Bourse de Montréal
Caisse de dépôt et placement du Québec
DMR Conseil
Fédération des caisses Desjardins du Québec
Gaz de France
Gaz Métro
Hydro-Québec
Industrie Canada
Investissements PSP
Ministère des Finances du Québec
Raymond Chabot Grant Thornton
State Street Global Advisors
Transat A.T.
Ville de Montréal

Partenaires universitaires

École Polytechnique de Montréal
HEC Montréal
McGill University
Université Concordia
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université du Québec à Montréal
Université Laval

Le CIRANO collabore avec de nombreux centres et chaires de recherche universitaires dont on peut consulter la liste sur son site web.

Les cahiers de la série scientifique (CS) visent à rendre accessibles des résultats de recherche effectuée au CIRANO afin de susciter échanges et commentaires. Ces cahiers sont écrits dans le style des publications scientifiques. Les idées et les opinions émises sont sous l'unique responsabilité des auteurs et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires.

This paper presents research carried out at CIRANO and aims at encouraging discussion and comment. The observations and viewpoints expressed are the sole responsibility of the authors. They do not necessarily represent positions of CIRANO or its partners.

ISSN 1198-8177

Partenaire financier

Développement
économique, Innovation
et Exportation
Québec 

Ce rapport sur la performance économique du Québec depuis un quart de siècle met à jour et complète mes précédents rapports CIRANO de février 2001 et de janvier 2006 sur le sujet. Ces rapports sont disponibles sur le site du CIRANO :

<http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2001RB-01.pdf>

<http://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2006s-01.pdf>

Le présent rapport se veut également un répertoire de données objectives sur la performance économique du Québec dont chacun pourra se servir pour interpréter cette performance.

Dans ce genre de travail, il faut faire des choix quant à la nature des données présentées. J'ai voulu ici me concentrer principalement sur l'évolution de la performance économique comme telle et non sur l'ensemble de la situation socio-économique du Québec qui devrait comprendre entre autres des données sur l'évolution des actifs publics et privés, sur la taxation et sur la distribution des revenus ou de la richesse.

Les diverses séries statistiques retenues ici sont celles qui à mon avis témoignent le mieux et de façon particulièrement révélatrice de la performance économique du Québec au cours des vingt-cinq dernières années. À ce titre, elles sont colligées ici pour être mises à la disposition de tous. Chacun pourra être d'accord avec la lecture que j'en fais ou en faire une lecture différente. Cela favorisera à la fois un meilleur débat sur les enjeux qui nous interpellent à ce moment-ci de notre histoire collective et une meilleure perception des exigences que nous impose la poursuite d'un mieux-être collectif, tant pour les générations actuelles que pour les générations futures.

Je tiens à remercier tous mes assistants et assistantes de recherche qui ont collaboré à ce travail, en particulier David Jarry, de même que Marc-André Lavoie, Christiane Moulot et, pour les années antérieures, Jean-Martin Aussant, Jean-François Rouillard et Mélanie Arcand.

NOTES BIOGRAPHIQUES

<http://www.cirano.qc.ca/~boyerm>

Marcel Boyer (M.Sc. et Ph.D. en économie, Carnegie-Mellon University; M.A. en économie, Université de Montréal) est titulaire de la Chaire Bell Canada en économie industrielle au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal et Vice-président et Économiste en chef de l'Institut économique de Montréal. Il a été Président de l'Association canadienne d'économie (Canadian Economic Association), Président de la Société canadienne de science économique, Président-directeur général du CIRANO, membre du Board of Directors du National Bureau of Economic Research (NBER), membre du Conseil National de la Statistique du Canada, du Comité de gestion des Laboratoires universitaires Bell, du CA du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), du CA de l'Institut de finance mathématique de Montréal (IFM2), Président du Conseil du Réseau de Calcul et de Modélisation Mathématique (RCM2) et Président du Conseil de la Caisse Populaire de St-Jérôme. Il est présentement C.D. Howe Scholar in Economic Policy, Fellow du CIRANO, du CIREQ et de la World Academy of Productivity Science, Affilié universitaire du Groupe d'analyse, membre du Comité exécutif de l'Association canadienne droit-économie (CLEA), membre du CA de l'Agence des partenariats public-privé du Québec (président du comité ressources humaines et gouvernance; membre du comité de vérification), Conseiller principal en matière de recherche du Directeur Général pour l'économie industrielle d'Industrie Canada, membre du Comité d'orientation de la Chaire « Développement durable et investissement socialement responsable » (École polytechnique de Paris et Université de Toulouse).

Marcel Boyer a reçu plusieurs prix d'excellence en recherche : Alexander-Henderson Award (CMU 1971), Endowment-for-the-future Distinguished Scholar Award (Univ. of Alberta 1988), Prix Marcel-Dagenais (SCSE 1985), Distinguished Guest Professor Award (Wuhan University of Technology, China 1995), Prix Marcel-Vincent (ACFAS 2002), Médaille Guillaume-Budé (Collège de France 2005). Il est membre élu (1992) de la Société Royale du Canada (SRC - Les Académies des arts, des lettres et des sciences du Canada). Marcel Boyer fait partie du top 3% des économistes, selon le classement international de RePEc (Research Papers in Economics, avril 2007); il figure au 1^{er} rang au Québec et au 11^e rang au Canada.

Auteur ou coauteur de plus de 210 articles et cahiers scientifiques et rapports publics et privés, ses recherches présentes portent sur l'évaluation investissements (risque, flexibilité et options réelles); les organisations efficaces, l'innovation et la concurrence (impartition, offshoring, social démocratie concurrentielle); les incitations, l'information incomplète et l'incertitude; l'économie du droit (environnement, droits d'auteur). Il a agi comme économiste expert auprès de nombreuses grandes entreprises et plusieurs organismes gouvernementaux, tant au Canada qu'à l'étranger, sur des sujets tels que les droits d'auteur, la politique de la concurrence, les négociations salariales, l'évaluation et le choix des investissements stratégiques, les litiges contractuels, les politiques de développement, la réforme des institutions municipales, le partage des coûts et la tarification des infrastructures communes, les partenariats public-privé, la gestion des risques, la réglementation et la déréglementation, etc., ce qui l'a amené à témoigner à plusieurs reprises comme témoin expert devant divers comités et tribunaux.

Résumé

Nous caractérisons dans ce rapport la performance économique du Québec de 1981 à 2006 (25 ans). Plusieurs indicateurs sont présentés : PIB, PIB par habitant, population, création d'emplois, taux d'emploi, rémunération hebdomadaire moyenne, investissements privés, exportations, dette, R&D. Malgré la présence de secteurs en plein développement, la performance économique globale du Québec traîne dangereusement derrière celle du reste du Canada et des États-Unis. Plusieurs défis doivent être relevés. Nous sommes d'une certaine manière condamnés à être plus efficaces et plus innovateurs que nos principaux concurrents et partenaires afin de renverser la tendance actuelle vers la marginalité. Cette véritable nouvelle révolution tranquille devrait incarner les mêmes principes sociaux démocrates que ceux qui ont présidé à l'avènement du Québec moderne mais s'appuyer sur des moyens, modalités et politiques radicalement différents, i.e. implémenter une social-démocratie concurrentielle.

Mots-clés : indicateurs de performance, social-démocratie concurrentielle

Abstract

We characterize the performance of the Québec economy over the last quarter century: 1981-2006. Many indicators are presented: GDP, GDP per capita, population, job creation, employment rates, average weekly earnings, private investments, exports, debt, R&D. In spite of some strong sectors, the global economic performance of Québec has been significantly lower than that of the rest of Canada and the United States. Many challenges are confronting us. We are in a certain sense condemned to be more efficient and more innovative than our main competitors and partners in order to reverse the current trend towards marginality. A new quiet revolution is necessary; it must reaffirm the social democratic goals and principles that have become synonymous with modern Québec but proceed with a radically different set of ways, means and policies, that is, implement a competitive social democracy.

Keywords: performance indicators, competitive social-democracy

INTRODUCTION

Les problèmes socio-économiques qui affligent le Québec, entre autres au chapitre de la dette, des services de santé, de l'éducation, de l'innovation, du soutien aux industries culturelles, du développement durable sont des phénomènes interreliés qui découlent en bonne partie de la sous-performance *relative* du Québec en termes de croissance, de développement économique et de création d'emploi. Cette sous-performance dure depuis 25 ans. Il est temps d'y mettre fin.

Malgré une croissance économique réelle de 2,3% par an depuis le début des années quatre-vingts, la situation relative du Québec se dégrade et il deviendra de plus en plus difficile, voire impossible, pour le Québec de maintenir des services économiques et sociaux de qualité comparable à celle que peuvent et pourront s'offrir ses partenaires économiques immédiats que sont le reste du Canada (ROC) et les États-Unis. Nous sommes en train de préparer des jours difficiles pour nos enfants. Il est temps de sonner l'alarme. Dans mes rapports CIRANO de février 2001 et de janvier 2006, j'avais écrit : **Un coup de barre vigoureux s'impose : Le Québec a un urgent besoin d'une véritable *nouvelle révolution tranquille* et le temps presse.** La situation relative du Québec reste en 2007 toute aussi préoccupante.

Qui dit nouvelle révolution tranquille affirme que l'ancienne révolution tranquille, celle des années soixante, et le modèle québécois qui y est associé ont maintenant dépassé leur nécessaire mise à la retraite. Pour des raisons d'efficacité et d'efficience économiques, je suis d'avis que l'avenir doit être construit sur les mêmes principes sociaux-démocrates que ceux qui ont présidé à l'avènement du Québec moderne mais sur des modalités, mécanismes et des programmes de politique économique radicalement différents : ces modalités, mécanismes et programmes définissent et caractérisent la Social-Démocratie Concurrentielle. Il s'agit là d'un modèle de social-démocratie moderne, ambitieux certes mais réalisable à condition d'avoir l'intelligence et le courage de nos ambitions : l'intelligence pour identifier les moyens nécessaires à la réalisation de nos ambitions et le courage de les mettre collectivement en pratique.

LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE RELATIVE DU QUÉBEC

Avant de présenter les principaux éléments de ce que pourrait être cette nouvelle révolution des idées et mentalités cristallisées dans le modèle de la **Social-démocratie Concurrentielle**, il est nécessaire de bien documenter l'évolution économique du Québec du dernier quart de siècle. Les **faits** caractéristiques suivants devraient être suffisants pour convaincre non seulement les décideurs politiques, économiques et sociaux mais aussi l'ensemble des citoyens du Québec qu'il est temps et même urgent d'agir.

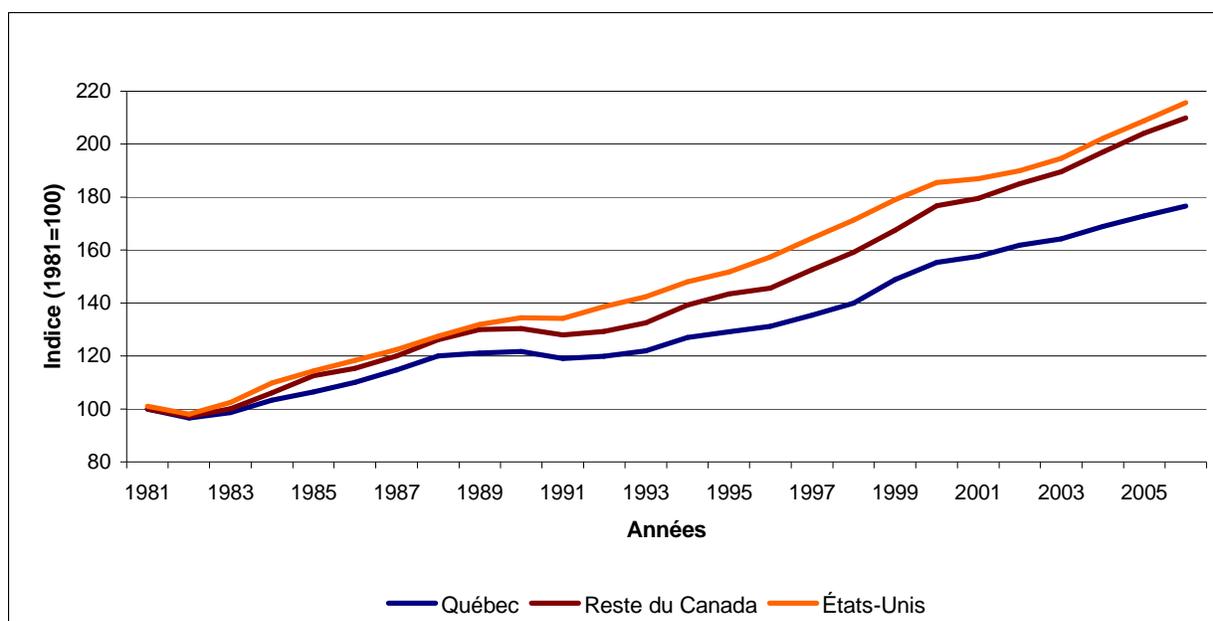
Taux de croissance du PIB

1. De 1981 à 2006, le taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB¹) réel québécois (tableau 1A) s'est élevé à 2,3% comparativement à 3,0% dans le reste du Canada. Ceci représente une augmentation, sur les 25 dernières années, du PIB réel de 76,6% au Québec et une augmentation de 109,9% dans le ROC. Le PIB réel québécois qui représentait 23,4% du PIB canadien au début des années quatre-vingts n'en représente plus en 2006 que 20,5%.

¹ Le PIB réel est une mesure agrégée communément acceptée de l'activité économique d'un pays ou d'une région. Il mesure la valeur de l'ensemble des biens et services produits par le pays ou la région. Il y a deux façons de mesurer le PIB : en termes de revenus ou en termes de dépenses. Les estimations en termes de revenus montrent les revenus des facteurs afférents au travail et au capital qui sont générés dans le cadre du processus de production. Les salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail, qui représentent plus de la moitié du PIB, constituent la source la plus importante de revenus des facteurs. Les autres composantes des revenus sont les bénéfices des sociétés avant impôts, les intérêts et revenus divers de placements, les revenus nets des exploitants agricoles, les revenus nets des entreprises non agricoles non constituées en société (y compris les loyers) et l'ajustement de la valeur des stocks. Ensemble, ces six agrégats, majorés des impôts moins les subventions sur les facteurs de production, donnent le produit intérieur net aux prix de base. Le PIB aux prix du marché se calcule en ajoutant les impôts moins les subventions sur les produits, ainsi que les provisions pour consommation de capital et la moitié de la divergence statistique avec l'évaluation du PIB en termes de dépenses. Dans le cas de l'estimation en termes de dépenses, le PIB est ventilé selon les catégories d'achats finals de biens et de services. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation, qui représentent près de 60 % du PIB, forment la première composante et constituent l'agrégat le plus important. La deuxième composante est constituée des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services. Les dépenses d'investissement des entreprises et des administrations publiques forment la troisième composante. La somme de ces trois composantes constitue ce qu'on appelle la demande intérieure finale. Pour passer de cette dernière au PIB, il faut ajouter la valeur de la variation matérielle des stocks et les exportations de biens et de services et soustraire les importations de biens et de services et la moitié de la divergence statistique. Pour que les biens et les services ne soient pas comptés en double, le PIB n'englobe que les biens et services finaux – et n'englobe donc pas ceux qui servent à fabriquer un autre produit. Par exemple, le PIB ne tiendrait pas compte du blé utilisé pour faire du pain, mais du pain seulement.

Sur la période plus récente, soit de 1999 à 2006, la variation annuelle moyenne du PIB réel s'est établie à 2,5% au Québec comparativement à 3,3% dans le reste du Canada. Le PIB réel québécois a ainsi augmenté de 18,6% au cours de cette période récente tandis que celui du ROC a augmenté de 25,3%. En gardant cette cadence, le PIB du Québec aura augmenté de 84,1% en 2031 par rapport à 2006 (25 ans) et celui du ROC de 123,8%. L'économie du Québec (PIB réel) ne représenterait plus alors que 17,5% de l'économie canadienne.

Graphique 1 : Comparaison de la croissance du PIB réel : Québec, ROC, États-Unis. (1981-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 384-0002 (PIB en terme de dépenses)
Bureau of Economic Analysis, Mai 2007. Site internet: www.bea.gov

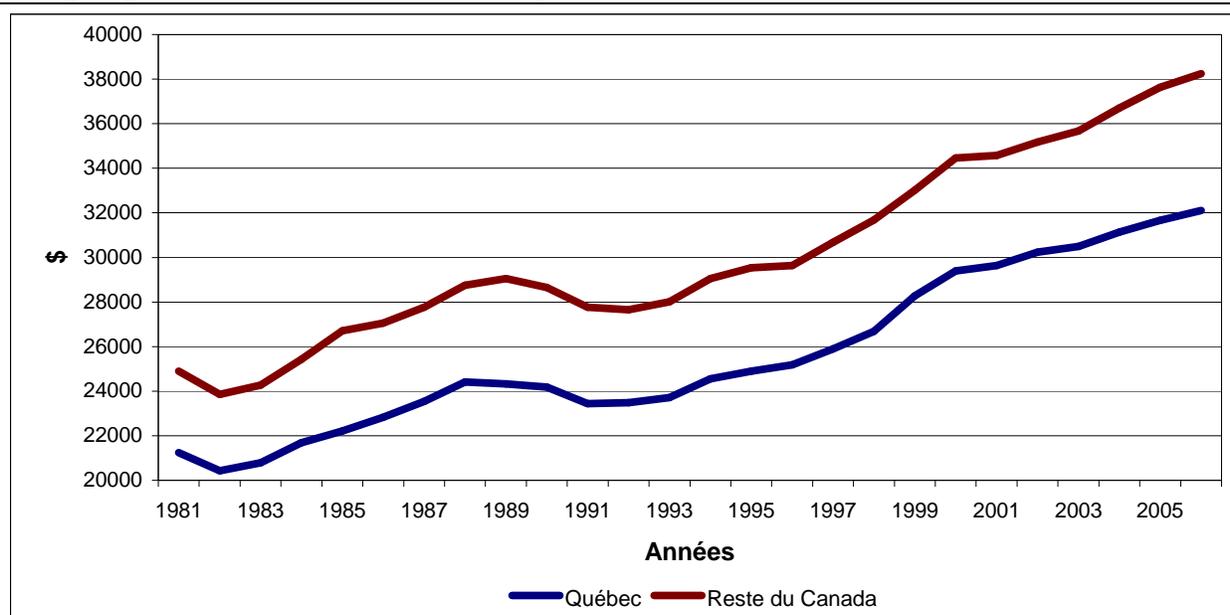
Évolution du PIB par habitant

2. L'évolution du PIB par habitant suit une tendance très différente (tableau 1B). En effet, si le PIB réel du Québec croît plus lentement que celui du Canada ou du ROC, il en est de même pour la population. Le PIB par habitant est le ratio du PIB réel sur la population. Le fait que la population du Québec augmente plus lentement que celle du ROC fait en sorte que le PIB réel par habitant au Québec suit à toutes fins utiles la même tendance que celle du PIB par habitant du ROC : une augmentation de 51,1% au Québec comparativement à 53,6% au ROC

entre 1981 et 2006. Depuis 2000, le PIB réel par habitant a augmenté de 9,3% au Québec et de 11,0% au ROC.

3. Le PIB réel par habitant du Québec était de 21 248\$ en 1981 (en dollars constants de 1997), soit 88,8% du PIB réel par habitant du Canada dans son ensemble et 85,3% de celui du ROC. Ces pourcentages ont légèrement diminué en 25 ans à 87,2% et de 84,0% en 2006. Le fait que le Québec n'arrive pas à faire en sorte que son PIB réel par habitant converge vers celui du ROC implique que le fossé en termes réels s'accroît. Ainsi, la différence entre le PIB réel par habitant au Québec et celui du ROC a augmenté, en dollars constants de 1997, de 3 652\$ en 1981 à 5 073\$ en 2000 et à 6 137\$ en 2006, une augmentation de 68,0% pour l'ensemble de la période 1981-2006. Pour une famille de 4 personnes, la différence est passée de 14 608\$ en 1981 à 24 548\$ en 2006, toujours en termes réels (dollars de 1997).

Graphique 2 : Évolution du PIB réel par habitant: Québec, ROC. (1981-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 384-0002 (PIB en terme de dépenses), Tableau 051-0001.

4. Pour bien interpréter l'évolution du PIB par habitant, il faut faire preuve d'une bonne dose de prudence. Le niveau de PIB réel par habitant dépend de plusieurs facteurs tels que la portion de la population en âge de travailler, le pourcentage de personnes qui occupent un emploi, le

nombre d'heures travaillées et la productivité du travail, ce qui rend son interprétation un peu délicate. Nous avons vu que le PIB réel par habitant évolue sensiblement de la même façon au Québec et au ROC, et ce depuis 1981. Toutefois, un examen plus attentif laisse voir des variations importantes entre le Québec et le ROC au niveau des éléments constitutants du PIB par habitant.

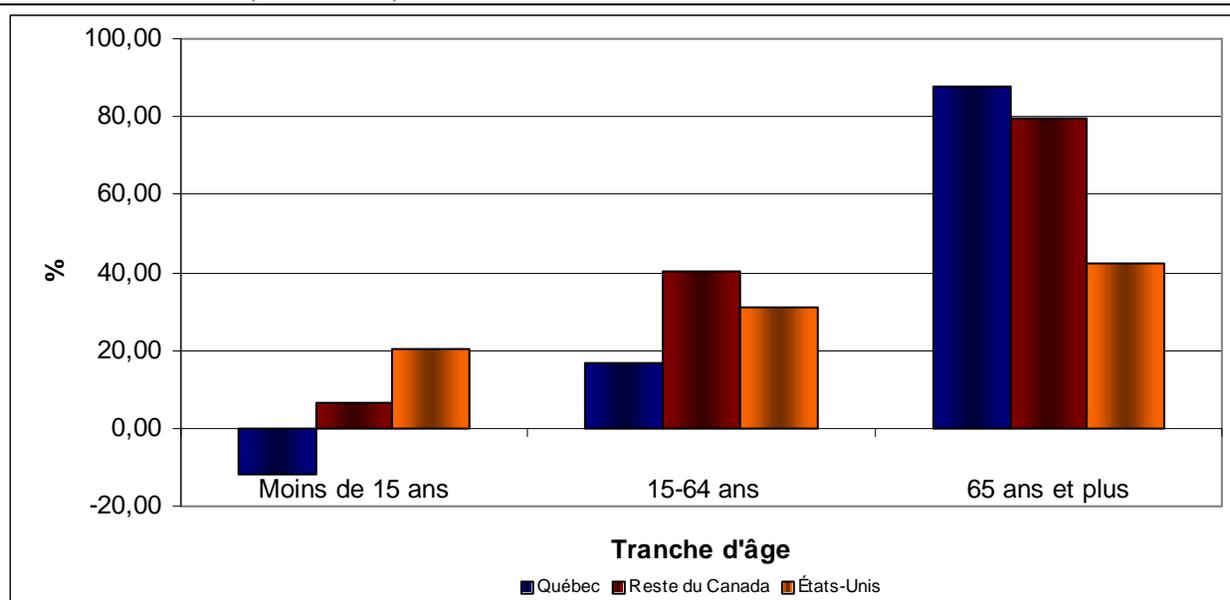
Évolution de la population

5. En effet, les tableaux 2A, 2B et 2C révèlent des faits troublants. L'importance de la population québécoise de 15 ans et moins est en chute depuis plusieurs années, passant de 1 408 000 en 1981 (21,5% de la population totale) à 1 242 000 en 2006 (16,2% de la population totale), une baisse de près de 12% (Tableau 2C). Les mêmes données pour le ROC montrent une augmentation de 6,8% dans cette catégorie (tableau 2B).²

6. La population québécoise en âge de travailler, les 15 à 64 ans, est passée de 4 567 000 en 1981 et à 5 335 000 en 2006, soit un accroissement de 16,8%. L'accroissement des 15-64 ans au ROC a été quant à elle de 40,4% sur cette même période. Au sein de ce groupe d'âge, on observe au Québec une *baisse* de 4,6% des 15-44 ans et une hausse de 73,6% des 45-64 ans entre 1981 et 2006. Les pourcentages correspondants pour le ROC sont une *hausse* de 21,2% et une hausse de 90,2%. Ainsi, les données sur le PIB par habitant (tableau 1B) cachent une réalité complexe et troublante: **en termes relatifs, le Québec perd sa population**. Cette évolution, si elle devait se maintenir, aura des conséquences négatives importantes sur la croissance économique relative du Québec.

² La perte de 166 000 jeunes de 1981 à 2006 bien que fort significative s'est ajoutée à une perte de près de 400 000 jeunes entre 1971 et 1981, pour un total de 558 000 ou une baisse de 31,0% de 1971 à 2006. Le ROC a perdu sur la même période 230 000 jeunes soit 5,0% de sa population de 15 ans et moins.

Graphique 3 : Croissance de la population par tranche d'âge: Québec, ROC, États-Unis. (1981-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 051-0001. The United Nations Secretariat, <http://esa.un.org/unpp>
 Note: Canada: 1981-2006, États-Unis: 1980-2005.

PIB, PIB par habitant et population

7. Des divers tableaux 1 et 2, il faut retenir que le Québec a connu une performance globale décevante depuis 1981 mais qu'il a pu, à cause de la faible croissance de sa population, maintenir son PIB par habitant relatif par rapport à celui du ROC à peu près au même niveau (85,3% en 1981 et 84,0% en 2006). Cela implique que la différence en termes réels entre la valeur de la production totale de biens et services (PIB) par ménage de quatre personnes entre le ROC et le Québec a augmenté en dollars constants (\$ de 1997) de 9 940\$ ou 68,0% entre 1981 et 2006. Dans la mesure où le coût total des biens et services publics et sociaux comprend à qualité donnée une part fixe non négligeable, on peut s'attendre à ce que le Québec rencontre des difficultés croissantes à maintenir la même qualité de biens et services publics et sociaux que celle que le ROC pourra s'offrir.

8. Idéalement, on voudrait comparer l'évolution en dollars du PIB et celle du PIB par habitant pour diverses juridictions en tenant compte de l'évolution du coût de la vie. Cette comparaison n'est pas possible sauf pour quelques années d'ancrage pour lesquelles des

données adéquates sont disponibles. Tel est le cas pour le calcul du PIB par habitant de 2004 exprimé en parité du pouvoir d'achat (PPP) et calculé par l'OCDE pour différentes grandes villes nord-américaines, le tout en \$ américains (tableau 1C). On observe que le PIB par habitant était de 29 100\$ à Montréal en 2004 comparativement à 34 900\$ à Toronto (+20%), 32 000\$ à Vancouver (+10%), 45 600\$ à Chicago (+57%), 52 800\$ à New York (+81%), 58 000\$ à Boston (+99%). Ainsi, bien que le coût de la vie soit possiblement inférieur à Montréal, la différence dans la valeur réelle (corrigée pour le coût de la vie) de la production de biens et services (PIB) entre Montréal et d'autres villes concurrentes est considérable.

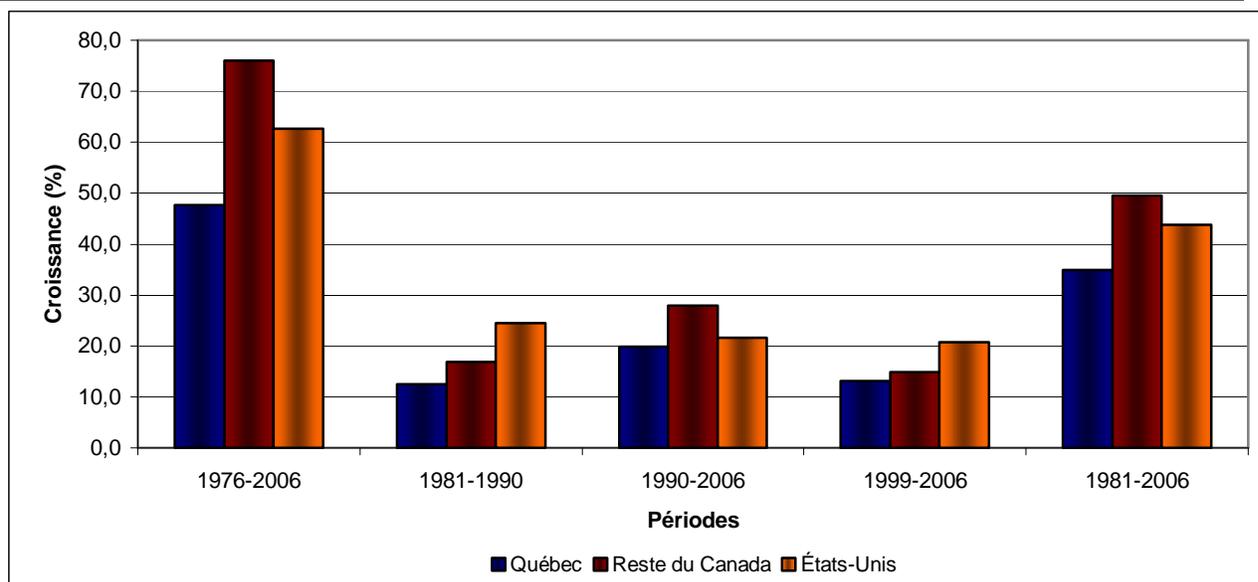
Évolution de la création d'emplois

9. En termes de création d'emplois (tableaux 3), on observe que le nombre total d'emplois a augmenté au Québec de 975 000, une croissance de 34,9%. Une fois encore, cette augmentation peut paraître favorable; toutefois au cours de cette même période, 4 213 000 emplois ont été créés au ROC, soit une augmentation de 49,5% tandis que les États-Unis ont créé 44 019 000 emplois soit une augmentation de 43,8%. De 1990 à 2006, les emplois ont augmenté de 19,9% au Québec, de 27,9% dans le ROC et de 21,6% aux États-Unis tandis que de 1999 à 2006, ils ont augmenté de 13,1% au Québec, de 14,8% dans le ROC et de 8,2% chez nos voisins du sud.³

10. En d'autres termes, l'économie du Québec crée systématiquement moins d'emplois que celle du ROC depuis au moins 25 ans et ce, malgré une nette amélioration depuis 1999. Alors que le Québec représentait 25,7% de la population du Canada en 1986, il n'a créé que 19,6% des emplois canadiens entre 1981 et 1990. Pour la période de 1990 à 1999, ce pourcentage a chuté à 14,2% alors que le Québec représentait 24,5% de la population canadienne en 1996. Pour ce qui est de la période de 1999-2006, la performance du Québec s'est légèrement améliorée car on y a créé 21,0% des emplois créés au Canada alors que la province ne représentait que 23,5% de la population canadienne en 2006. Pour l'ensemble de la période 1981-2006, le Québec n'a créé que 18,8% des emplois au Canada.

³ Notons qu'il s'est créé au Québec en 2000-2003 (4 ans) 75 000 emplois par an versus 50 000 emplois par an en 2003-2006 (4 ans), l'année 2003 faisant partie des deux périodes considérées.

Graphique 4 : Évolution de la création d'emploi: Québec, ROC, États-Unis. (1976-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 282-0004.

US Department of Labor, Census Bureau. Mai 2007. Site internet: www.bls.gov/data.

11. En somme, si le Québec avait entre 1981 et 2006 créé des emplois au même rythme que le ROC et les États-Unis, soit une augmentation de 44,3% des emplois (moyenne pondérée ROC et États-Unis, avec des poids respectifs de 0,086 et 0,914) plutôt que celle observée de 35,0%, le Québec aurait créé 1 236 000 emplois, soit 261 000 ou 26,8% de plus que les 975 000 emplois effectivement créés.

12. La situation au chapitre des emplois à temps plein seulement est la suivante. Pour la période allant de 1981 à 2006, le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 26,7% au Québec et de 45,3% au ROC. Le Québec créait sur l'ensemble de la période 16,6% des emplois à temps plein au Canada. De 1990 à 2006, le nombre d'emploi à temps plein a augmenté de 15,9% au Québec (423 000 emplois) et de 27,0% dans le ROC (2 219 000 emplois). Pour cette même période, la part du Québec dans la création d'emploi à temps plein au Canada s'est établi à 16,0%. Pour la période plus récente de 1999 à 2006, l'augmentation des emplois a été de 13,1% au Québec (hausse de 11,1% des emplois à temps plein et hausse de 23,2% des emplois à temps partiel) comparativement à 14,8% au ROC (hausse de 16,0% des emplois à temps plein et hausse de 9,5% des emplois à temps partiel). On peut donc conclure que la

performance relativement favorable du Québec au cours de la période plus récente 1999-2006 est due en bonne partie à la création d'emplois à temps partiel.

Population et création d'emplois

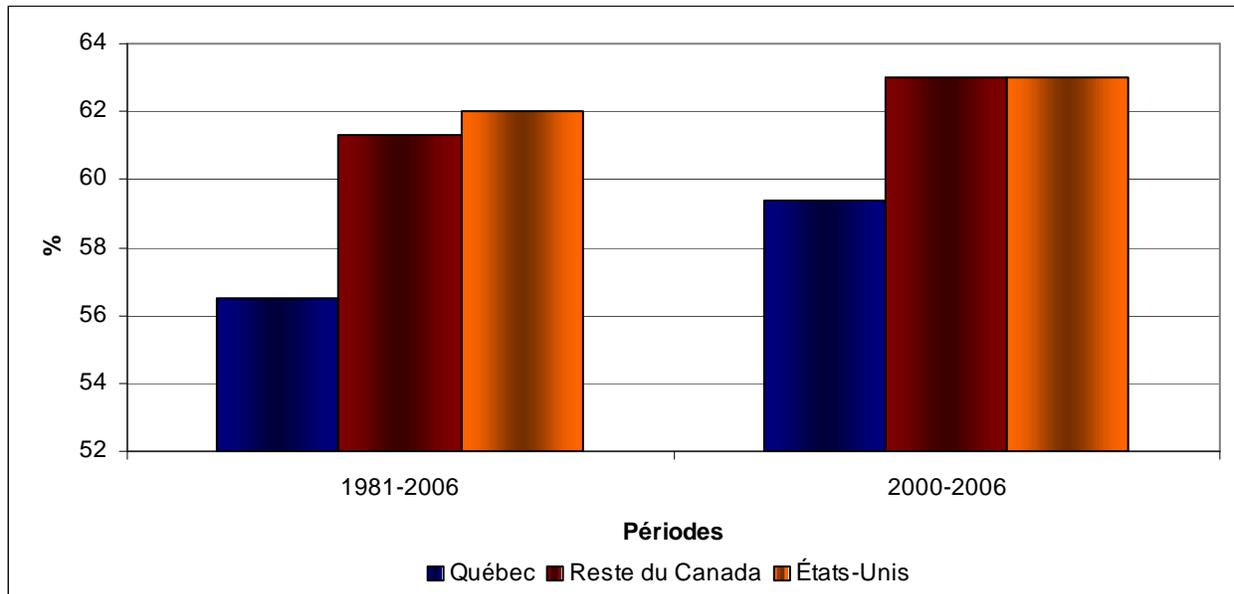
13. La performance décevante du Québec au chapitre de la création d'emplois n'est pas sans lien avec sa faible croissance démographique. Une fois encore, il y a interdépendance entre la création d'emplois et la croissance démographique. Une croissance plus faible des emplois implique une croissance plus faible de la population dans la mesure où cette population est suffisamment mobile pour réagir rapidement aux différences dans la disponibilité et la qualité des emplois offerts au Québec et ailleurs. Par contre, une faible croissance démographique peut impliquer une faible création d'emplois. Dans une économie ouverte comme celle du Québec, on peut s'attendre à ce que le premier lien de causalité soit le plus fort : sans sous-estimer l'effet de la croissance démographique sur la création d'emplois, l'effet direct le plus important est à l'effet que la faible croissance des emplois au Québec explique sa faible croissance démographique, tant pour sa composante « reproduction » que pour sa composante « immigration ».

Évolution du taux d'emploi

14. Le taux d'emploi (tableau 4A), mesuré par le pourcentage de la population de 15 ans et plus détenant un emploi, est un indicateur crédible et révélateur de la santé économique d'une société. Or, ce taux d'emploi au cours de la période 1981 à 2006 s'est établi en moyenne à 56,5% au Québec, à 61,3% au ROC et à 62,0% aux États-Unis. Pour la période 1996-99 (4 ans) le taux d'emploi de 55,5% au Québec est sensiblement inférieur au taux de 60,7% au ROC et au taux de 63,8% aux États-Unis. Les taux d'emploi ont significativement augmenté en 2000-06 par rapport à 1996-99. Ce taux s'est élevé à 59,4% au Québec (un gain de 3,9 points de pourcentage) pour la période de 2000 à 2006 (7 ans). Ce taux reste toutefois inférieur au taux de 63,0% observé dans le ROC (un gain de 2,3 points de pourcentage) et aux États-Unis. Pour que le taux d'emploi au Québec soit égal au taux du ROC et des États-

Unis (63,0%) pour 2000-06, il faudrait 192 000 emplois supplémentaires ou 5,1% plus emplois que les 3 765 000 emplois de 2006.

Graphique 5 : Taux d'emploi moyen: Québec, ROC, États-Unis. (1981-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 282-0055.

US Department of Labor, Census Bureau. Mai 2007. Site internet: www.bls.gov/data.

Taux d'emploi et taux de chômage

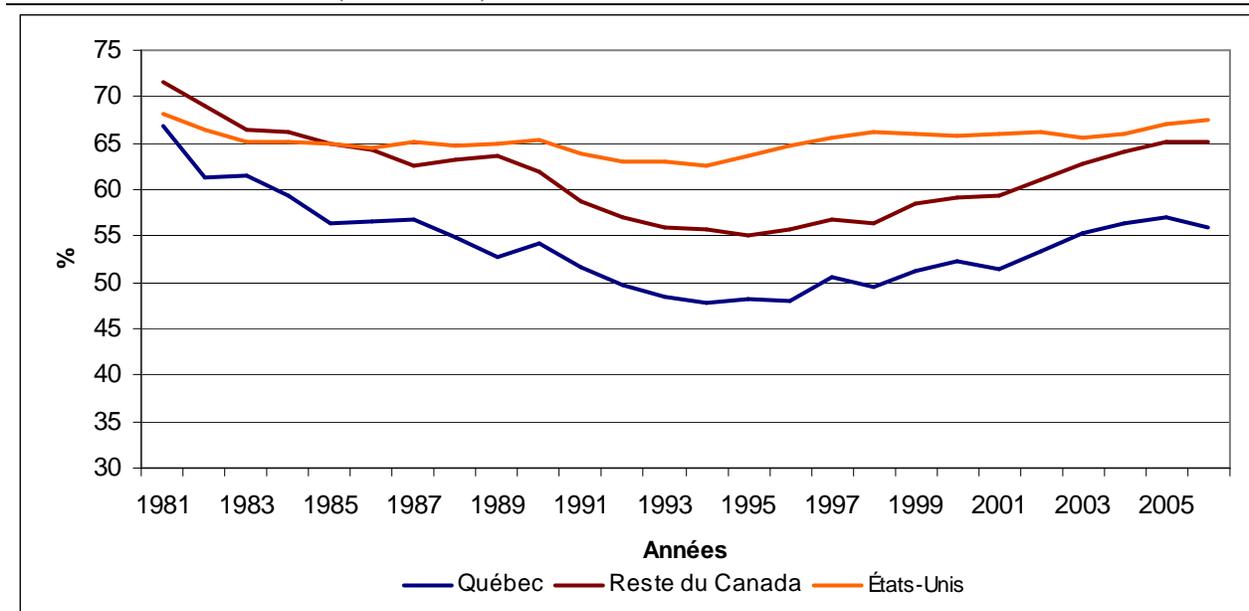
15. Ces résultats impliquent que le taux de chômage du Québec (8,0% en 2006) se compare désavantageusement aux taux du ROC (5,8%) et des États-Unis (4,6%): les écarts «véritables» entre les taux de chômage (ou plus précisément les taux de non-emploi) sont en réalité plus importants. En effet, une création d'emploi trop faible peut amener plusieurs individus à cesser leur recherche d'emploi, prendre leur retraite ou simplement quitter la population active, auquel cas ils ne sont plus chômeurs sans pour autant travailler. Ce phénomène fait en sorte que le véritable taux de chômage au Québec en 2006 par rapport au ROC est probablement plus près de 11% que du taux officiel de 8,0%. Le taux d'emploi des hommes de 55-64 ans vient d'une certaine manière corroborer cette hypothèse.

Taux d'emploi des hommes de 55-64 ans

16. L'écart entre les taux d'emploi entre le Québec et le ROC et les États-Unis est particulièrement troublant pour les hommes de 55-64 ans (tableau 5). Ce taux a baissé de manière significative au Québec depuis 25 ans. Alors que 70,9% des hommes de 55-64 ans détenaient en emploi au Québec en 1976, ce pourcentage est passé à 49,8% en 1996-99, soit une baisse de 21,1 points, pour remonter à 54,5% en 2000-06. Le taux d'emploi au ROC passait pour le même groupe et les mêmes périodes de 73,6% à 56,8%, soit une baisse de 16,8 points, pour remonter ensuite 62,4%. Aux États-Unis, il passait de 71,2% à 65,6%, soit une baisse de 5,6 points, avant de remonter à 66,3%.

17. Ainsi, pour la période récente 2000-06, le Québec accuse un retard, en termes du taux d'emploi des hommes de 55-64 ans, de 7,9 points de pourcentage par rapport au ROC (54,5% versus 62,4 %) et de 11,8 points par rapport aux États-Unis (54,5% versus 66,3%). Ces statistiques sont troublantes dans la mesure où cette classe de travailleurs représente un capital humain important qui reste particulièrement sous-utilisé dans notre société et ce, à un coût potentiellement très important en termes de perte de bien-être.

Graphique 6 : Taux d'emploi des hommes âgés de 55 à 64 ans: Québec, ROC, États-Unis. (1981-2006)



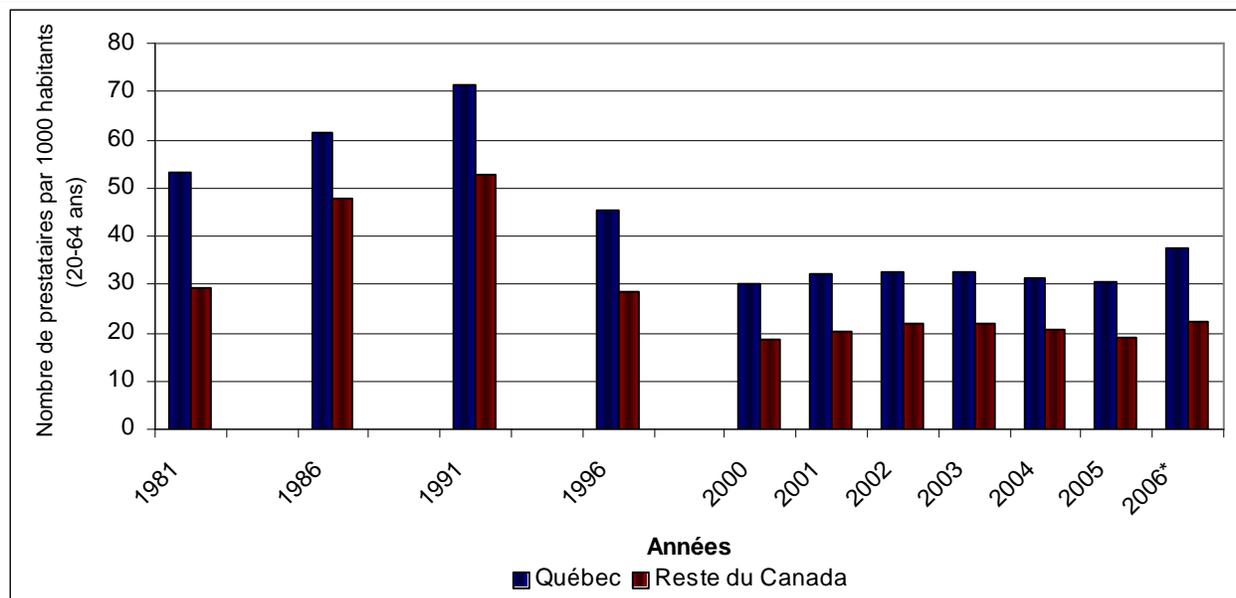
Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 282-0055.

US Department of Labor, Census Bureau. Mai 2007. Site internet: www.bls.gov/data.

Prestataires d'assurance-emploi

18. Au niveau des prestataires d'assurance-chômage/emploi (tableau 6), la situation peu enviable du Québec au sein du Canada n'a pas évolué pour le mieux au cours des vingt-cinq dernières années. Ainsi, bon an mal an, environ le tiers des prestataires d'assurance-chômage/emploi au Canada proviennent du Québec, ce qui se traduit par un taux de prestataires nettement supérieur au Québec par rapport au ROC : 61,3 prestataires par 1 000 habitants (de 20 à 64 ans) au Québec versus 47,8 au ROC en 1986; 45,4 au Québec et 28,5 au ROC en 1996; 37,4 au Québec et 22,3 au ROC en 2006. Ainsi, les taux de prestataires par 1000 habitants de 20 à 64 ans étaient supérieurs au Québec par rapport au ROC de 28,2% (61,3 par rapport à 47,8) en 1986, de 59,3% (45,4 par rapport à 28,5) en 1996 et de 67,7% (37,4 par rapport à 22,3) en 2006.

Graphique 7 : Taux de prestataires d'assurance-emploi : Québec, ROC. (1981-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 276-0002.

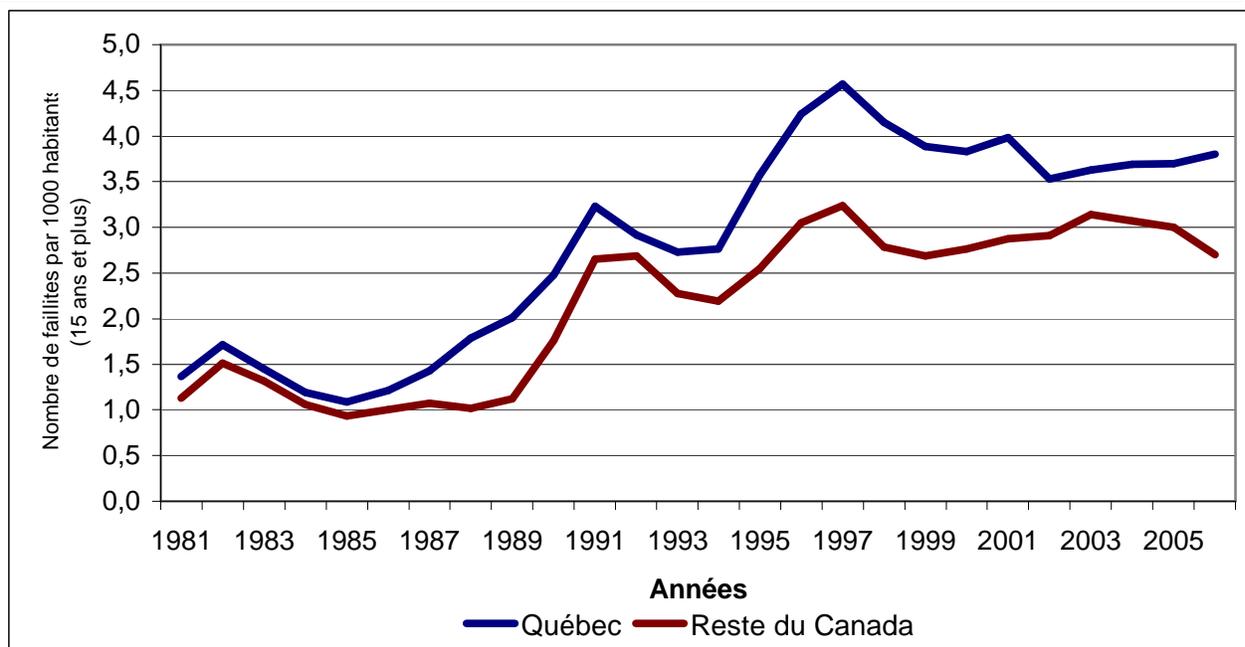
Note: *2006: Moyenne de janvier à avril 2006

Nombre de faillites

19. Quant au nombre de faillites (tableaux 7A, 7B et 7C), nous observons que dans les années quatre-vingt et les années quatre-vingt-dix, environ 37% des faillites commerciales et 31% des faillites de ménages au Canada étaient québécoises. Le taux de faillites de ménages

(nombre de faillites par 1 000 de population de 15 ans et plus) a été de 4,2 au Québec en 1996, un taux de 35,5% supérieur au taux de 3,1 observé au ROC. En 2000, ce taux était de 3,8 au Québec, soit 35,7% supérieur au taux de 2,8 observé au ROC. En 2006, le taux au Québec était resté stable à 3,8 comparativement à un taux de 2,7 au ROC : le taux au Québec en 2006 était ainsi 40,7% supérieur au taux du ROC.

Graphique 8 : Taux de faillites des ménages: Québec, ROC. (1981-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 177-0001.

20. Au niveau des faillites commerciales, la situation a beaucoup évolué dans le temps : entre 1981 et 1997, les faillites commerciales au Québec représentaient bon an mal an près de 38% des faillites au Canada, avec une certaine embellie au milieu des années quatre-vingts. Depuis 1996, la situation s’est beaucoup améliorée et les faillites commerciales au Québec en 2006 ne représentaient plus que 27,2% du total canadien. Pour obtenir une image plus fidèle de la réalité, il peut être utile de définir un taux de faillites commerciales par rapport au PIB : le nombre de faillites commerciales par milliard de PIB était de 31,5 au Québec en 1996 comparativement à 12,8 au ROC. Les taux correspondants étaient de 13,9 et 8,8 en 2000 et de 7,6 et 5,3 en 2006. Ainsi, le nombre de faillites commerciales au Québec était supérieur de 146,1% à celui du ROC en 1996, de 58,0% en 2000 et de 43,4% en 2006.

Rémunération hebdomadaire moyenne

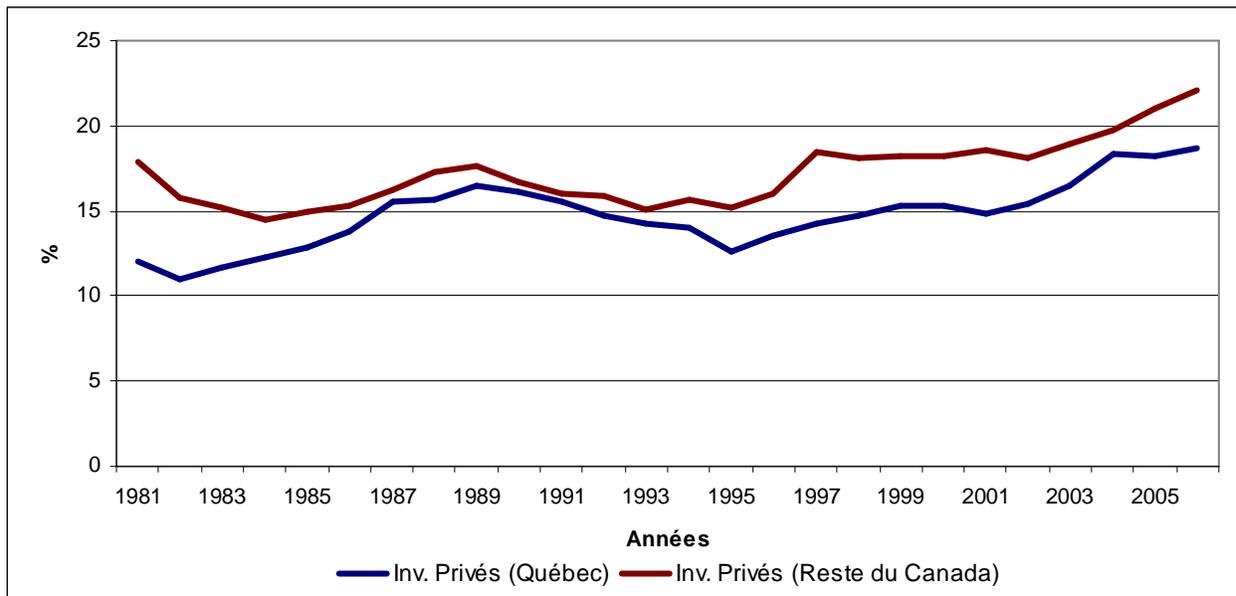
21. En termes de la rémunération hebdomadaire moyenne incluant le temps supplémentaire (tableau 8), la position du Québec par rapport au reste du Canada s'est dégradée depuis 15 ans (période de disponibilité de données comparables). Alors que le niveau relatif de la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec par rapport au niveau observé au Canada était près de 98% durant toute la période des années 1991-1995, ce niveau relatif n'atteint plus que 95% durant la période 1996-2006, pour finalement atteindre 94,1% en 2006.

Dépenses privées d'investissement

22. Les données sur les dépenses privées d'investissement (tableaux 9A à 9D) nous permettent d'observer divers éléments importants de la situation économique relative du Québec par rapport au ROC. La part des dépenses privées d'investissement dans le PIB réel est plus faible au Québec qu'au ROC durant toute la période 1981-2006. Même si les investissements publics en pourcentage du PIB ont été plus importants au Québec qu'au ROC depuis 1992, les dépenses totales d'investissement dans le PIB réel restent plus faibles au Québec durant toute la période 1981-2006, allant d'un écart de plus de 5,0 points de pourcentage au début des années quatre-vingts, à 2,8 points en 1995-1999, et à 2,3 points en 2000-2006. Par rapport au ROC, l'écart est de 2,75 points en moyenne dans la période 2000-2006, ce qui correspond à un déficit d'investissements privés au Québec de 6,8 milliards en 2006 sur des investissements de 46,0 milliards.

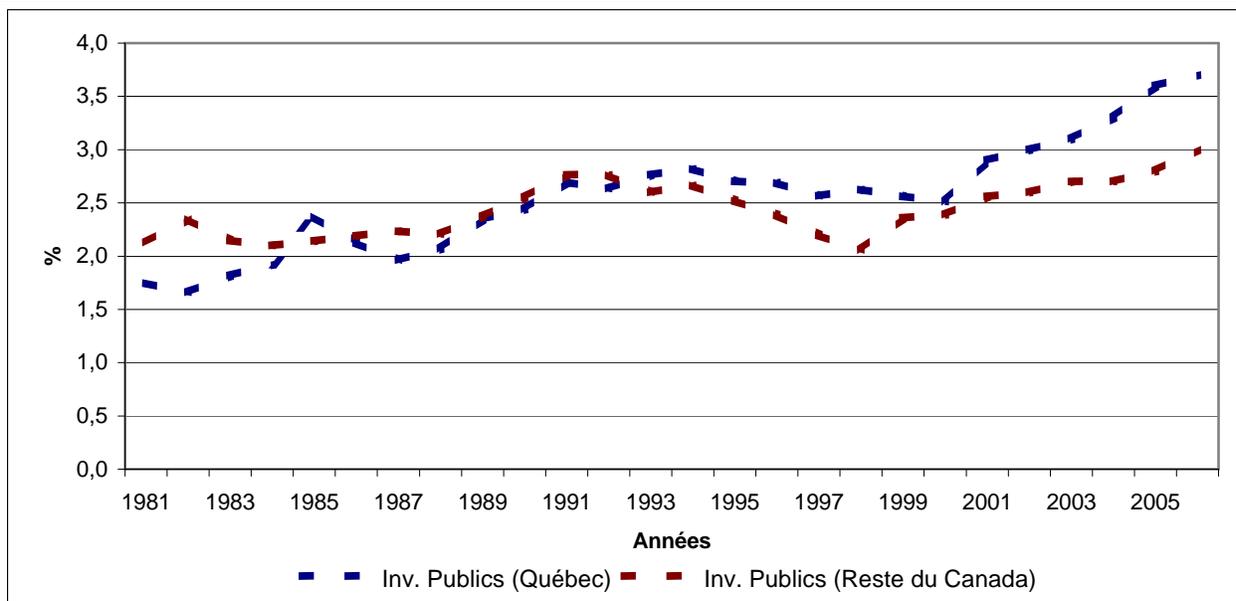
23. Ces différences sont importantes car elles témoignent d'une dégradation continue de la capacité de production et d'innovation, et donc éventuellement de la position concurrentielle du Québec : les investissements sont relativement moins rentables et la faiblesse relative des investissements conditionne la productivité future de l'économie. Cette situation est préoccupante car le Québec exportait en moyenne sur la période 2000-2006 près de 60% de sa production, vers le ROC pour un tiers et vers l'international pour les deux tiers.

Graphique 9 : Investissements privés en pourcentage du PIB réel: Québec, ROC. (1981-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 384-0002.

Graphique 10 : Investissements publics en pourcentage du PIB réel: Québec, ROC. (1981-2006)

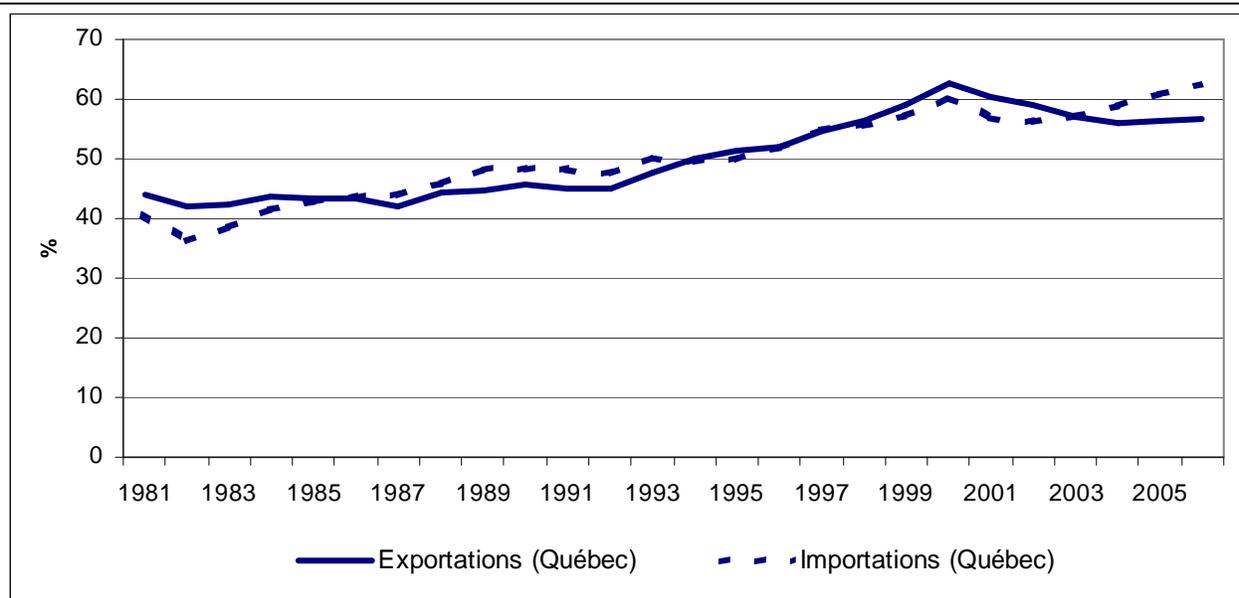


Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 384-0002.

Commerce extérieur

24. Au niveau du commerce interprovincial et international, le Québec et le ROC ont des économies de plus en plus ouvertes sur l'extérieur. Les exportations totales du Québec ont augmenté de 128,6% de 1981 à 2006 et de 14,2% de 1999 à 2006. Sur la période 2004-2006, les exportations internationales du Québec représentaient plus de 36% et les exportations vers le ROC près de 19% de son PIB comparativement à 19% et 23% sur la période 1981-1983. Au total, le Québec contribuait en 2006 pour 20,5% du PIB du Canada et pour 18,9% des exportations internationales du Canada.

Graphique 11 : Exportations et importations totales en pourcentage du PIB réel au Québec. (1981-2006)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 384-0002.

25. On cite de plus en plus souvent les données des secteurs de la haute technologie (produits aéronautiques, pharmaceutiques, électroniques et de communication, machines de bureau et ordinateurs) pour comparer le Québec aux autres économies régionales en Amérique du Nord. On cite en particulier les données sur les exportations. Les données disponibles publiées par l'Institut de la statistique du Québec classent les exportations technologiques selon quatre niveaux: haute technologie, moyenne-haute, moyenne-faible et faible technologie (tableaux 10A à 10D).

26. Au niveau des exportations, on mentionne à juste titre que sur la période 2000-2006 près de 45% des exportations canadiennes des secteurs de haute technologie proviennent du Québec. Mais on oublie trop souvent de mentionner que si les secteurs de haute technologie ont eu le vent dans les voiles entre 1993 et 2000, la situation a été plus difficile depuis. En effet, les exportations du Québec pour ces secteurs de haute technologie sont revenues en 2006 à leur niveau réel de 1999 avec une baisse de 34% depuis 2000.
27. Par ailleurs, dans le secteur de la moyenne-haute technologie, dont le poids économique est beaucoup plus important (les exportations canadiennes de haute technologie ont atteint 41,6 milliards en 2006 par rapport à 133,4 milliards pour les exportations de moyenne-haute technologie), la position du Québec est moins enviable. En effet, si on combine les secteurs de la haute technologie et de la moyenne-haute technologie, le Québec ne représente que 15,7% des exportations canadiennes.
28. De 2000 à 2006, les exportations québécoises et canadiennes de haute technologie ont diminué respectivement de 33,9% et 20,2%. Toutefois, malgré cette diminution, les exportations de haute technologie au Québec ont connu une croissance de 182,3% depuis 1990 et comptaient en 2006 encore pour 37,1% des exportations manufacturières canadiennes de haute technologie.

La dette

29. Caractériser l'évolution comparée de la dette du Québec est une opération délicate dans la mesure où il existe plusieurs mesures des niveaux de dette provinciale. En fait, chaque gouvernement provincial utilise un cadre financier ou périmètre comptable qui lui est propre pour calculer sa dette « officielle ». La diversité des cadres financiers donne lieu à des manipulations comptables plus ou moins douteuses de la part des gouvernements, rendant difficile tout effort d'analyse rigoureuse et transparente.
30. La « dette totale du gouvernement » du Québec, telle que calculée par le Ministère des finances⁴ (tableaux 11A et 11B), comprend les dettes directes et le passif net au titre des régimes de retraite des employés de l'État. Elle s'élevait à 118,3 milliards (43,2% du PIB) au

31 mars 2006, une augmentation de 17,0% de 1999 à 2006 (7 ans); elle atteint 122,4 milliards (préliminaire) au 31 mars 2007.

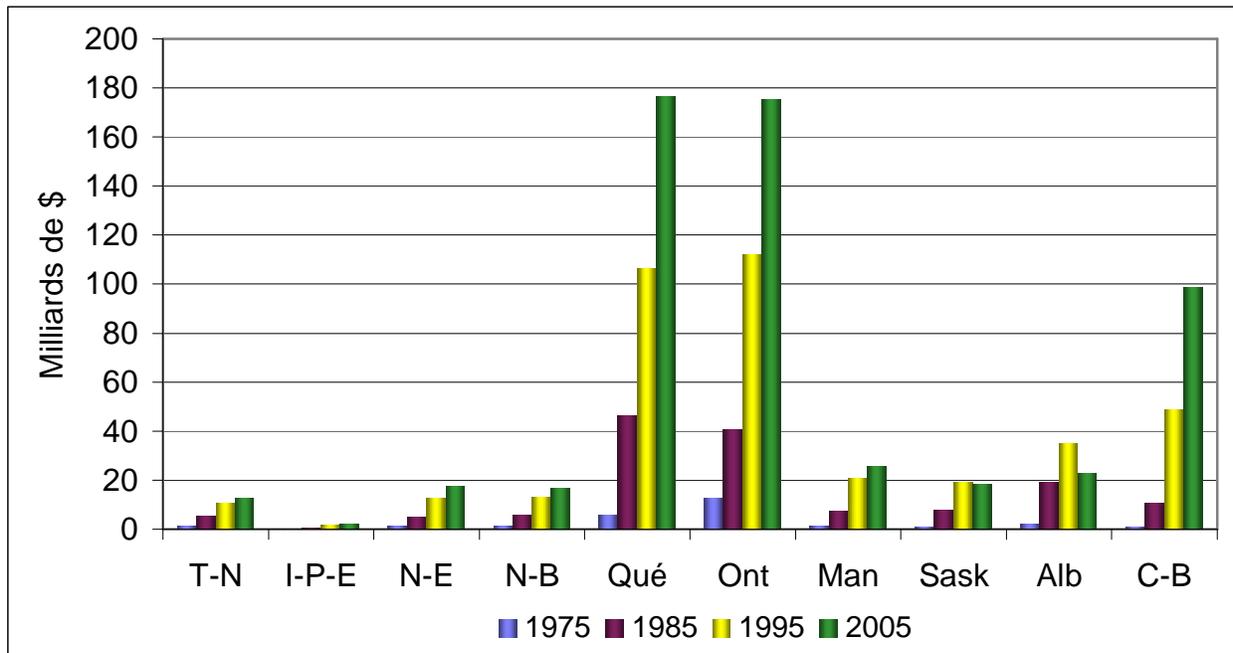
31. Pour obtenir la « dette à long terme du secteur public » du Québec (Tableau 11C), il faut ajouter la dette des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux (14,2 milliards en 2007), d'Hydro-Québec (32,7 milliards), des municipalités (18,9 milliards) et des autres entreprises du gouvernement (3,5 milliards). Cette mesure de la dette atteint 182,7 milliards au 31 mars 2005, 185,6 milliards au 31 mars 2006 et 191,7 milliards (préliminaire) au 31 mars 2007.
32. Pour comparer l'évolution de la dette du Québec avec celle des autres provinces, il faut utiliser la mesure de la dette utilisée par Statistique Canada (Système de gestion financière – SGF⁵ ; tableaux 11D à 11G). La mesure du SGF est plus inclusive que la « dette totale du gouvernement » mais diffère de la « dette à long terme du secteur public ». Son avantage est de permettre une certaine comparaison entre les provinces. Mais cette mesure reste bien imparfaite car elle n'inclut pas, entre autres éléments, les déficits actuariels (passif net) de programmes de dépenses, y compris le Canada Pension Plan ou le Régime des rentes du Québec, ayant une certaine pérennité et représentant donc des engagements de l'État. Ainsi, la dette du Québec au sens du SGF, de même que la « dette à long terme du secteur public » représentent des évaluations conservatrices de la dette publique du Québec.
33. Selon le SGF, la dette du Québec atteint 176,7 milliards en 2005, une augmentation de 44,4% depuis 1998 (7 ans) et de 168,7% depuis 1990. La dette de l'Ontario atteignait 175,5 milliards en 2005, une augmentation de 33,4% depuis 1998 et de 199,0% depuis 1990. Quant à la dette par habitant, elle atteignait 23 298\$ au Québec en 2005 par rapport à 14 048\$ en Ontario, 25 315\$ à Terre-Neuve et 7 030\$ en Alberta.

⁴ FINANCES QUÉBEC, *Budget – Plan budgétaire 2007-2008*, Février 2007.

<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2007-2008/index.asp>

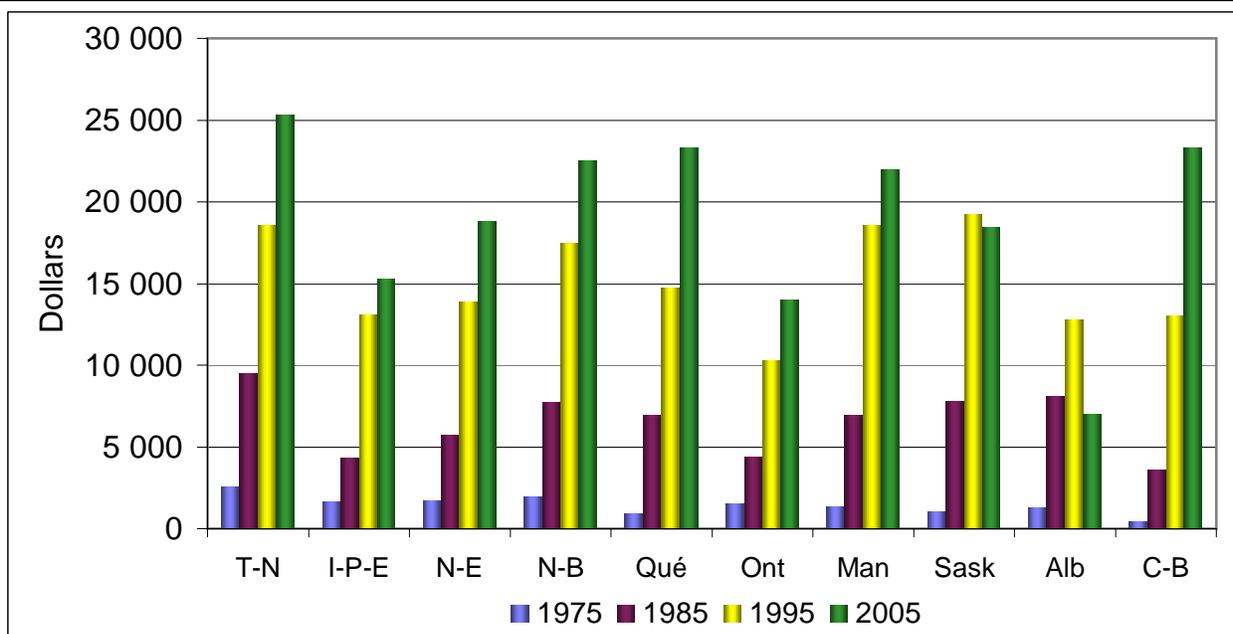
⁵ Le Système de Gestion Financière (SGF) de Statistique Canada permet d'harmoniser, mais de manière limitée et incomplète, la comptabilité des administrations provinciales. Le SGF inclut dans la dette provinciale, la dette des ministères et organismes qui rendent des services pour le compte du gouvernement (conseils, commissions et fonds autonomes, régimes de pensions non provisionnés, collèges et écoles de formation professionnelle et de métiers, universités, établissements de services de santé et de services sociaux, conseils de santé, organismes de services sociaux et conseils communautaires).

Graphique 12 : Dettes totales des provinces canadiennes (SGF). (1975-1985-1995-2005)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 385-0014. Système de Gestion Financière (SGF).

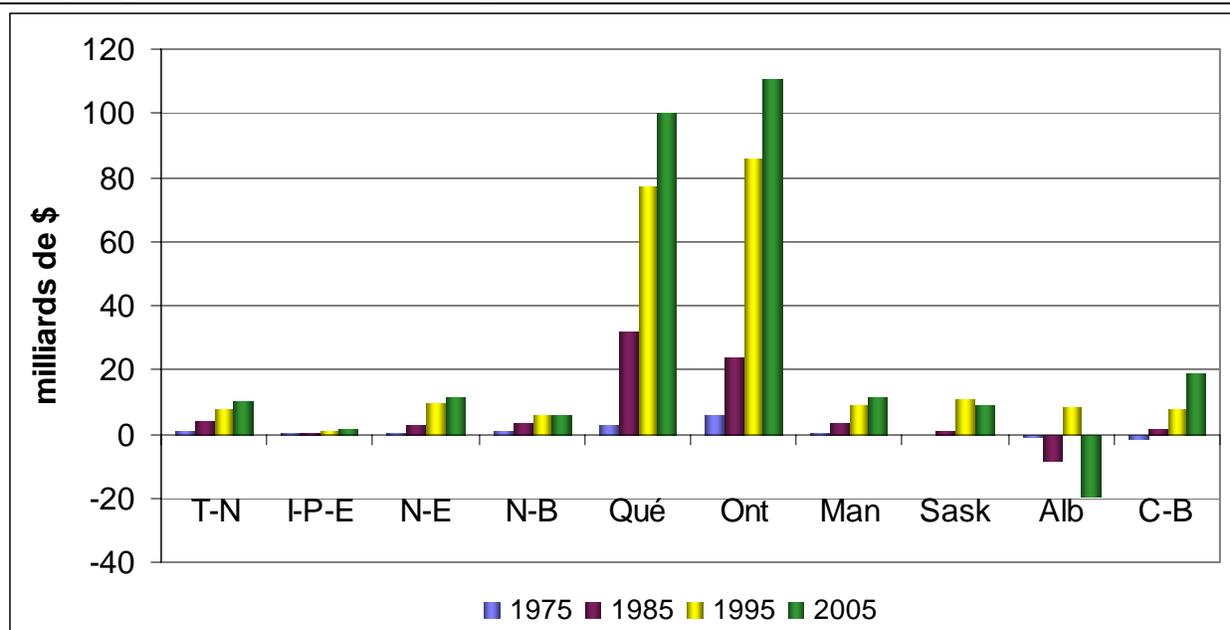
Graphique 13 : Dettes totales par habitant des provinces canadiennes (SGF). (1975-1985-1995-2005)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 385-0014 et 051-0005. Système de Gestion Financière (SGF).

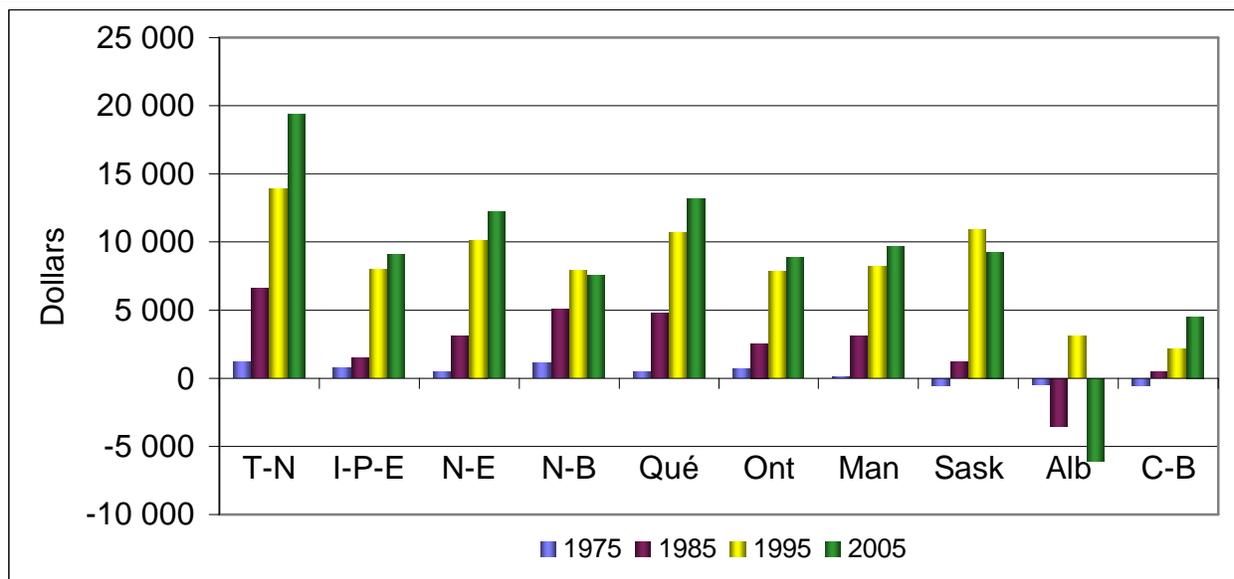
34. Mais la dette n'est qu'un des côtés de la médaille. Pour mieux évaluer le fardeau que peut représenter cette dette, il faut aussi considérer les actifs sous contrôle du gouvernement en question. Les actifs sont de deux grands types, les actifs financiers et les actifs immobiliers ou corporels. Les premiers peuvent être évalués à leur valeur marchande mais les seconds (routes, hôpitaux, écoles, etc.) peuvent difficilement l'être. Le SGF permet de calculer la dette (partielle car incomplète) provinciale nette des actifs financiers des gouvernements (y compris ceux des divers organismes considérés). Ainsi, toujours selon le SGF, la dette nette (nette des actifs financiers seulement) du Québec atteint 99,9 milliards en 2005, une augmentation de 14,0% depuis 1998 (7 ans) et de 123,4% depuis 1990. La dette de l'Ontario atteignait 110,5 milliards en 2005, une augmentation de 2,2% depuis 1998 et de 193,2% depuis 1990. En 2005, la dette nette par habitant au sens du SGF atteignait 13 172\$ au Québec versus 8 843\$ en Ontario, 19 387\$ à Terre-Neuve et -6 069\$ en Alberta.

Graphique 14 : Dettes nettes des provinces canadiennes (SGF). (1975-1985-1995-2005)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 385-0014. Système de Gestion Financière (SGF).

Graphique 15 : Dettes nettes par habitant des provinces canadiennes (SGF). (1975-1985-1995-2005)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 385-0014 et 051-0005. Système de Gestion Financière (SGF).

35. Pour obtenir un meilleur portrait de l'acuité du problème de la dette, il faudrait ajouter à la dette nette les éléments du passif du gouvernement qui ne sont pas comptabilisés dans les mesures actuelles de la dette⁶ et soustraire non seulement la valeur des actifs financiers mais aussi la valeur des actifs immobiliers. La valeur des actifs immobiliers est de toute évidence considérable si on pense à l'ensemble des infrastructures et équipements publics qui supportent dans un certain sens la dette gouvernementale, publique ou sociale. La valeur des immobilisations publiques correspond à l'accroissement de valeur socio-économique (valeur incrémentale) qu'elles permettent de générer. À défaut de pouvoir compter sur une valeur marchande (impossible ou très difficile à obtenir dans bien des cas vu l'absence quasi-générale de marchés pour plusieurs de ces équipements et infrastructures), on pourrait utiliser la valeur aux livres (valeur non encore amortie, selon les règles comptables généralement reconnues). Pour ne prendre qu'un exemple, les immobilisations (actifs corporels) au bilan d'Hydro-Québec présentaient une valeur de 50,4 milliards en 2005 et 51,8 milliards en 2006.

⁶ Possiblement de manière modulaire, tel que le suggère Jean-Pierre Aubry dans « Bien mesurer l'endettement du Gouvernement du Québec », ASDEQ, mai 2007. Cette formulation donnerait l'heure juste et éviterait bien des conflits.

Ces actifs devraient être soustraits de la dette brute pour obtenir une estimation de la dette nette du secteur public (tableau 11C) ou encore de la dette nette au sens du SGF.

36. Par ailleurs, la valeur marchande des immobilisations ou actifs corporels d'Hydro-Québec est très largement supérieure à leur valeur aux livres⁷ et plusieurs autres actifs immobiliers du gouvernement et de ses organismes devraient être comptabilisés. Mais n'oublions pas non plus les éléments du passif qui n'ont pas été comptabilisés dans les mesures de la dette.
37. Malheureusement, on ne dispose pas encore d'un cadre suffisamment détaillé et crédible des divers éléments des dettes et actifs « gouvernementaux » ou « publics » pour procéder à une analyse comparative raisonnablement rigoureuse de la situation relative des gouvernements provinciaux (et de leurs organismes affiliés) au niveau de la dette brute et nette. Il faut espérer que les divers gouvernements au Canada et ailleurs en viendront à définir un tel cadre et ce, pour favoriser la transparence et mettre fin aux manipulations comptables aussi habituelles qu'affligeantes.
38. En guise de conclusion sur la dette du Québec, on peut affirmer qu'il n'est pas évident que le Québec ait un sérieux problème de dette publique. On pourrait certes préférer que la dette soit encore plus faible, mais le niveau actuel de cette dette reste fort probablement bien raisonnable par rapport à la valeur des actifs financiers et immobiliers qui la supportent : la valeur de la maison québécoise est fort probablement très largement supérieure au montant de l'hypothèque! En fait, c'est au niveau des mécanismes de choix d'immobilisations ou d'investissements, qui conditionnent l'évolution de la dette, que le bât blesse davantage.

Les dépenses intérieures en recherche et développement (DIRD)

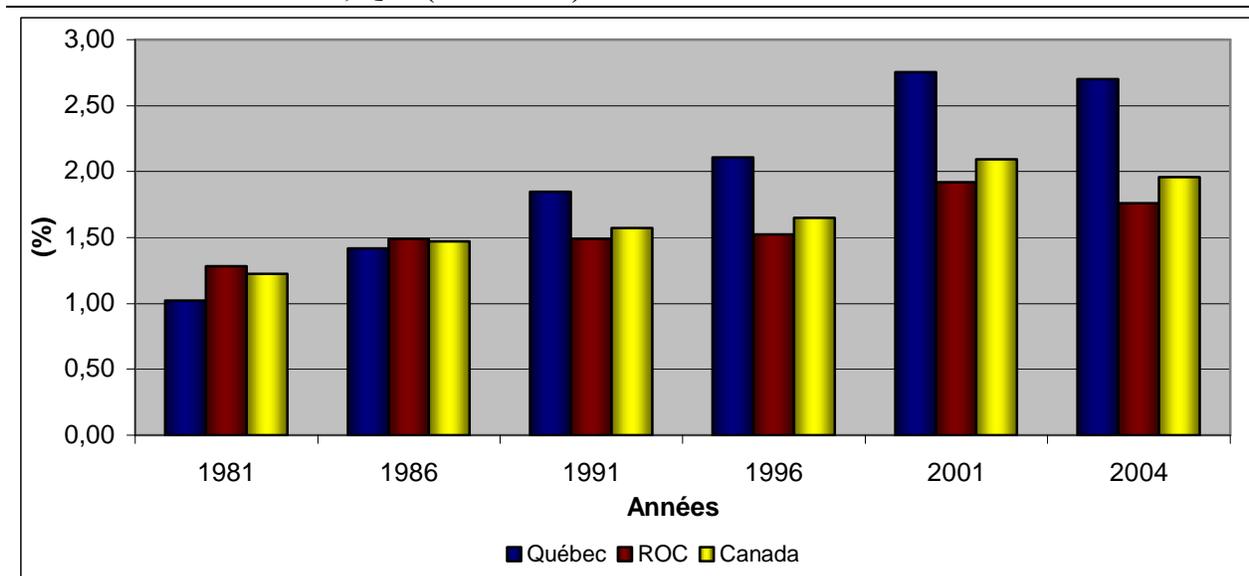
39. Les dépenses intérieures brutes au titre de recherche et développement (DIRD) sont définies par l'OCDE comme étant « les dépenses totales intra-muros afférentes aux travaux de recherche et développement exécutés sur le territoire national pendant une période donnée⁸ ». Les dépenses intra-muros comprennent l'ensemble des dépenses attribuables aux activités de recherche et développement (R&D) exécutées au sein d'une région ou d'un secteur donnés,

⁷ Dans le cas d'Hydro-Québec, la valeur marchande des immobilisations pourraient être calculée. Elle est très certainement largement supérieure à la valeur aux livres.

quelque soit l'origine des fonds. La R&D se distingue des autres activités scientifiques et technologiques par le fait qu'il existe au sein des R&D un élément de nouveauté non négligeable et la dissipation d'une incertitude scientifique et/ou technologique⁹.

40. Durant la période 1981-2004, les DIRD du Québec ont connu une augmentation importante, passant de 1,02% du PIB à 2,70% (tableaux 12A à 12F); pour la même période, les DIRD du ROC sont passées 1,28% du PIB à 1,76%. Il est donc clair que le Québec est devenu un leader au Canada en matière de dépenses internes de R&D.

Graphique 16 : DIRD selon le secteur d'exécution en pourcentage du PIB :Canada, ROC, QC. (1981-2004)



Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 358-0001 et 358-0017.

41. En 2004¹⁰, les dépenses intérieures en recherche et développement au Québec selon le secteur d'exécution s'établissaient à 7,2 milliards dont 4,3 milliards pour le secteur des entreprises commerciales (60,2%), 2,4 milliards pour le secteur de l'enseignement supérieur (34,2%) et 0,4 milliards pour le secteur gouvernemental (5,6%). Par rapport au ROC (DIRD de 18,1 milliards en 2004), les données sur les DIRD selon le secteur d'exécution montrent

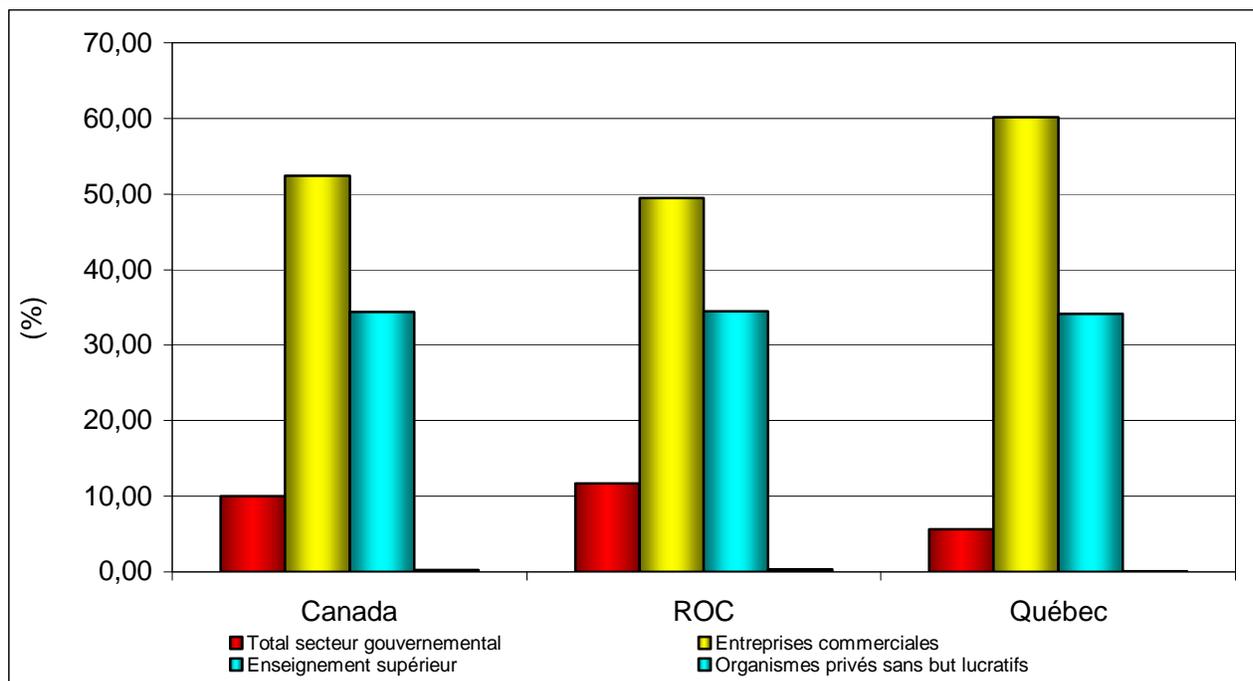
⁸ OCDE, la mesure des activités scientifiques et technologiques : méthode type pour les enquêtes sur la recherche et développement expérimentale, Paris, 1993 (5^e édition)

⁹ Institut de la statistique Québec : http://www.stat.gouv.qc.ca/savoir/sources_def/rd/definitions/index.htm

¹⁰ Les plus récentes données par provinces en matière de DIRD sont celles de 2004.

que la part des entreprises commerciales est plus forte au Québec (60,2% versus 51,5%), celle de l'enseignement supérieur est légèrement plus faible (34,2% versus 35,9%), le complément étant celle du secteur gouvernemental (5,6% versus 12,2%). Les données sur les DIRD selon le secteur de financement (tableaux 12H à 12J) montrent quant à elles que la part des entreprises commerciales est plus forte au Québec (54,3% versus 45,4%), celle de l'enseignement supérieur est quasi-identique (15,5% versus 15,6%), celle du secteur gouvernemental est plus faible (20,9% versus 27,3%), celle des organismes privés sans but lucratif est plus faible (2,4% versus 2,9%) et celle de l'étranger plus faible également (7,0% versus 8,9%).

Graphique 17 : DIRD selon le secteur d'exécution : Canada, ROC, Québec. (2004)



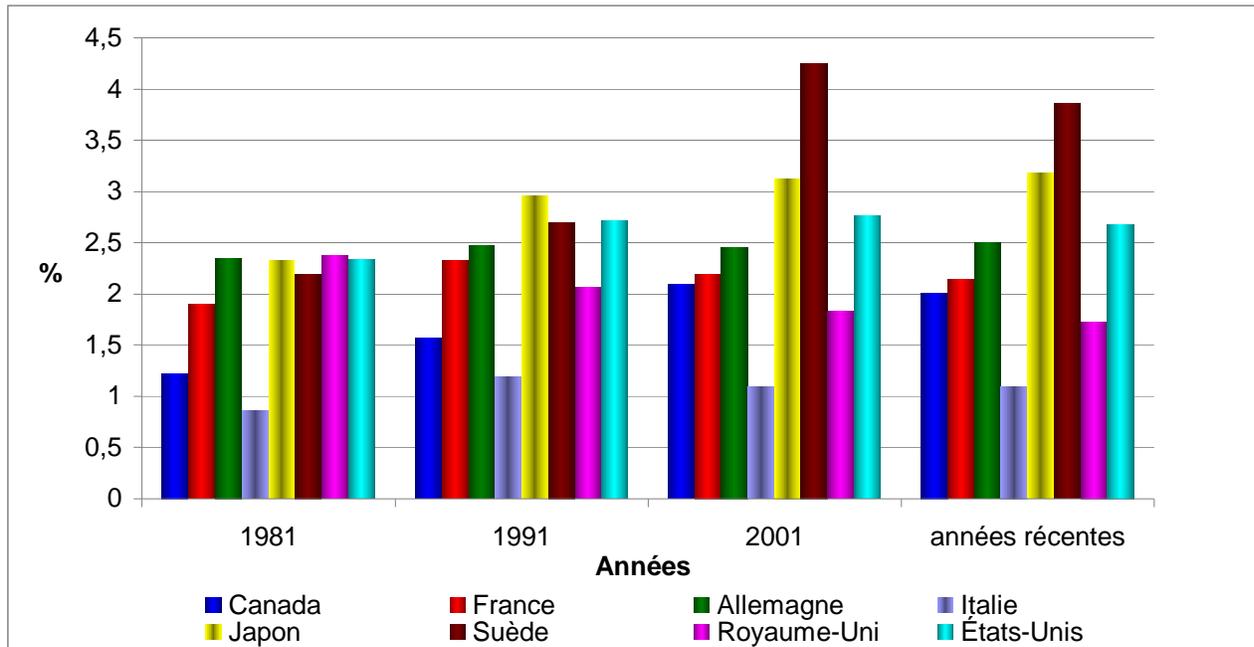
Source : Statistique Canada : CANSIM, Tableau 358-0001.

42. Sur une base internationale (tableau 12K), le Canada se classe au 12^e rang parmi les 35 pays de l'OCDE en termes d'intensité de R&D (ratio DIRD/PIB). Cet écart serait en partie dû au fait que certains pays consacrent des sommes plus importantes à la R&D dans le domaine de la défense¹¹. Si le Québec était classé parmi ces pays, il arriverait au 5^e rang juste avant les

¹¹ Statistique Canada : *Bulletin de service Statistique des sciences*, no 88-001-XIF au catalogue

États-Unis¹². Cela confirme la place prépondérante du Québec en matière de R&D au Canada, mais également au niveau mondial.

Graphique 18 : Comparaison internationale du DIRD en pourcentage du PIB



Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie, OCDE, Paris (2006).

¹² Dr Andrew Sharpe : *Research Trends and Issues in Canada*, Centre for Study of Living Standards www.csls.ca

Commentaires généraux

Malgré la présence de secteurs en plein développement (entre autres, comme on l'a vu ci-haut, en termes de dépenses de R&D), la performance économique du Québec traîne dangereusement derrière celle du ROC et des États-Unis et ce, depuis 25 ans. Les indicateurs retenus ici sont les principaux indicateurs de la santé et de la performance économique d'une société. Ils montrent que, *relativement* à ses principaux partenaires socio-économiques, le Québec perd du terrain de manière continue. L'évolution relativement favorable du PIB par habitant (maintien de la position relative dans un processus d'appauvrissement relatif continu) masque une réalité complexe qui doit nous interpeller. Le Québec *perd* sa population, en particulier ses jeunes qui ne semblent pas trouver ici les défis et opportunités qui seraient susceptibles de les emballer.

Malgré la hausse récente des naissances, les Québécois se reproduisent trop peu, peut-être par crainte d'un avenir trop difficile, trop incertain et trop exigeant, et le Québec n'est pas, relativement à ses principaux concurrents, une terre d'immigration suffisamment accueillante, socialement et économiquement (administrativement ?) pour compenser le faible taux de renouvellement interne de la population. La situation de sous-performance relative du Québec ne s'améliore pas mais a plutôt tendance à se détériorer comme le montrent entre autres la création d'emplois à temps plein, qui est *relativement* anémique depuis 25 ans et davantage encore depuis le début des années quatre-vingt-dix, le taux d'activité, qui est *relativement* faible, et le taux de chômage qui est *relativement* élevé et sous-estimé.

La performance économique relative du Québec, si elle devait continuer sur le même gradient que celui observé depuis près de 25 ans, laisse entrevoir des problèmes de plus en plus sérieux dans tous les secteurs, dans tous les domaines et dans toutes les régions, entre autres,

- ❖ la dégradation relative des services de santé et des services sociaux;
- ❖ la baisse de la qualité relative de l'éducation à tous les niveaux, tant ceux de la formation scientifique et professionnelle que celui de la formation continue;

- ❖ le dépérissement relatif ou le développement plus lent des infrastructures (routes, eau potable et eaux usées, télécommunications, aéroports, inforoute) avec des effets néfastes pour le développement régional entre autres;
- ❖ la dégradation de l'environnement;
- ❖ le dépérissement relatif des industries culturelles (musique, danse, théâtre, musées, festivals);
- ❖ la baisse de la qualité relative des activités récréatives de toutes sortes.

On parle bien ici de dégradation relative et non absolue. La croissance économique québécoise de près de 2,3% par an en moyenne (composée) depuis 1981 a permis au Québec de réaliser des gains de niveau de vie appréciables. Mais la concurrence de sociétés régionales (villes, provinces et états) plus performantes dans la génération de richesse privée et collective, entraînera peu à peu la dégradation *relative* des services et des institutions du Québec. Un des indicateurs favorables au Québec, celui de l'intensité des dépenses en R&D, ne semble pas avoir encore porté fruit en termes de gains au chapitre de la productivité, de l'emploi et de la commercialisation de nouveaux produits et services, y compris de nouvelles technologies de production et d'organisation. On peut espérer que le meilleur reste peut-être à venir.

Pourquoi une telle situation et comment y remédier? Comment renverser la tendance actuelle? Comment combler les écarts de sous-performance relative et pousser le Québec du peloton de queue vers et dans le peloton de tête des économies régionales en Amérique du Nord?

Il faut réaffirmer d'abord et avant tout qu'il n'y a aucune raison de croire que les Québécois diffèrent des Américains ou des autres Canadiens dans leur désir individuel et collectif de bonifier leur niveau de vie et celui de leurs enfants et dans leur capacité d'y arriver. Mais plusieurs défis devront être relevés. Il revient en bonne partie aux citoyens du Québec de décider de relever ces défis et d'entreprendre les réformes nécessaires à leur épanouissement collectif au sein de la société nord-américaine.

Nous sommes d'une certaine manière condamnés à être plus efficaces et plus innovateurs que nos principaux concurrents, en particulier dans les prochains 20 ans durant lesquels il faut renverser la tendance actuelle vers la marginalisation en faveur d'une véritable convergence du PIB par habitant, non seulement en termes de taux de croissance -- la situation actuelle -- mais aussi et surtout en termes de niveau : le PIB par habitant du ROC (en \$ de 1997) a été en 2006 de 38 244\$ (tableau 1B) et donc de 20% supérieur à celui du Québec.

Je présenterai dans la prochaine section les principaux jalons de cette réforme en profondeur, de cette véritable **nouvelle révolution tranquille**, dont le Québec a un urgent besoin. Qui dit nouvelle révolution tranquille affirme que l'**ancienne révolution tranquille**, celle des années soixante, a maintenant dépassé sa nécessaire mise à la retraite. L'avenir devrait ou du moins pourrait être construit sur les mêmes principes sociaux-démocrates que ceux qui ont présidé à l'avènement du Québec moderne mais sur des modalités d'implémentation et sur des programmes de politique économique radicalement différents. Ces modalités et programmes définiront et caractériseront ce que j'appellerai la **Social-Démocratie Concurrentielle**.

La sous-performance économique du Québec me semble résulter essentiellement de trois causes principales, plus flagrantes en termes relatifs qu'en termes absolus :

- ❖ un manque généralisé d'incitations à l'adaptation, à la performance et à l'innovation;
- ❖ le vieillissement des mécanismes publics de coordination et d'affectation des ressources ;
- ❖ la manipulation opaque et pernicieuse des prix comme mécanismes privilégiés de soutien et de subventions aux groupes d'intérêt organisés.

Bref, elle résulte de la sous-performance de ses institutions, organisations et entreprises privées et publiques

- ❖ à assurer l'affectation, l'utilisation et le développement efficaces des ressources : les bonnes ressources aux bons endroits aux bons moments pour la production des bons produits et services ;

❖ à motiver les individus

- à se prendre en charge,
- à intensifier leurs contributions à l'économie et au mieux-être de la société,
- à accroître, adapter et maintenir en continu leur portefeuille de compétences et leur productivité.

Ainsi, le taux d'emploi (et le taux d'activité) relativement faible dans tous les groupes d'âge, au Québec par rapport au ROC et aux États-Unis, et les pertes de croissance et de richesse qui en découlent, en bonne partie tributaire des trois facteurs suivants. D'abord, le discours sociopolitique ambiant de prise de retraite à 55-60 ans peut finir par donner aux citoyens l'impression que la meilleure façon de contribuer au bien-être de ses concitoyens est de cesser de travailler. De toute évidence, c'est là une énorme fausseté que trop de nos dirigeants sociaux, économiques et politiques continuent à répéter et à véhiculer en s'imaginant régler un problème global de sous-emploi chronique en empêchant les gens de travailler! Le syndrome de la retraite hâtive est un symptôme important parmi d'autres de l'appauvrissement relatif du Québec.

Le fait que le taux d'emploi des hommes de 55-64 ans ait chuté de 21 points de pourcentage entre 1976 et 1996-99 pour atteindre en 2006 un niveau de 55,9% (par rapport à 65,2% au ROC et 67,5% aux États-Unis) représente une perte considérable de main d'œuvre expérimentée et de compétences dont on ne se préoccupe pas suffisamment. Le cliché, particulièrement populaire auprès d'une certaine classe politique, qui veut que les retraites hâtives et prématurées créent des ouvertures pour les jeunes, n'a aucun fondement analytique. Les retraites hâtives et prématurées, en privant l'économie d'une main d'œuvre importante, compétente et expérimentée, nuisent à la capacité concurrentielle du Québec et ont par conséquent un effet dévastateur sur sa capacité de créer des emplois de qualité supérieure, en particulier pour les jeunes. Encore faut-il offrir aux travailleurs déplacés des moyens efficaces et incitatifs susceptibles de leur permettre de maintenir et améliorer leur capital de connaissances et de compétences et se repositionner rapidement lorsque des chocs surviennent dans leur environnement.

Ensuite, il apparaît clairement que nos entreprises privées et publiques sont incapables de créer des emplois au rythme nécessaire. Cela peut être dû entre autres facteurs aux freins à l'innovation technologique mais surtout organisationnelle et à la difficulté de pouvoir contester les réseaux établis de fournisseurs de biens et services, en particulier dans le secteur public. Enfin, ce faible taux d'emploi résulte d'un calcul avantages-coûts rationnel qui amène trop de Québécois à conclure qu'il est préférable et plus payant de ne pas travailler.

UN NOUVEAU MODÈLE: LA SOCIAL-DÉMOCRATIE CONCURRENTIELLE

Un des grands débats sociaux, économiques et politiques contemporains porte sur la capacité relative des sociétés nationales à relever les défis économiques et sociaux que posent

- ❖ le développement accéléré des technologies d'information et de communication,
- ❖ la globalisation des marchés,
- ❖ l'internationalisation des cultures.

C'est dans ce contexte qu'il faut remettre résolument en question les acquis, les politiques et plus précisément les **pratiques** issues du développement des grands programmes sociaux-démocrates du dernier siècle et plus particulièrement du dernier demi-siècle.

Nous pouvons illustrer cette nécessaire remise en question par les différents faits « stylisés » suivants. Les régions où la social-démocratie traditionnelle est particulièrement bien ancrée connaissent des problèmes non négligeables de performance et de croissance qui remettent en question le modèle même de la social-démocratie. Dans bien des cas, l'investissement privé a stagné, les infrastructures publiques ont été sérieusement négligées, le chômage s'est maintenu à des niveaux anormalement élevés, les gains de productivité ont été faibles, et la création d'emplois a été plus souvent qu'autrement pour le moins anémique et souvent lamentable.

Le constat de faible performance économique relative du Québec depuis près de vingt-cinq ans est le même que plusieurs observateurs font de l'état actuel de l'ensemble des social-démocraties

traditionnelles qui tardent dangereusement à se transformer et à s'adapter aux nouvelles données de l'environnement économique et social façonné, tel que mentionné plus haut, par le développement des technologies d'information et de communication, par la globalisation des marchés et par l'internationalisation des cultures.

Deux exemples particulièrement intéressants viennent à l'esprit. Les réformes envisagées en Angleterre sous le leadership de Tony Blair visent entre autres à mettre en place de mécanismes d'incitations à la performance dans les services publics sur la base des processus concurrentiels réels ou virtuels dans la production et la distribution des services publics (processus d'étalonnage *Best Value*, succédant en 2000 aux mécanismes de *Compulsory Competitive Tendering*). En Australie, la *National Competition Policy* est devenue, avec l'accord plus ou moins volontaire de tous les paliers de gouvernement, l'élément central de la réforme des bureaucraties gouvernementales et des monopoles publics. Une concurrence saine et bien conçue dans le secteur public même est susceptible d'en accroître significativement la performance. Plusieurs autres exemples pourraient être mentionnés en Suède, au Danemark, en France. Face à ces social-démocraties, le Québec manque d'audace.

Il apparaît important dès le départ de bien définir ce que j'entendrai ici par la nouvelle social-démocratie dite concurrentielle. En effet, il existe autant de définitions que d'auteurs, et parfois plus! Certains traits sont omniprésents dans toutes les conceptions. Souvent, la social-démocratie se limite à un certain nombre de grands principes (justice, liberté, égalité, fraternité, solidarité, redistribution, cohésion, etc.) et parfois, ces principes sont ancrés au départ et sans analyses plus poussées dans des structures de pouvoir particulières (administrations publiques, monopoles d'état, réglementations directes et contrôles omniprésents des droits individuels et des entreprises, etc.).

Je prendrai ici une route différente en définissant la nouvelle social-démocratie dite concurrentielle comme d'abord et avant tout une vision de l'Homme comme être social, vision

selon laquelle la poursuite de l'amélioration du bien-être des individus, l'objectif premier et central, passe par la reconnaissance explicite de trois principes fondamentaux :

- ❖ la capacité des individus de faire des choix rationnels,
- ❖ le partenariat social qui définit et façonne l'individu,
- ❖ le besoin crucial de mécanismes explicites et efficaces de coordination et d'incitation permettant un usage optimal des ressources disponibles.

Cette définition nous permettra de caractériser la **social-démocratie** dite **traditionnelle** et la **social-démocratie** dite nouvelle ou **concurrentielle**. Les deux procèdent d'un même point de départ mais la première a non seulement perdu en cours de route sa véritable finalité mais elle a de plus en plus sombré dans la pensée magique : la simple affirmation d'un objectif est vue comme suffisante pour atteindre l'objectif sans que l'on doive se soucier de mettre en place des mécanismes appropriés et réalistes d'évaluation, de coordination et de motivation, ne serait-ce que pour éviter les effets pervers toujours possibles des politiques mises en place. Précisons davantage ce concept de nouvelle social-démocratie concurrentielle afin de bien montrer la différence entre ce concept et les concepts de social-démocratie utilisés par d'autres auteurs et commentateurs.

La finalité ultime de la social-démocratie est l'amélioration optimisée du bien-être des individus et toute action sociale et politique doit se justifier par son impact sur le bien-être des individus. La nouvelle **social-démocratie concurrentielle** exige donc la définition d'outils de mesure explicites, crédibles et transparents de ce bien-être afin de permettre aux citoyens d'abord de jeter un regard critique sur les politiques et performances passées (jusqu'où ont-elles permis une amélioration optimisée du bien-être?) et ensuite d'imposer aux autorités publiques et politiques une discipline rigoureuse dans la conception des nouvelles politiques et des nouveaux programmes auxquels devront être rattachés des objectifs précis et des procédures rigoureuses, transparentes et indépendantes d'évaluation.

La contribution des politiques et programmes à l'amélioration du bien-être des citoyens doit être non seulement continuellement mesurée et validée mais également optimisée dans le temps et dans l'espace. Cela signifie que les politiques et programmes sociaux-démocrates doivent satisfaire des critères clairs et bien justifiés d'évaluation permettant de mesurer, de comparer et d'actualiser l'évolution temporelle des impacts, à la manière d'une procédure d'évaluation des investissements publics et privés. De façon similaire, les impacts régionaux devront être mesurés et comparés à leurs coûts. Ces procédures doivent permettre d'éclairer les choix et forcer les autorités politiques à élaguer les programmes sous-performants.

L'individu est défini et façonné par son environnement social et à ce titre, la nouvelle social-démocratie concurrentielle attache au contexte social dans lequel s'expriment les choix individuels une importance primordiale. Non seulement doit-elle définir et faire en sorte que soient produits en qualité et quantité suffisantes les biens et services dits publics ou sociaux, au sens rigoureux de l'analyse économique (ne pas confondre avec les biens et services produits et distribués par les administrations publiques), mais elle doit également faire en sorte que ces biens et services soient produits et distribués efficacement. Je dis bien «faire en sorte» car, nous le verrons plus loin, la social-démocratie concurrentielle, en remettant le citoyen au cœur du projet socio-économique de développement humain, est incompatible avec une bureaucratie omniprésente et un secteur public imposant, deux caractéristiques propres à la social-démocratie traditionnelle.

Finalement, la nouvelle social-démocratie doit reposer sur des mécanismes d'évaluation, de coordination et d'incitation qui s'appuient sur l'analyse socio-économique des modes d'organisation efficaces. C'est à ce chapitre que la social-démocratie traditionnelle et la nouvelle social-démocratie concurrentielle diffèrent le plus. Alors que la première procède la plupart du temps d'une pensée magique omniprésente, basée sur le postulat d'un État et d'un appareil bureaucratique public bienveillants et omniscients, la seconde au contraire reconnaît et prend explicitement en considération les limites de l'action de l'État, foncièrement non-informé, intéressé et manipulé par les groupes de pression capables d'exploiter de manière stratégique

leurs informations privées pour promouvoir leurs propres intérêts dans un marché politique opaque.

C'est à partir de cette conception plus réaliste de l'État que se justifieront dans la nouvelle social-démocratie concurrentielle les limites sévères imposées aux pouvoirs politiques, en particulier dans la production et la distribution de biens et services publics et sociaux, au profit d'un recours systématique aux processus plus transparents que constituent les processus concurrentiels, de marché ou autres. Ce recours systématique aux mécanismes concurrentiels de coordination et de motivation est susceptible de rendre la nouvelle social-démocratie capable

- ❖ d'expérimenter continuellement et de manière créative de nouvelles façons de produire et de distribuer les biens et services publics et sociaux
- ❖ d'éviter le double piège
 - d'un mauvais équilibre, dans lequel la sous-performance des uns s'explique et se justifie par la sous-performance des autres,
 - d'une croissance anémique car insuffisamment destructrice des vieilles technologies et des organisations dépassées.

La **social-démocratie traditionnelle** s'appuie sur une pensée et un discours politiques et un modèle social usés, vieilliss et dépassés. C'est une social-démocratie dénaturée et orientée vers les moyens, la préservation des droits acquis, la protection des rentes et intérêts corporatistes, et la sauvegarde des vaches sacrées, bref une social-démocratie peu motivante, peu innovante, tolérante de la médiocrité, figée et enfermée dans son passé, et endormie dans une langue de bois où la forme et le contenant dominant le réel et le contenu.

La nouvelle **social-démocratie concurrentielle** est une social-démocratie moderne, innovante, responsable, basée sur un nouveau modèle social issu de l'analyse socio-économique des organisations et des institutions efficaces. C'est une social-démocratie résolument orientée vers les fins et objectifs (à atteindre par les moyens les plus efficaces et économiques possibles),

largement ouverte aux changements technologiques et organisationnels, et favorable à l'émergence d'un pouvoir de compétence dans tous les milieux et dans toutes les sphères d'activité. C'est une social-démocratie qui réaffirme continuellement et de manière crédible sa volonté de reconnaître les contributions réelles et tangibles au mieux-être de la société, bref une social-démocratie flexible, motivante, entreprenante, hostile à la médiocrité, et allergique à la mainmise des groupes d'intérêt et groupes de pression de toute nature sur le pouvoir public, ses prérogatives et ses programmes.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE CONCURRENTIELLE (SDC) : CINQ PROGRAMMES ESSENTIELS

Avant de présenter les cinq grands programmes qui sont les principaux sous-jacents à cette nouvelle **social-démocratie concurrentielle** et qui constituent la colonne vertébrale de la **nouvelle révolution tranquille**, il peut être utile d'en préciser davantage le principe et les éléments fondamentaux. Réaffirmons que l'objectif premier et ultime de la nouvelle social-démocratie concurrentielle est l'amélioration optimisée dans le temps et dans l'espace du bien-être des individus.

Pour atteindre cet objectif, il faut redonner aux individus des incitations au travail et redonner aux entreprises la volonté et le pouvoir de créer des emplois, en augmentant la rentabilité personnelle, entrepreneuriale et sociale de ces emplois. Le but est ici d'éviter les pertes de croissance et de richesse qu'entraîne inéluctablement un taux d'emploi trop faible résultant d'un calcul avantages coûts amenant trop d'individus à conclure qu'il est préférable et plus payant de ne pas travailler et trop d'entreprises à sous-investir en création d'emplois de qualité et bien adaptés à l'énorme potentiel socio-économique du Québec.

Le premier programme

Il faut dans un premier programme SDC

- ❖ favoriser le développement et le maintien de compétences-clés bien définies dans le secteur public et dans le secteur concurrentiel.

Ainsi, il faut revoir avec un regard critique le rôle des gouvernements et des administrations publiques à tous les niveaux. Ce rôle doit d'abord et avant tout être celui

- ❖ d'identifier les besoins des citoyens en biens et services publics et sociaux, tant en qualité qu'en quantité,
- ❖ de faire les arbitrages nécessaires,
- ❖ de gérer les contrats et partenariats public-privé ou public-concurrentiel de production et de distribution de ces biens et services publics et sociaux au meilleur coût possible et ce, dans le meilleur intérêt des citoyens.

C'est en assumant efficacement ces compétences-clés que les administrations publiques, motivées par le processus (contrainte) électoral, contribueront au maximum au mieux-être des citoyens. Ces administrations ne doivent pas se substituer au secteur concurrentiel (entreprises privées, entreprises coopératives, organisations communautaires, organisations de la société civile, organismes sans but lucratif, etc.) dont les compétences-clés sont, devraient et doivent être au premier chef de produire efficacement les biens et services privés, publics et sociaux, en utilisant les meilleures ressources humaines et matérielles possibles, motivé comme il se doit par la recherche d'une efficacité concurrentielle maximale, à but lucratif ou sans but lucratif.

La réalisation de ce programme exigera dans plusieurs cas une réduction de l'envergure actuelle de plusieurs institutions publiques en particulier dans la production et la distribution des biens et services publics et sociaux et dans certains cas un véritable démantèlement de l'appareil fonctionnarisé. Cela doit se faire. Et peut se faire dans le respect des personnes en favorisant de manière incitative l'adaptation et le redéploiement des ressources humaines et matérielles concernées.

Plusieurs pourraient craindre ici que cette réduction de la taille de l'État aille à l'encontre du rôle historique de l'État comme levier de l'émancipation économique des Québécois. Bien au contraire, le démantèlement de certains éléments de l'appareil fonctionnarisé permettra à l'État de retrouver son rôle véritable qui est de promouvoir le mieux-être des citoyens en identifiant les besoins de ces citoyens en biens et services publics et sociaux, tant en qualité qu'en quantité, en faisant les arbitrages nécessaires entre ces besoins, et en gérant les contrats et partenariats public-privé ou public-concurrentiel de production et de distribution de ces biens et services publics et sociaux au meilleur coût possible. Le rôle de l'État reste primordial mais plutôt que d'en faire un producteur et un distributeur de biens et services, la réforme proposée dans le cadre de la social-démocratie concurrentielle en fait un concepteur de biens et services, un arbitre entre divers besoins, et un gestionnaire de contrats pour la fourniture efficace des biens et services publics et sociaux aux citoyens. Ainsi, ses nouveaux rôles correspondent mieux à la répartition des compétences-clés des différents partenaires.

L'entrepreneuriat public et privé ou concurrentiel est une ressource trop importante pour l'avenir de la social-démocratie pour que l'on se mette à le gaspiller en confondant les rôles. On peut à titre d'exemples mentionner les entreprises publiques dans les domaines de la santé et de la finance. S'il est du ressort des autorités politiques de définir des paniers de biens et de services de santé et de les proposer à la population par l'intermédiaire de la concurrence électorale, il ne s'ensuit pas qu'il soit du ressort de ces autorités politiques de gérer la production et la distribution de ces biens et services directement au sein d'organisations fonctionnalisées du secteur public. Il sera souvent et de manière générale beaucoup plus efficace de faire produire ces paniers de biens et services par le secteur concurrentiel grâce à des mécanismes eux-mêmes concurrentiels, ouverts, transparents et plus incitatifs à la performance et à l'expérimentation créatrice.

De même, s'il est du ressort des autorités politiques de définir des paniers de biens et de services financiers (capital de risque et fonds de retraite transférables, par exemple) et de les offrir à la population par l'intermédiaire de la concurrence électorale, il sera souvent beaucoup plus efficace d'implanter et de réaliser ces programmes par l'intermédiaire du secteur concurrentiel,

grâce encore une fois à des mécanismes eux-mêmes concurrentiels, ouverts, transparents et plus incitatifs à la performance, que par l'intermédiaire d'institutions financières publiques ou parapubliques agissant en quasi-monopoles et donnant lieu à des possibilités de manipulation opaque et parfois occulte des fonds publics.

Enfin, le rôle des administrations publiques est d'assurer dans toute la mesure de leurs possibilités un niveau de vie maximal au meilleur coût possible pour les citoyens. Un moyen potentiellement très efficace pour y arriver est de profiter de la globalisation des marchés. En effet, cette globalisation permet aux citoyens de se soustraire au pouvoir oligopolistique souvent pernicieux des entreprises privées, des organisations publiques et parapubliques, des organisations syndicales et des administrations locales.

Le deuxième programme

Il faut dans un deuxième programme SDC

- ❖ favoriser la formation, la libéralisation, la dissémination et la compréhension des informations, développements et rouages économiques;
- ❖ favoriser le recours systématique aux mécanismes concurrentiels
 - non seulement dans les sphères traditionnelles des secteurs non gouvernementaux,
 - mais aussi dans toutes les sphères possibles des secteurs public et parapublic;
- ❖ s'abstenir de manipuler indûment et au nom trop souvent d'un paternalisme primaire non avoué les signaux de rareté (valeur) relative que sont les prix concurrentiels des biens et services tant publics (éducation, santé et autres) que privés (électricité, produits agricoles, eau, et autres), afin
 - d'éviter les gaspillages de ressources : trop de ressources dans certains secteurs et pas suffisamment dans d'autres,
 - de favoriser l'émergence de solutions innovantes aux problèmes et défis qui se posent continuellement dans tous les secteurs;

- ❖ favoriser le développement et la mise en pratique d'un droit à la contestation économique qui donnerait à tous les citoyens la possibilité de contester et le cas échéant de remplacer les producteurs et distributeurs actuels non seulement des biens et services privés mais aussi des biens et services publics et sociaux.

Seuls des mécanismes concurrentiels, ouverts et transparents (faisant un usage optimisé des nouvelles technologies de communications) peuvent garantir l'émergence d'une société où les intérêts des citoyens prédominent, où les choix de production, de consommation et d'investissements tant publics que privés sont faits de manière efficace sur la base des meilleures informations disponibles, des meilleures compétences disponibles, et des meilleures perspectives de développement, et où le réel et le contenu dominent les clichés, la langue de bois et le contenant.

Les mécanismes complémentaires aux marchés concurrentiels doivent être mis en place là où ces marchés concurrentiels pourraient s'avérer inefficaces (trop coûteux) ou difficiles à mettre en place : on pense en particulier aux mécanismes d'étalonnage ou de *benchmarking (Best Value)* permettant la concurrence entre unités du secteur public, aux mécanismes de *competitive tendering* favorisant la mise en concurrence des pourvoyeurs/fournisseurs du secteur public et ceux du secteur concurrentiel pour la fourniture de biens et services publics et sociaux au grand bénéfice des clients/citoyens, et aux mécanismes d'enchère de contrats de fourniture de biens et services publics et sociaux pour garantir aux clients/citoyens qu'ils pourront voir leurs besoins satisfaits efficacement au meilleur rapport qualité/coût. Parmi les secteurs prioritaires auxquels il faudrait s'attaquer, on pense immédiatement, entre autres, aux secteurs de l'électricité et de l'agriculture et à la pratique courante des subventions aux entreprises.

Le secteur de l'électricité est un bel exemple de manipulation de prix où une tarification inadéquate s'avère destructrice de bien-être au profit de groupes bien organisés mais souvent mal informés. D'un point de vue social, le maintien du prix de l'électricité à un prix inférieur à son coût d'opportunité ou coût de renonciation, son coût économique réel, appauvrit le Québec et le

pacte social sous-jacent sur l'électricité patrimoniale devrait être revu. Le potentiel énergétique du Québec est phénoménal, non seulement en termes de ressources naturelles mais également en termes de compétences et surtout de marchés potentiels. Mais sa population subit littéralement la mainmise inconsciente d'une coalition mal informée d'élus, de gens d'affaire et de syndicalistes sur ses ressources énergétiques. Il s'ensuit un développement des ressources mal orienté car reposant sur une manipulation des prix qui en bout de ligne dilapide les bénéfices potentiels que pourrait générer une exploitation socialement optimale des ressources énergétiques. La présente politique de bas prix se solde par un transfert régressif des plus pauvres vers les plus riches, par un surdéveloppement des secteurs économiques à forte consommation d'énergie et un sous-développement (destruction d'emplois) des autres secteurs, et par l'envoi de signaux défavorables au développement durable. Si par ailleurs la bonne tarification de l'électricité affecte trop négativement les ménages à faibles revenus, alors le gouvernement pourrait utiliser les mécanismes appropriés dont il dispose déjà pour les protéger de manière incitative de cet impact. Trois changements importants s'imposent: d'abord, délaissier l'omniprésente langue de bois en faveur d'analyses transparentes et indépendantes des vrais coûts et bénéfices de la politique énergétique du Québec; ensuite, laisser le prix de l'électricité augmenter et refléter son vrai coût d'opportunité ou de renonciation; enfin, permettre un développement énergétique (électricité, gaz naturel, pétrole) maximal sur le territoire québécois dans le respect des règles normales de sécurité, de protection environnementale et de rentabilité.

Le secteur agricole est un autre bel exemple d'exploitation du pouvoir public, de ses prérogatives et de ses programmes, à des fins privées par des groupes de pression anormalement puissants. La mainmise des producteurs agricoles et des politiciens sur la « gestion de l'offre », en particulier dans le domaine des produits laitiers, des œufs et de la volaille au Québec, est une véritable arnaque du droit des clients/citoyens à des produits de qualité aux meilleurs coûts. Le puissant lobby des exploitants agricoles a non seulement réussi à capturer une part importante de la classe politique pour soutirer des consommateurs et des budgets de l'État des avantages monétaires très importants mais il a aussi réussi à bloquer grâce à une protection douanière exorbitante l'entrée au pays de produits en provenance de pays en développement au détriment du mieux-être de l'ensemble de la population québécoise et canadienne et au détriment des possibilités de développement de ces pays plus pauvres dont on exige par ailleurs des ouvertures significatives

au niveau de l'ensemble des services. Si les agriculteurs et éleveurs doivent être subventionnés, mieux vaut le faire par des transferts directs, possiblement offerts par l'intermédiaire de mécanismes concurrentiels incitatifs, sans manipuler les prix et ce, pour des raisons non seulement de transparence mais aussi de responsabilisation et d'imputabilité économiques et politiques.

Les subventions aux entreprises sont aussi une source majeure de distorsions coûteuses dans l'économie. De manière générale, la complexité de ces programmes d'aide aux entreprises nuit à la transparence et masque toutes magouilles potentielles et donc les favorise. Faute d'une quantification rigoureuse, les mesures d'aide sont souvent formulées, justifiées ou critiquées à l'aide d'arguments subjectifs et contestables, un obstacle majeur dans la quête de l'efficacité. Il y a deux principaux types de mesures d'aide. Dans le premier type, le gouvernement subventionne l'utilisation d'un certain intrant (l'électricité vendue à un prix subventionné et les prêts à taux d'intérêt nuls ou subventionnés sont deux exemples). La valeur et le coût de telles subventions peuvent être calculés assez facilement. Mais leur caractère indirect fait en sorte qu'elles sont souvent camouflées dans un ensemble de conditions plus ou moins vérifiables. Il serait préférable, pour des raisons de transparence et d'incitations (vérité des prix), que toutes les subventions de ce type soient remplacées par des transferts monétaires directs. Dans le deuxième type, les déboursés du gouvernement sont conditionnels à certains facteurs contingents qui peuvent ou non survenir dans l'avenir. Plusieurs exemples viennent à l'esprit; dans chaque cas, le gouvernement fournit par exemple à l'entreprise responsable du développement, du financement, et/ou de la gérance d'un projet, un produit de gestion de risques similaire à une option de type « put » contingent à l'occurrence d'un certain ou de certains événements affectant la rentabilité ou la viabilité du projet. Il est alors difficile d'évaluer la valeur ou le coût ex ante de l'aide. La méthodologie d'évaluation des titres contingents et des options réelles est spécifiquement conçue pour être appliquée dans des situations où l'incertitude est importante et omniprésente et où la valeur aujourd'hui dépend d'événements futurs probables et de réactions optimales à ces événements. Mais cette option n'est pas simplement une option financière mais plutôt une option réelle dont l'évaluation exige une bonne dose tant d'analyse industrielle que d'analyse financière. Connaissant le coût de la garantie, le gouvernement devrait alors organiser une enchère (inversée), un mécanisme concurrentiel particulièrement approprié pour ce genre de

transaction, pour transférer à un tiers (un consortium financier par exemple) la garantie offerte et ce, au meilleur coût.

Dans ces trois domaines comme dans bien d'autres, le manque flagrant d'imagination et d'innovation a trop longtemps fait office de politique économique sur le dos et aux dépens des clients/citoyens ordinaires. Il faut abandonner dans le court terme la manipulation opaque des prix pour la remplacer par des subventions monétaires directes, plus transparentes et moins nocives pour le bien-être des citoyens et abandonner dans le plus long terme, sur une période de cinq à huit ans par exemple, l'ensemble des subventions au profit de mécanismes d'aide à l'ajustement continu aux soubresauts de l'environnement économique et social.

Le troisième programme

Dans un contexte de globalisation des marchés, la croissance économique et l'avantage concurrentiel relatifs des sociétés reposeront de plus en plus sur deux facteurs interreliés que sont d'abord la réduction des distorsions implicites (effets pervers) qu'entraînent les interventions sociales et économiques de leurs gouvernements et ensuite la qualité de leurs ressources humaines, plutôt que sur leurs technologies spécifiques ou leurs dotations en ressources matérielles et naturelles. La globalisation des marchés permet et permettra d'accéder à de grands marchés dans lesquels la compétence dominera. Il est crucial pour la social-démocratie de pouvoir compter sur des entreprises capables d'affronter cette concurrence basée sur la qualité et la compétence de ses ressources humaines et de bien s'en sortir. D'où l'importance des mécanismes incitatifs à la performance dans le développement et la mise à jour continue des compétences. Les ressources humaines nécessaires viendront de l'interne (rétention) et de l'externe (immigration).

Il faut dans un troisième programme SDC

- ❖ favoriser la prise en charge par chaque individu du développement et du maintien de son capital humain et de son portefeuille de compétences;

- ❖ développer les outils et instruments de gestion de risque face aux changements inéluctables dans l'environnement économique des individus (fermeture d'usine, déplacement des emplois, création de nouveaux emplois et de nouvelles opportunités, délocalisation, etc.)
- ❖ impliquer de manière crédible les entreprises et organisations privées et publiques dans les programmes de formation des compétences aux niveaux collégial et universitaire en favorisant la formation en entreprise des compétences techniques, en exigeant d'elles des analyses rigoureuses et crédibles de leurs besoins futurs, en favorisant le travail supervisé (stages) durant les études;
- ❖ revoir de fond en comble les mécanismes actuels de financement public et privé des institutions d'enseignement (écoles, collèges et universités) pour les soumettre à des mécanismes d'incitations puissants et crédibles en mettant l'accent sur l'efficacité et la compétence avec lesquelles elles s'acquittent de leur mission de produire et de former une relève scientifique et professionnelle compétente dont l'économie et la société ont et auront grandement besoin et d'assurer la formation continue, la mise à niveau et le renouvellement du portefeuille de compétences des individus;
- ❖ revoir notre approche à l'immigration et à l'insertion des immigrants aux niveaux social et économique en favorisant une hausse significative du nombre d'immigrants et leur insertion plus rapide et plus accueillante non seulement dans le tissu social québécois mais aussi dans leurs domaines respectifs de compétence.

Le quatrième programme

Pour concilier les besoins d'incitations à la performance, de flexibilité sur les marchés du travail, d'efficacité dans l'utilisation de nos ressources et donc de vérité dans les prix (concurrentiels) tout en assurant à chaque individu et à chaque ménage un niveau de vie décent, nous devons procéder à une réorganisation profonde des mécanismes de support aux faibles revenus. Ces mécanismes devront dans un quatrième programme SDC être incitatifs pour les individus et les ménages et incitatifs également pour les entreprises privées et les administrations publiques.

Il faut dans le même esprit réduire le coût des embauches, et donc des congédiements, augmenter la rentabilité relative du travail et favoriser une véritable réinsertion sociale à tous les niveaux, dynamiser et rendre plus fluides les marchés du travail en réduisant le coût des transitions par des mesures et instruments concurrentiels qui dans bien des cas restent à créer.

Il faut dans un quatrième programme SDC

- ❖ diminuer les taux marginaux implicites de taxation lorsque des chômeurs ou des assistés sociaux réussissent à dénicher des emplois à temps plein ou à temps partiel;
- ❖ diminuer les taux marginaux de taxation des hauts salariés et ce, pour rentabiliser davantage l'emploi et l'acquisition de compétences;
- ❖ réduire les taux d'imposition sur le revenu et leur complexité (nombre de paliers) en englobant tous les revenus dans la base d'imposition et en imposant un taux minimum applicable sur le revenu global afin de favoriser l'inclusion sociale; remplacer graduellement si nécessaire le manque à gagner par des taxes à la consommation obligatoirement incluses dans les prix affichés;
- ❖ combattre le maintien des personnes à faible revenu dans un état quasi-permanent de dépendance en substituant aux manipulations plus ou moins paternalistes des prix un programme de redistribution directe des revenus fortement incitatif à l'autonomie des personnes.

Le cinquième programme

Il est de connaissance commune que les gouvernements de toutes tendances, mais en particulier de tendance social-démocrate, ont la mauvaise habitude de créer à répétition de nouveaux programmes qui seront très rarement soumis dans le temps à des évaluations rigoureuses.

Il faut dans un quatrième programme SDC

- ❖ mettre sur pied des processus et méthodes d'évaluation rigoureuse, transparente, indépendante et crédible des programmes et politiques publics.

Ces évaluations rigoureuses et indépendantes devraient permettre de comparer les impacts et les coûts des programmes aux objectifs qui au départ les ont justifiés. La reconnaissance de la rationalité individuelle exige des autorités politiques qu'elles prennent en considération dans le design de politiques et de programmes les changements anticipés ou prédits (y compris les effets pervers) dans les comportements individuels suite à l'implantation de ces politiques et programmes. La nouvelle social-démocratie concurrentielle n'a que faire des souhaits et des vœux pieux. Au contraire, elle doit s'appuyer sur la reconnaissance de la capacité des individus de faire des choix par lesquels ils expriment leur rationalité.

La difficulté de l'évaluation de programmes et politiques ne doit pas être sous-estimée. Il peut s'avérer nécessaire de créer à cet effet un organisme indépendant responsable de veiller au développement de méthodes d'évaluation des programmes et des politiques publiques. On doit malheureusement constater que dans la très grande majorité des cas, les évaluations courantes des divers programmes et politiques sont superficielles et sans fondements analytiques sérieux et ne résisteraient pas à une analyse économique un peu rigoureuse. Ces évaluations courantes ont souvent pour but d'apporter une caution « morale » à des interventions mal conçues et mal orientées des pouvoirs publics.

Citons par exemple quatre cas particulièrement importants : les programmes de création d'emplois, les programmes de soutien à la R&D, les programmes palliatifs de formation offerts aux bénéficiaires de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage/emploi, la stratégie de développement économique des régions ressources (SDERR). Plus souvent qu'autrement, les évaluations de ces programmes sont truffées de double sinon de triple comptage des résultats. Elles souffrent presque toujours d'une ignorance plus ou moins consciente de leurs coûts réels en termes de pertes d'emplois alternatifs et en termes de déplacement (*crowding out*) d'alternatives qui auraient pu voir le jour n'eût été la mise en place d'un programme subventionnaire (coûts d'opportunité et effets pervers). On oublie aussi souvent de prendre en compte les coûts en termes d'incitations, dus entre autres aux formes de financement des programmes, à leurs orientations ou conditions d'éligibilité, et aux signaux trop souvent pervers qu'ils envoient aux éventuels bénéficiaires actuels et potentiels. S'ensuivent trop souvent une difficulté d'y mettre

fin parce que la clientèle qui en profite fera des pieds et des mains pour conserver ses privilèges, le développement d'une culture de dépendance envers le gouvernement et le report indéfini des adaptations et changements souhaitables au sein des groupes, secteurs ou régions favorisées par ces politiques.

POUR UNE NOUVELLE RÉVOLUTION TRANQUILLE

C'est donc une véritable nouvelle révolution tranquille que représente pour le Québec la nouvelle social-démocratie concurrentielle par rapport à la social-démocratie traditionnelle, devenue au fil des ans tributaire d'une pensée et d'un discours politiques et d'un modèle social usé, vieilli et dépassé, essentiellement orientée vers les moyens plutôt que les objectifs, axée sur la préservation des droits acquis, la protection des rentes et intérêts corporatistes, et la sauvegarde des vaches sacrées, figée et enfermée dans son passé, et endormie dans une langue de bois qui brime les initiatives innovantes et nie le droit des citoyens à la contestation économique des fournisseurs actuels de biens et services publics et sociaux.

Mais cette révolution des mentalités et des processus et moyens est nécessaire à la modernisation sociale-démocrate. À défaut de la réaliser, le Québec comme les autres sociétés qui s'agripperont à des modèles de social-démocratie traditionnelle mal adaptés aux nouveaux environnements sociaux, économiques et culturels, sont vouées à l'appauvrissement relatif et donc à l'échec face aux objectifs premiers de leurs programmes et politiques.

Les sociétés où l'esprit original de la social-démocratie demeure vivant ne peuvent plus se satisfaire des demi-vérités et de la langue de bois dont on les afflige trop souvent sous le couvert de grands et nobles sentiments. Elles doivent faire face, sans se leurrer, à la nouvelle réalité, au nouveau monde actuel et aux années exigeantes qui s'annoncent. Atermoiements et palabres au sommet ne jouant que les mêmes rengaines usées, dépassées et non crédibles ou n'apportant que des palliatifs de court terme inefficaces et coûteux (sauf pour les groupes de pression qui les

défendent et en profitent aux dépens de l'ensemble des citoyens) ne feraient qu'empirer la situation et reporter à plus tard des décisions qui deviendront encore plus douloureuses parce qu'imposées plutôt que choisies.

La poursuite d'un idéal social-démocrate au Québec passe par la définition d'objectifs ambitieux, mesurables et réalisables et par une remise en question courageuse de ses institutions. Au niveau des objectifs, on pourrait entre autres viser à :

- ❖ atteindre d'ici 15 ans le *niveau* moyen de PIB par habitant au Canada; en supposant que le PIB par habitant du ROC croîtra au taux observé en 2006 (1,7%) pour les 15 prochaines années, il faudra pour réaliser cet objectif que le PIB par habitant du Québec augmente à un taux de 2,9% par an;
- ❖ sortir d'ici 7 ans du groupe des provinces récipiendaires de paiements de péréquation;
- ❖ atteindre d'ici 5 ans le taux d'emploi moyen au Canada; rappelons qu'en 2006, ces taux étaient de 60,2% au Québec et de 63,0% au Canada; pour y arriver, il faudrait créer quelque 200 000 emplois de plus que dans la situation alternative, soit un ajout de 40 000 emplois par an à ceux qui seraient normalement créés;
- ❖ atteindre d'ici 5 ans le taux moyen de prestataires d'assurance-chômage/emploi (nombre de prestataires par 1 000 habitants de 20 à 64 ans); en 2006, le taux était de 37,4 au Québec et de 22,3 au ROC.

Ces objectifs sont exigeants mais réalisables. Pour y arriver, il faudra compter sur l'esprit reconnu de créativité, d'innovation et d'entrepreneuriat des Québécois, tant des individus que des groupes sociaux et entreprises corporatives et autres, faire confiance à leur capacité d'adaptation et à leur compréhension des enjeux et cesser de jouer aux apprentis-sorciers en voulant régler d'en haut tous les problèmes, une forme pernicieuse d'infantilisation de la population.

Il faut au premier chef **avoir l'intelligence et le courage de nos ambitions**, l'intelligence pour imaginer et définir des moyens et processus efficaces pour atteindre nos objectifs et réaliser nos ambitions et le courage de les mettre résolument en application.

APPENDICE : LES TABLEAUX STATISTIQUES

- Tableau 1A** : Produit intérieur brut, 1981-2006
- Tableau 1B** : Produit intérieur brut par habitant, 1981-2006
- Tableau 1C** : PIB per capita en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA, US\$), dans certaines régions métropolitaines, 2004
- Tableau 2A** : Population par tranche d'âge, Canada, 1971-2006
- Tableau 2B** : Population par tranche d'âge, ROC, 1971-2006
- Tableau 2C** : Population par tranche d'âge, Québec, 1971-2006
- Tableau 2D** : Pourcentage de la population du ROC et du Québec dans la population canadienne par tranche d'âge, Québec, 1971-2006
- Tableau 3A** : Création d'emplois à temps plein et à temps partiel, Canada, 1976-2006
- Tableau 3B** : Création d'emplois à temps plein et à temps partiel, ROC, 1976-2006
- Tableau 3C** : Création d'emplois à temps plein et à temps partiel, Québec, 1976-2006
- Tableau 3D** : Création totale d'emplois, États-Unis, 1976-2006
- Tableau 3E** : Évolution des emplois (variations en %), 1976-2006
- Tableau 4** : Statistiques sur l'emploi au Canada, 1976-2006
- Tableau 5** : Statistiques sur l'emploi des hommes de 55 à 64 ans au Canada, dans le ROC, au Québec et aux États-Unis, 1976-2006
- Tableau 6** : Nombre de prestataires d'assurance-emploi au Canada, dans le ROC et au Québec, 1981-2006
- Tableau 7A** : Nombre de faillites, Canada, 1981-2006
- Tableau 7B** : Nombre de faillites, ROC, 1981-2006
- Tableau 7C** : Nombre de faillites, Québec, 1981-2006
- Tableau 8** : Rémunération hebdomadaire moyenne au Canada et au Québec (incluant le temps supplémentaires), 1983-2006
- Tableau 9A** : Données sur les composantes du PIB, Canada, 1981-2006
- Tableau 9B** : Données sur les composantes du PIB, ROC, 1981-2006
- Tableau 9C** : Données sur les composantes du PIB, Québec, 1981-2006
- Tableau 9D** : Commerce extérieur du Québec, 1981-2006
- Tableau 9E** : Pourcentage du ROC dans le PIB canadien, 1981-2006
- Tableau 9F** : Pourcentage du Québec dans le PIB canadien, 1981-2006
- Tableau 10A** : Croissance des exportations par niveau technologique, Canada, 1990-2006
- Tableau 10B** : Croissance des exportations par niveau technologique, ROC, 1990-2006

Tableau 10C : Croissance des exportations par niveau technologique, Québec, 1990-2006

Tableau 10D : Croissance des exportations par niveau technologique, 1990-2006

Tableau 11A : Dette totale du gouvernement (Québec) au 31 mars 1976-2006

Tableau 11B : Dette totale du gouvernement (Québec) au 31 mars 2007

Tableau 11C : Dette à long terme du secteur public (Québec) au 31 mars 2003-2007

Tableau 11D : Dette totale (SGF), Canada et les provinces 1970-2005

Tableau 11E : Dette nette (SGF), Canada et les provinces 1970-2005

Tableau 11F : Dette totale par habitant (SGF), Canada et les provinces 1970-2005

Tableau 11G : Dette nette par habitant (SGF), Canada et les provinces 1970-2005

Tableau 12 A : DIRD selon le secteur d'exécution au Canada (en millions de dollars courants), 1981-2006

Tableau 12B : DIRD selon le secteur d'exécution au Canada (en pourcentage), 1981-2006

Tableau 12C : DIRD selon le secteur d'exécution dans le ROC (en millions de dollars courants), 1981-2004

Tableau 12D : DIRD selon le secteur d'exécution dans le ROC (en pourcentage), 1981-2004

Tableau 12E : DIRD selon le secteur d'exécution au Québec (en millions de dollars courants), 1981-2004

Tableau 12F : DIRD selon le secteur d'exécution au Québec (en pourcentage), 1981-2004

Tableau 12G : DIRD par province selon le secteur d'exécution (en millions de dollars courants), 1981-2004

Tableau 12H : DIRD selon le secteur de financement au Canada (en pourcentage), 1981-2005

Tableau 12I : DIRD selon le secteur de financement dans le ROC (en pourcentage), 1981-2004

Tableau 12J : DIRD selon le secteur de financement au Québec (en pourcentage), 1981-2004

Tableau 12K : DIRD en pourcentage du PIB réel dans certains pays de l'OCDE, 1981-2006

TABLEAU 1A (partie 1)
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, 1981-2006

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT CANADIEN

Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
millions \$97	594 082	576 744	592 684	626 378	660 318	677 802	705 701	740 592	759 821	762 381	747 857	754 835	772 498	810 016
var. %	...	-2,9	2,8	5,7	5,4	2,6	4,1	4,9	2,6	0,3	-1,9	0,9	2,3	4,9

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, ROC

Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
millions \$97	454 951	442 329	455 446	482 581	512 209	524 687	546 000	573 649	591 272	593 012	582 292	587 965	602 815	633 409
var. %	...	-2,8	3,0	6,0	6,1	2,4	4,1	5,1	3,1	0,3	-1,8	1,0	2,5	5,1

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT QUÉBÉCOIS

Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
millions \$97	139 131	134 415	137 238	143 797	148 109	153 115	159 701	166 943	168 549	169 369	165 565	166 870	169 683	176 607
var. %	...	-3,4	2,1	4,8	3,0	3,4	4,3	4,5	1,0	0,5	-2,2	0,8	1,7	4,1
% PIB CAN	23,4	23,3	23,2	23,0	22,4	22,6	22,6	22,5	22,2	22,2	22,1	22,1	22,0	21,8
% PIB ROC	30,6	30,4	30,1	29,8	28,9	29,2	29,2	29,1	28,5	28,6	28,4	28,4	28,1	27,9

Source:

Statistique Canada: CANSIM, Tableau 384-0002 (PIB en termes de dépenses)

TABLEAU 1A (partie 2)
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, 1981-2006

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT CANADIEN

Mesure	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions \$97	832 138	845 157	882 734	919 000	969 242	1 020 258	1 036 048	1 066 843	1 091 014	1 131 617	1 169 144	1 200 715
var. %	2,7	1,6	4,4	4,1	5,5	5,3	1,5	3,0	2,3	3,7	3,3	2,7

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, ROC

Mesure	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions \$97	652 368	662 651	694 311	724 328	762 142	804 048	816 806	841 692	862 519	896 662	928 600	955 034
var. %	3,0	1,6	4,8	4,3	5,2	5,5	1,6	3,0	2,5	4,0	3,6	2,8

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT QUÉBÉCOIS

Mesure	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions \$97	179 770	182 506	188 423	194 672	207 100	216 210	219 242	225 151	228 495	234 955	240 544	245 681
var. %	1,8	1,5	3,2	3,3	6,4	4,4	1,4	2,7	1,5	2,8	2,4	2,1
% PIB CAN	21,6	21,6	21,3	21,2	21,4	21,2	21,2	21,1	20,9	20,8	20,6	20,5
% PIB ROC	27,6	27,5	27,1	26,9	27,2	26,9	26,8	26,7	26,5	26,2	25,9	25,7

	1981-1990	1990-1999	1999-2006	1981-1999	1981-2006	variation sur 25 ans au taux de 90-99	Variation sur 25 ans au taux de 99-06
Variation annuelle moyenne du PIB réel canadien (prix de 1997)	2,8	2,7	3,1	2,8	2,9	94,8	114,9
Variation annuelle moyenne du PIB réel ROC (prix de 1997)	3,0	2,8	3,3	2,9	3,0	100,8	123,8
Variation annuelle moyenne du PIB réel québécois (prix de 1997)	2,2	2,3	2,5	2,2	2,3	74,8	84,1

Source:
 Statistique Canada: CANSIM, Tableau 384-0002 (PIB en termes de dépenses)

TABLEAU 1B
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT, 1981-2006

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT, CANADA

Mesure	1981	1986	1991	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions \$97	23 937	25 968	26 679	28 542	33 245	33 398	34 006	34 443	35 375	36 199	36 805
var. % (N1)	...	1,6	0,5	1,4	3,9	0,5	1,8	1,3	2,7	2,3	1,7
indice	100	108,5	111,5	119,2	138,9	139,5	142,1	143,9	147,8	151,2	153,8
indice				100,0	116,5	117,0	119,1	120,7	123,9	126,8	128,9

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT, ROC

Mesure	1981	1986	1991	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions \$97	24 900	27 057	27 772	29 630	34 461	34 575	35 179	35 668	36 690	37 595	38 244
var. % (N1)	...	1,7	0,5	1,3	3,8	0,3	1,7	1,4	2,9	2,5	1,7
indice	100	108,7	111,5	119,0	138,4	138,9	141,3	143,2	147,3	151,0	153,6
indice				100,0	116,3	116,7	118,7	120,4	123,8	126,9	129,1

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR HABITANT, QUÉBEC

Mesure	1981	1986	1991	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
millions \$97	21 248	22 822	23 435	25 184	29 388	29 639	30 238	30 490	31 120	31 659	32 107
var. % (N1)	...	1,4	0,5	1,5	3,9	0,9	2,0	0,8	2,1	1,7	1,4
indice	100	107,4	110,3	118,5	138,3	139,5	142,3	143,5	146,5	149,0	151,1
indice				100,0	116,7	117,7	120,1	121,1	123,6	125,7	127,5
Québec/ROC %	85,3	84,3	84,4	85,0	85,3	85,7	86,0	85,5	84,8	84,2	84,0
Québec/Canada %	88,8	87,9	87,8	88,2	88,4	88,7	88,9	88,5	88,0	87,5	87,2
ROC - Québec \$97	3 652	4 235	4 337	4 447	5 073	4 936	4 941	5 177	5 570	5 936	6 137

Source:

Tableau 1, 2A, 2B et 2C

N1: Pour les périodes pluri-annuelles, il s'agit du taux de variation annuel composé.

TABLEAU 1C

PIB PER CAPITA EN PARITÉ DE POUVOIR D'ACHAT (PPA) DANS CERTAINES RÉGIONS MÉTROPOLITAINES, 2004

(en dollars américains)

Région métropolitaine (Province/État)	PIB per capita en PPA (US\$)
Montréal (QC)	29 147,51
Toronto (ON)	34 873,95
Vancouver (CB)	31 972,52
Boston (MA)	58 007,29
Chicago (IL)	45 591,99
New York (NY)	52 833,29
San Francisco (CA)	62 349,99
Seattle (WA)	54 387,32

Source:

OCDE (2006), OCDE Territorial Reviews: Competitive Cities in the Global Economy (ISBN 92-6402708-4), Paris, France.

TABLEAU 2A

POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE, CANADA 1971-2006

	Mesure	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moins de 15 ans	milliers	6 433	5 960	5 532	5 485	5 790	5 986	5 884	5 855	5 825	5 787	5 746	5 694	5 645
	% du total	29,3	25,4	22,3	21,0	20,7	20,2	19,2	18,9	18,6	18,3	18,0	17,6	17,3
	indice	116,3	107,7	100	99,2	104,7	108,2	106,4	105,8	105,3	104,6	103,9	102,9	102,0
15 à 44 ans	milliers	9 699	11 028	12 220	12 932	13 581	13 727	13 784	13 832	13 879	13 887	13 908	13 933	13 952
	% du total	44,2	47,0	49,2	49,5	48,4	46,4	44,9	44,6	44,2	43,8	43,5	43,1	42,8
	indice	79,4	90,2	100	105,8	111,1	112,3	112,8	113,2	113,6	113,6	113,8	114,0	114,2
45 à 64 ans	milliers	4 068	4 440	4 690	4 947	5 444	6 319	7 168	7 411	7 675	7 935	8 190	8 450	8 713
	% du total	18,5	18,9	18,9	19,0	19,4	21,3	23,4	23,9	24,5	25,1	25,6	26,2	26,7
	indice	86,7	94,7	100	105,5	116,1	134,7	152,8	158,0	163,6	169,2	174,6	180,2	185,8
65 ans et plus	milliers	1 762	2 023	2 377	2 737	3 217	3 579	3 853	3 923	3 993	4 067	4 145	4 221	4 314
	% du total	8,0	8,6	9,6	10,5	11,5	12,1	12,6	12,6	12,7	12,8	13,0	13,1	13,2
	indice	74,1	85,1	100	115,1	135,3	150,6	162,1	165,0	168,0	171,1	174,4	177,6	181,5
Total	milliers	21 962	23 451	24 819	26 101	28 032	29 611	30 689	31 021	31 372	31 676	31 989	32 298	32 624
	indice	88,5	94,5	100	105,2	112,9	119,3	123,7	125,0	126,4	127,6	128,9	130,1	131,4

Source

Statistique Canada, CANSIM Tableau 051-0001

Note: Estimation de la population (1er Juillet 2006)

TABLEAU 2B
POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGE, ROC 1971-2006

	Mesure	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moins de 15 ans	milliers	4 633	4 384	4 124	4 127	4 393	4 605	4 565	4 550	4 529	4 501	4 470	4 435	4 403
	% du total	29,3	25,7	22,6	21,3	21,0	20,6	19,6	19,3	18,9	18,6	18,3	18,0	17,6
	indice	112,3	106,3	100	100	106,5	111,7	110,7	110,3	109,8	109,1	108,4	107,5	106,8
15 à 44 ans	milliers	6 875	7 891	8 905	9 552	10 160	10 375	10 528	10 595	10 661	10 689	10 723	10 761	10 790
	% du total	43,4	46,3	48,7	49,3	48,5	46,4	45,1	44,8	44,6	44,2	43,9	43,6	43,2
	indice	77,2	88,6	100	107,3	114,1	116,5	118,2	119,0	119,7	120,0	120,4	120,8	121,2
45 à 64 ans	milliers	2 973	3 245	3 438	3 634	3 979	4 674	5 332	5 521	5 725	5 926	6 123	6 328	6 540
	% du total	18,8	19,0	18,8	18,7	19,0	20,9	22,9	23,4	23,9	24,5	25,1	25,6	26,2
	indice	86,5	94,4	100	105,7	115,7	136,0	155,1	160,6	166,5	172,4	178,1	184,1	190,2
65 ans et plus	milliers	1 343	1 534	1 804	2 079	2 435	2 710	2 907	2 958	3 011	3 066	3 123	3 176	3 239
	% du total	8,5	9,0	9,9	10,7	11,6	12,1	12,5	12,5	12,6	12,7	12,8	12,9	13,0
	indice	74,4	85,0	100	115,2	135,0	150,2	161,1	164,0	166,9	170,0	173,1	176,1	179,5
Total	milliers	15 824	17 054	18 271	19 392	20 967	22 364	23 332	23 624	23 926	24 182	24 439	24 700	24 972
	indice	86,6	93,3	100	106,1	114,8	122,4	127,7	129,3	131,0	132,4	133,8	135,2	136,7

Source

Tableau 2A et 2C

Note: Estimation de la population (1er Juillet 2006)

TABLEAU 2C
POPULATION QUINQUENNALE PAR TRANCHE D'ÂGE, QUÉBEC 1971-2006

	Mesure	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moins de 15 ans	milliers	1 800	1 576	1 408	1 358	1 397	1 381	1 319	1 305	1 296	1 286	1 276	1 259	1 242
	% du total	29,3	24,6	21,5	20,2	19,8	19,1	17,9	17,6	17,4	17,2	16,9	16,6	16,2
	indice	127,8	111,9	100	96,4	99,2	98,1	93,7	92,7	92,0	91,3	90,6	89,4	88,2
15 à 44 ans	milliers	2 824	3 137	3 315	3 380	3 421	3 352	3 256	3 237	3 218	3 198	3 185	3 172	3 162
	% du total	46,0	49,0	50,6	50,4	48,4	46,3	44,3	43,8	43,2	42,7	42,2	41,7	41,3
	indice	85,2	94,6	100	102,0	103,2	101,1	98,2	97,6	97,1	96,5	96,1	95,7	95,4
45 à 64 ans	milliers	1 095	1 195	1 252	1 313	1 465	1 645	1 836	1 890	1 950	2 009	2 067	2 122	2 173
	% du total	17,8	18,7	19,1	19,6	20,7	22,7	25,0	25,6	26,2	26,8	27,4	27,9	28,4
	indice	87,5	95,4	100	104,9	117,0	131,4	146,6	151,0	155,8	160,5	165,1	169,5	173,6
65 ans et plus	milliers	419	489	573	658	782	869	946	965	982	1 001	1 022	1 045	1 075
	% du total	6,8	7,6	8,8	9,8	11,1	12,0	12,9	13,0	13,2	13,4	13,5	13,8	14,0
	indice	73,1	85,3	100	114,8	136,5	151,7	165,1	168,4	171,4	174,7	178,4	182,4	187,6
Total	milliers	6 138	6 397	6 548	6 709	7 065	7 247	7 357	7 397	7 446	7 494	7 550	7 598	7 652
	indice	93,7	97,7	100	102,5	107,9	110,7	112,4	113,0	113,7	114,4	115,3	116,0	116,9

Source

Statistique Canada, CANSIM Tableau 051-0001

Note: Estimation de la population (1er Juillet 2006)

TABLEAU 2D

POURCENTAGE DE LA POPULATION DU ROC ET DU QUÉBEC DANS LA POPULATION CANADIENNE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-2006**POURCENTAGE DE LA POPULATION DU ROC DANS LA POPULATION CANADIENNE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-2006**

	Mesure	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moins de 15 ans	%	72,0	73,6	74,5	75,2	75,9	76,9	77,6	77,7	77,8	77,8	77,8	77,9	78,0
15 à 44 ans	%	70,9	71,6	72,9	73,9	74,8	75,6	76,4	76,6	76,8	77,0	77,1	77,2	77,3
45 à 64 ans	%	73,1	73,1	73,3	73,5	73,1	74,0	74,4	74,5	74,6	74,7	74,8	74,9	75,1
65 ans et plus	%	76,2	75,8	75,9	76,0	75,7	75,7	75,4	75,4	75,4	75,4	75,3	75,2	75,1
Total	%	72,1	72,7	73,6	74,3	74,8	75,5	76,0	76,2	76,3	76,3	76,4	76,5	76,5

POURCENTAGE DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE DANS LA POPULATION CANADIENNE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-2006

	Mesure	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Moins de 15 ans	%	28,0	26,4	25,5	24,8	24,1	23,1	22,4	22,3	22,2	22,2	22,2	22,1	22,0
15 à 44 ans	%	29,1	28,4	27,1	26,1	25,2	24,4	23,6	23,4	23,2	23,0	22,9	22,8	22,7
45 à 64 ans	%	26,9	26,9	26,7	26,5	26,9	26,0	25,6	25,5	25,4	25,3	25,2	25,1	24,9
65 ans et plus	%	23,8	24,2	24,1	24,0	24,3	24,3	24,6	24,6	24,6	24,6	24,7	24,8	24,9
Total	%	27,9	27,3	26,4	25,7	25,2	24,5	24,0	23,8	23,7	23,7	23,6	23,5	23,5

Source
Tableau 2A, 2B, 2C

TABLEAU 3A
CRÉATION D'EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL, CANADA 1976-2006

	Mesure	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Emploi tot.	milliers	9 777	9 915	10 212	10 658	10 969	11 297	10 947	11 027	11 300	11 617	11 979	12 321	12 711	12 987	13 087	12 858	12 731	12 793	13 059
	variat. nette		138	297	446	311	328	-350	80	273	317	362	342	390	276	100	-229	-127	62	266
	variat. %		1,4	3,0	4,4	2,9	3,0	-3,1	0,7	2,5	2,8	3,1	2,9	3,2	2,2	0,8	-1,7	-1,0	0,5	2,1
T. partiel	milliers	1 228	1 301	1 362	1 479	1 582	1 688	1 758	1 862	1 902	1 994	2 041	2 065	2 153	2 178	2 219	2 332	2 360	2 456	2 473
	variat. nette		73	61	117	103	106	70	104	40	92	47	24	88	25	41	113	28	96	17
	variat. %		5,9	4,7	8,6	7,0	6,7	4,1	5,9	2,1	4,8	2,4	1,2	4,3	1,2	1,9	5,1	1,2	4,1	0,7
	% total	12,6	13,1	13,3	13,9	14,4	14,9	16,1	16,9	16,8	17,2	17,0	16,8	16,9	16,8	17,0	18,1	18,5	19,2	18,9
T. plein	milliers	8 549	8 614	8 850	9 179	9 387	9 609	9 189	9 165	9 398	9 623	9 938	10 256	10 558	10 809	10 868	10 526	10 371	10 337	10 586
	variat. nette		65	236	329	208	222	-420	-24	233	225	315	318	302	251	59	-342	-155	-34	249
	variat. %		0,8	2,7	3,7	2,3	2,4	-4,4	-0,3	2,5	2,4	3,3	3,2	2,9	2,4	0,5	-3,1	-1,5	-0,3	2,4
	% total	87,4	86,9	86,7	86,1	85,6	85,1	83,9	83,1	83,2	82,8	83,0	83,2	83,1	83,2	83,0	81,9	81,5	80,8	81,1
Plein 2/1 N	milliers	9 163	9 265	9 531	9 919	10 178	10 453	10 068	10 096	10 349	10 620	10 959	11 289	11 635	11 898	11 978	11 692	11 551	11 565	11 823
	variat. nette		102	267	388	260	275	-385	28	253	271	339	330	346	264	80	-286	-141	14	258
	variat. %		1,1	2,9	4,1	2,6	2,7	-3,7	0,3	2,5	2,6	3,2	3,0	3,1	2,3	0,7	-2,4	-1,2	0,1	2,2

	Mesure	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi tot.	milliers	13 296	13 421	13 706	14 046	14 407	14 765	14 947	15 310	15 672	15 947	16 170	16 485
	variat. nette	237	125	285	340	361	358	182	363	362	275	223	315
	variat. %	1,8	0,9	2,1	2,5	2,6	2,5	1,2	2,4	2,4	1,8	1,4	1,9
T. partiel	milliers	2 497	2 560	2 617	2 643	2 647	2 671	2 704	2 871	2 967	2 949	2 964	2 975
	variat. nette	24	63	57	26	4	24	33	167	96	-18	15	11
	variat. %	1,0	2,5	2,2	1,0	0,2	0,9	1,2	6,2	3,3	-0,6	0,5	0,4
	% total	18,8	19,1	19,1	18,8	18,4	18,1	18,1	18,8	18,9	18,5	18,3	18,0
T. plein	milliers	10 799	10 861	11 089	11 403	11 760	12 094	12 243	12 439	12 705	12 998	13 206	13 510
	variat. nette	213	62	228	314	357	334	149	196	266	293	208	304
	variat. %	2,0	0,6	2,1	2,8	3,1	2,8	1,2	1,6	2,1	2,3	1,6	2,3
	% total	81,2	80,9	80,9	81,2	81,6	81,9	81,9	81,2	81,1	81,5	81,7	82,0
Plein 2/1 N	milliers	12 048	12 141	12 398	12 725	13 084	13 430	13 595	13 875	14 189	14 473	14 688	14 998
	variat. nette	225	94	257	327	359	346	166	280	314	284	216	310
	variat. %	1,9	0,8	2,1	2,6	2,8	2,6	1,2	2,1	2,3	2,0	1,5	2,1

Source

Statistique Canada, CANSIM Tableau 282-0004

Note : En comptant un emploi à temps plein pour deux emplois à temps partiel

TABLEAU 3B
CRÉATION D'EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL, ROC 1976-2006

Mesure		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Emploi tot.	milliers	7 228	7 362	7 623	7 971	8 217	8 507	8 306	8 343	8 543	8 772	9 048	9 305	9 631	9 863	9 947	9 774	9 692	9 762	9 964
	variat. nette		134	261	348	246	290	-201	37	200	229	276	257	326	232	84	-173	-82	70	202
	variat. %		1,9	3,5	4,6	3,1	3,5	-2,4	0,4	2,4	2,7	3,1	2,8	3,5	2,4	0,9	-1,7	-0,8	0,7	2,1
T. partiel	milliers	998	1 050	1 091	1 179	1 253	1 328	1 382	1 463	1 496	1 544	1 580	1 612	1 685	1 703	1 734	1 814	1 840	1 920	1 944
	variat. nette		52	41	88	74	75	54	81	33	48	36	32	73	18	31	80	26	80	24
	variat. %		5,2	3,9	8,1	6,3	6,0	4,1	5,9	2,3	3,2	2,3	2,0	4,5	1,1	1,8	4,6	1,4	4,3	1,3
	% total	13,8	14,3	14,3	14,8	15,2	15,6	16,6	17,5	17,5	17,6	17,5	17,3	17,5	17,3	17,4	18,6	19,0	19,7	19,5
T. plein	milliers	6 230	6 312	6 532	6 792	6 964	7 179	6 924	6 880	7 047	7 228	7 468	7 693	7 946	8 160	8 212	7 960	7 853	7 842	8 020
	variat. nette		82	220	260	172	215	-255	-44	167	181	240	225	253	214	52	-252	-107	-11	178
	variat. %		1,3	3,5	4,0	2,5	3,1	-3,6	-0,6	2,4	2,6	3,3	3,0	3,3	2,7	0,6	-3,1	-1,3	-0,1	2,3
	% total	86,2	85,7	85,7	85,2	84,8	84,4	83,4	82,5	82,5	82,4	82,5	82,7	82,5	82,7	82,6	81,4	81,0	80,3	80,5
Plein 2/1 N	milliers	6 729	6 837	7 078	7 382	7 591	7 843	7 615	7 612	7 795	8 000	8 258	8 499	8 789	9 012	9 079	8 867	8 773	8 802	8 992
	variat. nette		108	241	304	209	253	-228	-4	184	205	258	241	290	223	68	-212	-94	29	190
	variat. %		1,6	3,5	4,3	2,8	3,3	-2,9	0,0	2,4	2,6	3,2	2,9	3,4	2,5	0,7	-2,3	-1,1	0,3	2,2

Mesure		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi tot.	milliers	10 161	10 291	10 533	10 788	11 079	11 362	11 507	11 740	12 043	12 266	12 453	12 720
	variat. nette	149	130	242	255	291	283	145	233	303	223	187	267
	variat. %	1,5	1,3	2,4	2,4	2,7	2,6	1,3	2,0	2,6	1,9	1,5	2,1
T. partiel	milliers	1 955	2 000	2 049	2 072	2 090	2 099	2 113	2 232	2 296	2 281	2 290	2 289
	variat. nette	-8	45	49	23	18	9	14	119	64	-15	9	-1
	variat. %	-0,4	2,3	2,5	1,1	0,9	0,4	0,7	5,6	2,9	-0,7	0,4	0,0
	% total	19,2	19,4	19,5	19,2	18,9	18,5	18,4	19,0	19,1	18,6	18,4	18,0
T. plein	milliers	8 206	8 291	8 484	8 716	8 989	9 263	9 394	9 508	9 747	9 986	10 162	10 431
	variat. nette	157	85	193	232	273	274	131	114	239	239	176	269
	variat. %	2,0	1,0	2,3	2,7	3,1	3,0	1,4	1,2	2,5	2,5	1,8	2,6
	% total	80,8	80,6	80,5	80,8	81,1	81,5	81,6	81,0	80,9	81,4	81,6	82,0
Plein 2/1 N	milliers	9 184	9 291	9 509	9 752	10 034	10 313	10 451	10 624	10 895	11 127	11 307	11 576
	variat. nette	153	108	218	244	282	279	138	174	271	232	181	269
	variat. %	1,7	1,2	2,3	2,6	2,9	2,8	1,3	1,7	2,6	2,1	1,6	2,4

Source

Tableau 3A et 3C

Note : En comptant un emploi à temps plein pour deux emplois à temps partiel

TABLEAU 3C
CRÉATION D'EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL, QUÉBEC 1976-2006

Mesure		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Emploi tot.	milliers	2549	2553	2589	2687	2752	2790	2641	2684	2757	2845	2931	3016	3080	3124	3140	3084	3039	3031	3095
	variati. nette		4	36	98	65	38	-149	43	73	88	86	85	64	44	16	-56	-45	-8	64
	variation %		0,2	1,4	3,8	2,4	1,4	-5,3	1,6	2,7	3,2	3,0	2,9	2,1	1,4	0,5	-1,8	-1,5	-0,3	2,1
T. partiel	milliers	230	251	271	300	329	360	376	399	406	450	461	453	468	475	485	518	520	536	529
	variati. nette		21	20	29	29	31	16	23	7	44	11	-8	15	7	10	33	2	16	-7
	variation %		9,1	8,0	10,7	9,7	9,4	4,4	6,1	1,8	10,8	2,4	-1,7	3,3	1,5	2,1	6,8	0,4	3,1	-1,3
	% total	9,0	9,8	10,5	11,2	12,0	12,9	14,2	14,9	14,7	15,8	15,7	15,0	15,2	15,2	15,4	16,8	17,1	17,7	17,1
T. plein	milliers	2319	2302	2318	2387	2423	2430	2265	2285	2351	2395	2470	2563	2612	2649	2656	2566	2518	2495	2566
	variati. nette		-17	16	69	36	7	-165	20	66	44	75	93	49	37	7	-90	-48	-23	71
	variation %		-0,7	0,7	3,0	1,5	0,3	-6,8	0,9	2,9	1,9	3,1	3,8	1,9	1,4	0,3	-3,4	-1,9	-0,9	2,8
	% total	91,0	90,2	89,5	88,8	88,0	87,1	85,8	85,1	85,3	84,2	84,3	85,0	84,8	84,8	84,6	83,2	82,9	82,3	82,9
Plein 2/1 N	milliers	2434	2428	2454	2537	2588	2610	2453	2485	2554	2620	2701	2790	2846	2887	2899	2825	2778	2763	2831
	variati. nette		-6,5	26	83,5	50,5	22,5	-157	31,5	69,5	66	80,5	89	56,5	40,5	12	-73,5	-47	-15	68
	variation %		-0,3	1,1	3,4	2,0	0,9	-6,0	1,3	2,8	2,6	3,1	3,3	2,0	1,4	0,4	-2,5	-1,7	-0,5	2,4

Mesure		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi tot.	milliers	3135	3130	3173	3258	3328	3403	3440	3570	3629	3681	3717	3765
	variati. nette	40	-5	43	85	70	75	37	130	59	52	36	48
	variation %	1,3	-0,2	1,4	2,7	2,1	2,3	1,1	3,8	1,7	1,4	1,0	1,3
T. partiel	milliers	542	560	568	571	557	572	591	639	671	668	674	686
	variati. nette	13	18	8	3	-14	15	19	48	32	-3	6	12
	variation %	2,45747	3,3	1,4	0,5	-2,5	2,7	3,3	8,1	5,0	-0,4	0,9	1,8
	% total	17,3	17,9	17,9	17,5	16,7	16,8	17,2	17,9	18,5	18,1	18,1	18,2
T. plein	milliers	2593	2570	2605	2687	2771	2831	2849	2931	2958	3012	3044	3079
	variati. nette	27	-23	35	82	84	60	18	82	27	54	32	35
	variation %	1,05222	-0,9	1,4	3,1	3,1	2,2	0,6	2,9	0,9	1,8	1,1	1,1
	% total	82,7	82,1	82,1	82,5	83,3	83,2	82,8	82,1	81,5	81,8	81,9	81,8
Plein 2/1 N	milliers	2864	2850	2889	2973	3050	3117	3145	3251	3294	3346	3381	3422
	variati. nette	34	-14	39	83,5	77	67,5	27,5	106	43	52,5	35	41
	variation %	1,2	-0,5	1,4	2,9	2,6	2,2	0,9	3,4	1,3	1,6	1,0	1,2

Source

Statistique Canada, CANSIM Tableau 282-0004

Note : En comptant un emploi à temps plein pour deux emplois à temps partiel

TABLEAU 3D
CRÉATION D'EMPLOIS TOTAUX AUX ÉTATS-UNIS, 1976-2006

Mesure		1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Emploi total	milliers	88 753	92 017	96 046	98 825	99 303	100 400	99 529	100 822	105 003	107 154	109 601	112 439	114 974	117 327	118 796	117 713	118 488	120 259	123 071
	variât. nette	2 923	3 264	4 029	2 779	478	1 097	-871	1 293	4 181	2 151	2 447	2 838	2 535	2 353	1 469	-1 083	775	1 771	2 812
	variât. %	3,4	3,7	4,4	2,9	0,5	1,1	-0,9	1,3	4,1	2,0	2,3	2,6	2,3	2,0	1,3	-0,9	0,7	1,5	2,3
Taux d'activitéN2	en %	61,6	62,2	63,2	63,7	63,8	63,9	64,0	64,0	64,4	64,8	65,2	65,6	65,9	66,4	66,5	66,2	66,4	66,3	66,6
Taux d'emploiN2	en %	56,8	57,9	59,3	59,9	59,2	59,0	57,8	57,9	59,5	60,1	60,7	61,5	62,3	62,9	62,8	61,7	61,5	61,7	62,5
Taux de chômage	en %	7,7	7,1	6,1	5,9	7,2	7,6	9,7	9,6	7,5	7,2	7,0	6,2	5,5	5,3	5,6	6,9	7,5	6,9	6,1
Mesure		1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006							
Emploi total	milliers	124 908	126 720	129 572	131 476	133 501	136 901	136 939	136 481	137 730	139 242	141 715	144 419							
	variât. nette	1 837	1 812	2 852	1 904	2 025	3 400	38	-458	1 249	1 512	2 473	2 704							
	variât. %	1,5	1,5	2,3	1,5	1,5	2,5	0,0	-0,3	0,9	1,1	1,8	1,9							
Taux d'activitéN2	en %	66,6	66,8	67,1	67,1	67,1	67,1	66,8	66,6	66,3	66,0	66,0	66,2							
Taux d'emploiN2	en %	62,9	63,1	63,8	64,1	64,3	64,4	63,7	62,7	62,3	62,3	62,7	63,1							
Taux de chômage	en %	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0	4,7	5,8	6,0	5,5	5,1	4,6							

Source

US Department of Labor, Census Bureau, Mai 2007; site internet : <http://www.bls.gov/data/>

Séries: LNS12000000, LNS11300000, LNS14000000, LNS12300000

Données annuelles en prenant la moyenne des données mensuelles

Note : En % de la population civile non-institutionnalisée de 16 ans et plus.

TABLEAU 3E
ÉVOLUTION DES EMPLOIS (VARIATION EN %) 1976-2006

CANADA							
	76-85 (9 ans)	81-90 (9 ans)	90-06 (16 ans)	99-06 (7 ans)	81-06 (25 ans)	76-00 (24 ans)	76-06 (30 ans)
Emploi tot.	18,8	15,8	26,0	14,4	45,9	51,0	68,6
T. partiel	62,4	31,5	34,1	12,4	76,2	117,5	142,3
T. plein	12,6	13,1	24,3	14,9	40,6	41,5	58,0
Plein 2/1 N	15,9	14,6	25,2	14,6	43,5	46,6	63,7
ROC							
	76-85 (9 ans)	81-90 (9 ans)	90-06 (16 ans)	99-06 (7 ans)	81-06 (25 ans)	76-00 (24 ans)	76-06 (30 ans)
Emploi tot.	21,4	16,9	27,9	14,8	49,5	57,2	76,0
T. partiel	54,7	30,6	32,0	9,5	72,4	110,3	129,4
T. plein	16,0	14,4	27,0	16,0	45,3	48,7	67,4
Plein 2/1 N	18,9	15,8	27,5	15,4	47,6	53,3	72,0
QUÉBEC							
	76-85 (9 ans)	81-90 (9 ans)	90-06 (16 ans)	99-06 (7 ans)	81-06 (25 ans)	76-00 (24 ans)	76-06 (30 ans)
Emploi tot.	11,6	12,5	19,9	13,1	34,9	33,5	47,7
T. partiel	95,7	34,7	41,4	23,2	90,6	148,7	198,3
T. plein	3,3	9,3	15,9	11,1	26,7	22,1	32,8
Plein 2/1 N	7,6	11,1	18,1	12,2	31,1	28,1	40,6
ÉTATS-UNIS							
	76-85 (9 ans)	81-90 (9 ans)	90-06 (16 ans)	99-06 (7 ans)	81-06 (25 ans)	76-00 (24 ans)	76-06 (30 ans)
Emploi tot.	20,7	18,3	21,6	8,2	43,8	54,2	62,7

Source
Tableaux 3A, 3B, 3C et 3D

TABLEAU 4A
STATISTIQUES SUR L'EMPLOI AU CANADA, DANS LE ROC,
AU QUÉBEC ET AUX ÉTATS-UNIS 1976-2006
(A = Taux d'activité; C = Taux de chômage; E = Taux d'emploi)

	Canada			ROC			Québec			États-Unis		
	A	E	C	A	E	C	A	E	C	A	E	C
1976	61,5	57,1	7,2	62,5	58,4	6,6	58,8	53,7	8,7	61,6	56,8	7,7
1977	62,1	57,1	8,1	63,0	58,5	7,3	59,6	53,5	10,3	62,2	57,9	7,1
1978	63,1	57,8	8,4	64,1	59,3	7,5	60,3	53,7	10,9	63,2	59,3	6,1
1979	64,0	59,2	7,5	65,2	60,8	6,7	60,8	54,9	9,7	63,7	59,9	5,9
1980	64,6	59,8	7,5	65,7	61,3	6,6	61,7	55,6	9,9	63,8	59,2	7,2
1981	65,0	60,1	7,6	66,1	61,8	6,5	61,9	55,4	10,5	63,9	59,0	7,6
1982	64,5	57,3	11,1	65,9	59,2	10,1	60,5	52,0	14,0	64,0	57,8	9,7
1983	64,7	57,0	11,9	66,0	58,6	11,2	61,1	52,5	14,0	64,0	57,9	9,6
1984	65,0	57,7	11,3	66,1	59,1	10,7	61,8	53,8	12,9	64,4	59,5	7,5
1985	65,5	58,6	10,6	66,5	59,8	10,1	62,6	55,2	11,9	64,8	60,1	7,2
1986	66,0	59,6	9,7	67,1	60,9	9,2	62,9	56,0	11,0	65,2	60,7	7,0
1987	66,4	60,6	8,8	67,3	61,8	8,3	63,7	57,1	10,3	65,6	61,5	6,2
1988	66,8	61,6	7,8	67,7	62,7	7,2	64,3	58,3	9,4	65,9	62,3	5,5
1989	67,2	62,2	7,5	68,2	63,5	6,9	64,4	58,4	9,3	66,4	62,9	5,3
1990	67,1	61,6	8,2	68,0	62,8	7,5	64,6	58,0	10,2	66,5	62,8	5,6
1991	66,5	59,7	10,3	67,5	61,0	9,7	63,6	56,0	12,0	66,2	61,7	6,9
1992	65,7	58,3	11,2	66,7	59,5	10,7	62,7	54,7	12,8	66,4	61,5	7,5
1993	65,4	57,9	11,4	66,4	59,2	10,8	62,3	54,1	13,2	66,3	61,7	6,9
1994	65,2	58,5	10,3	66,1	59,7	9,7	62,5	54,9	12,2	66,6	62,5	6,1
1995	64,9	58,8	9,4	65,8	60,2	8,4	62,2	54,5	12,4	66,6	62,9	5,6
1996	64,7	58,5	9,6	65,6	59,7	8,9	62,1	54,8	11,8	66,8	63,2	5,4
1997	64,9	59,0	9,1	65,8	60,3	8,3	62,1	55,0	11,4	67,1	63,8	4,9
1998	65,1	59,7	8,3	66,0	61,0	7,6	62,2	55,7	10,4	67,1	64,1	4,5
1999	65,6	60,6	7,6	66,6	61,9	7,0	62,5	56,6	9,5	67,1	64,3	4,2
2000	65,9	61,4	6,8	66,8	62,5	6,3	63,2	57,9	8,4	67,1	64,4	4,0
2001	66,0	61,2	7,2	66,8	62,2	6,7	63,6	58,1	8,7	66,8	63,7	4,7
2002	66,9	61,8	7,7	67,5	62,5	7,4	65,1	59,5	8,6	66,6	62,7	5,8
2003	67,5	62,4	7,6	68,0	63,2	7,1	66,0	60,0	9,1	66,3	62,3	6,0
2004	67,6	62,7	7,2	68,1	63,5	6,8	65,9	60,3	8,5	66,0	62,3	5,5
2005	67,2	62,7	6,8	67,7	63,5	6,3	65,6	60,1	8,3	66,0	62,7	5,1
2006	67,2	63,0	6,3	67,7	63,9	5,8	65,5	60,2	8,0	66,2	63,1	4,6
Moy 81-06	65,9	60,1	8,9	66,8	61,3	8,3	63,3	56,5	10,7	66,0	62,0	6,1
Moy 96-99	65,1	59,5	8,7	66,0	60,7	8,0	62,2	55,5	10,8	67,0	63,8	4,8
Moy 00-06	66,9	62,2	7,1	67,5	63,0	6,6	65,0	59,4	8,5	66,4	63,0	5,1

Source

Statistique Canada: CANSIM Tableau 282-0055, Censur Bureau
 US Department of Labor, Censur Bureau, Mai 2007;
 Séries: LNS12000000, LNS11300000, LNS14000000, LNS12300000
 Données annuelles en prenant la moyenne des données mensuelles

Note

Le taux d'activité A représente la population active en pourcentage de la population de 15 ans et plus
 Le taux de chômage C représente le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active
 Le taux d'emploi E représente le nombre de personne au travail en pourcentage de la population de 15 ans et plus

TABLEAU 4B

STATISTIQUES SUR L'EMPLOI AU CANADA, 1976-2006

(A = Taux d'activité; C = Taux de chômage; E = Taux d'emploi)

	C-Britannique			Alberta			Saskatchewan			Manitoba			Ontario			Québec			N-Brunswick			N-Écosse			I.-P.-Édouard			Terre-Neuve			Canada		
	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E	A	C	E
1976	61,9	8,7	56,5	67,2	4,0	64,5	60,7	3,9	58,3	61,7	4,7	58,8	64,2	6,2	60,2	58,8	8,7	53,7	54,3	11	48,3	55,4	9,5	50,1	56,9	9,6	51,4	49,6	13,1	43,1	61,5	7,2	57,1
1977	62,3	8,5	57,0	67,4	4,6	64,3	61,8	4,5	59,0	61,9	5,9	58,2	64,7	7,0	60,2	59,6	10,3	53,5	54,1	13,2	47,0	55,5	10,5	49,7	57,3	9,8	51,7	50,5	15,7	42,6	62,1	8,1	57,1
1978	63,4	8,3	58,1	68,8	4,8	65,5	62,4	4,9	59,3	63,2	6,5	59,1	65,9	7,2	61,2	60,3	10,9	53,7	55,3	12,5	48,4	56,5	10,5	50,6	58,0	9,7	52,4	51,9	16,1	43,5	63,1	8,4	57,8
1979	64,0	7,7	59,1	70,2	3,9	67,5	62,8	4,2	60,2	64,0	5,4	60,5	67,0	6,5	62,6	60,8	9,7	54,9	55,5	11,1	49,3	56,8	10,2	51,0	59,3	11,1	52,7	52,9	14,9	45,0	64,0	7,5	59,2
1980	64,9	6,8	60,5	71,3	3,8	68,6	63,2	4,4	60,4	64,8	5,5	61,2	67,2	6,9	62,6	61,7	9,9	55,6	56,1	11,1	49,9	57,8	9,7	52,2	59,6	10,8	53,2	53,4	13,2	46,4	64,6	7,5	59,8
1981	65,9	6,7	61,5	72,6	3,9	69,8	63,9	4,6	61,0	65,4	5,9	61,5	68,2	6,6	63,7	61,9	10,5	55,4	56,6	11,6	50,0	57,6	10,1	51,8	59,0	11,2	52,4	53,1	13,9	45,7	65,0	7,6	60,1
1982	65,1	12,3	57,1	72,1	7,8	66,5	64,4	6,3	60,3	65,4	8,5	59,8	68,0	9,8	61,3	60,5	14,0	52,0	55,5	14,1	47,7	57,5	13,1	50,0	58,5	12,9	51,0	52,9	16,7	44,1	64,5	11,1	57,3
1983	64,8	13,9	55,8	71,9	10,7	64,2	65,5	7,4	60,7	66,0	9,5	59,7	67,8	10,4	60,7	61,1	14,0	52,5	55,9	14,8	47,6	58,0	13,1	50,4	60,7	12,5	53,1	52,4	18,8	42,5	64,7	11,9	57,0
1984	64,8	14,9	55,1	72,4	11,2	64,3	65,6	8,0	60,4	66,2	8,4	60,6	68,1	9,0	62,0	61,8	12,9	53,8	55,6	15,0	47,3	59,7	13,1	51,9	60,8	12,9	53,0	53,2	20,4	42,3	65,0	11,3	57,7
1985	65,2	14,2	55,9	72,3	10,0	65,1	66,6	8,2	61,1	66,2	8,3	60,7	68,7	8,1	63,1	62,6	11,9	55,2	57,2	15,2	48,5	59,3	13,6	51,2	61,9	13,4	53,6	53,5	20,9	42,3	65,5	10,6	58,6
1986	65,9	12,5	57,7	72,6	9,9	65,4	67,1	7,7	61,9	66,9	7,7	61,7	69,0	7,0	64,2	62,9	11,0	56,0	58,0	14,3	49,7	60,0	13,1	52,1	62,4	13,5	54,0	53,6	19,2	43,3	66,0	9,7	59,6
1987	66,2	11,9	58,3	72,1	9,7	65,1	66,8	7,3	61,9	66,8	7,4	61,9	69,6	6,1	65,4	63,7	10,3	57,1	58,6	13,1	50,9	60,2	12,3	52,8	63,0	13,1	54,7	53,5	18,0	43,9	66,4	8,8	60,6
1988	66,3	10,3	59,5	72,6	8,1	66,7	66,8	7,5	61,8	66,9	7,9	61,6	70,1	5,0	66,6	64,3	9,4	58,3	59,2	12,0	52,1	61,0	10,2	54,8	64,0	12,9	55,7	54,9	16,4	45,9	66,8	7,8	61,6
1989	67,4	9,1	61,3	72,6	7,3	67,3	66,4	7,4	61,5	67,2	7,6	62,1	70,3	5,1	66,7	64,4	9,3	58,4	59,9	12,4	52,5	61,5	9,8	55,5	64,9	14,1	55,7	55,9	15,7	47,1	67,2	7,5	62,2
1990	66,7	8,4	61,1	72,4	7,1	67,3	66,9	7,0	62,2	67,6	7,3	62,7	69,9	6,3	65,5	64,6	10,2	58,0	60,1	12,1	52,8	62,3	10,6	55,7	65,9	14,9	56,1	56,2	17,0	46,6	67,1	8,2	61,6
1991	67,2	10,0	60,5	72,7	8,3	66,7	67,3	7,3	62,4	66,9	8,9	60,9	68,7	9,7	62,0	63,6	12,0	56,0	58,9	12,8	51,4	61,5	12,1	54,1	65,0	16,9	54,0	55,7	18,3	45,5	66,5	10,3	59,7
1992	67,1	10,5	60,1	72,0	9,6	65,1	66,7	8,3	61,2	66,1	9,7	59,7	67,7	10,9	60,3	62,7	12,8	54,7	59,3	12,8	51,7	60,0	13,1	52,1	65,8	18,0	54,0	54,0	20,2	43,1	65,7	11,2	58,3
1993	66,3	9,7	59,9	71,5	9,7	64,6	66,8	8,0	61,5	66,8	9,3	60,6	67,4	10,6	60,3	62,3	13,2	54,1	59,3	12,6	51,8	60,1	14,7	51,3	65,3	18,1	53,5	53,2	20,1	42,5	65,4	11,4	57,9
1994	66,6	9,4	60,3	71,7	8,6	65,5	65,9	7,0	61,3	66,6	9,2	60,5	66,4	9,6	60,0	62,5	12,2	54,9	59,1	12,4	51,8	60,4	13,3	52,4	65,5	17,0	54,4	53,6	20,4	42,7	65,2	10,3	58,5
1995	65,6	8,9	59,8	72,0	7,8	66,4	66	7,0	61,4	66,3	7,5	61,3	65,7	8,7	60,0	62,2	12,4	54,5	59,3	11,5	52,5	59,8	12,1	52,6	65,6	14,7	56,0	53,1	18,2	43,4	64,9	9,4	58,8
1996	65,5	8,9	59,7	72,1	7,0	67,1	65,5	6,5	61,2	66,4	7,5	61,4	66,0	9,1	60,0	62,1	11,8	54,8	59,0	11,7	52,1	60,0	12,7	52,4	66,2	14,5	56,6	52,2	19,5	42,0	64,7	9,6	58,5
1997	64,9	8,7	59,3	71,7	6,0	67,4	66,3	6,0	62,3	66,9	6,6	62,5	65,9	8,5	60,3	62,1	11,4	55,0	60,0	12,8	52,3	60,2	12,3	52,8	66,2	14,9	56,3	52,5	18,8	42,6	64,9	9,1	59,0
1998	64,8	8,9	59,0	72,2	5,7	68,1	66,6	5,9	62,7	67,1	5,7	63,3	66,3	7,2	61,5	62,2	10,4	55,7	60,8	12,1	53,4	60,6	10,7	54,1	65,9	13,8	56,8	54,0	17,9	44,3	65,1	8,3	59,7
1999	65,3	8,3	59,9	72,4	5,8	68,2	66,7	6,1	62,6	67,9	5,5	64,2	66,8	6,4	62,5	62,5	9,5	56,6	61,6	10,2	55,3	61,0	9,6	55,1	66,8	14,2	57,3	56,3	16,7	46,9	65,6	7,6	60,6
2000	64,9	7,2	60,2	72,2	5,0	67,6	67,0	5,2	63,5	67,9	4,9	64,6	67,2	5,7	63,3	63,2	8,4	57,9	61,6	10,0	55,4	61,7	9,1	56,1	66,9	12,0	58,9	55,8	16,7	55,8	65,9	6,8	61,4
2001	64,1	7,7	59,2	72,3	4,6	69,0	65,8	5,8	62,0	68,1	5,0	64,7	67,3	6,3	63,1	63,6	8,7	58,1	62,2	11,2	55,2	62,4	9,7	56,3	67,6	11,9	59,6	57,3	16,1	48,1	66,0	7,2	61,2
2002	64,9	8,5	59,4	73,0	5,3	69,1	67,3	5,7	63,5	69,2	5,2	65,6	67,8	7,1	63,0	65,1	8,6	59,5	63,5	10,4	56,9	62,8	9,7	56,7	68,2	12,1	60,0	58,6	16,9	48,7	66,9	7,7	61,8
2003	65,4	8,1	60,1	73,4	5,1	69,6	68,2	5,6	64,4	69,0	5,0	65,5	68,4	7,0	63,7	66,0	9,1	60,0	63,3	10,6	56,6	63,2	9,3	57,3	68,5	11,1	60,8	59,5	16,7	49,6	67,5	7,6	62,4
2004	65,5	7,2	60,8	73,6	4,6	70,2	68,0	5,3	64,4	69	5,3	65,4	68,5	6,8	63,8	65,9	8,5	60,3	63,9	9,8	57,7	64	8,8	58,3	67,8	11,3	60,1	59,3	15,6	50,1	67,6	7,2	62,7
2005	65,6	5,9	61,8	72,7	3,9	69,8	68,1	5,1	64,6	68,6	4,8	65,3	68	6,6	63,5	65,6	8,3	60,1	63,6	9,7	57,4	63,6	8,4	58,2	68,5	10,8	61,1	58,8	15,2	49,8	67,2	6,8	62,7
2006	65,7	4,8	62,5	73,4	3,4	70,8	69,1	4,7	65,9	68,8	4,3	65,8	67,7	6,3	63,5	65,5	8	60,2	63,7	8,8	58,1	62,9	7,9	57,9	68,7	11	61,1	59,2	14,8	50,4	67,2	6,3	63
Moy 81-06	65,7	9,5	59,5	72,4	7,16	67,2	66,6	6,57	62,2	67,2	7,03	62,4	67,9	7,69	62,7	63,3	10,7	56,5	59,8	12,1	52,6	60,8	11,3	54	65	13,6	56,1	55,1	17,7	45,7	65,9	8,9	60,1
Moy 96-99	65,1	8,7	59,5	72,1	6,13	67,7	66,3	6,13	62,2	67,1	6,33	62,9	66,3	7,8	61,1	62,2	10,8	55,5	60,4	11,7	53,3	60,5	11,3	53,6	66,3	14,4	56,8	53,8	18,2	44	65,1	8,65	59,5
Moy 01-06	65,2	7,0	60,6	73,1	4,5	69,8	67,8	5,4	64,1	68,8	4,9	65,4	68,0	6,7	63,4	65,3	8,5	59,7	63,4	10,1	57,0	63,2	9,0	57,5	68,2	11,4	60,5	58,8	15,9	49,5	67,1	7,1	62,3

Source

Statistique Canada, CANSIM Tableau 282-0055

Note

Le taux d'activité A représente la population active en pourcentage de la population de 15 ans et plus

Le taux de chômage C représente le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active

Le taux d'emploi E représente le nombre de personne au travail en pourcentage de la population de 15 ans et plus

Les liens entre A, C et E sont données par la formule: $A*(1-(C/100))=E$

TABLEAU 5
STATISTIQUES SUR L'EMPLOI DES HOMMES DE 55 À 64 ANS AU CANADA,
DANS LE ROC, AU QUÉBEC ET AUX ÉTATS-UNIS 1976-2006
(A = Taux d'activité, E = Taux d'emploi)

	Canada		ROC		Québec		États-Unis	
	A	E	A	E	A	E	A	E
1976	75,9	72,9	76,3	73,6	74,8	70,9	74,3	71,2
1977	74,9	71,0	75,8	72,5	72,4	66,8	73,8	71,2
1978	75,0	70,8	75,5	71,9	73,5	67,6	73,3	71,3
1979	74,8	71,3	75,8	72,7	71,9	67,3	72,8	70,8
1980	74,5	71,2	74,8	72,0	73,5	68,8	72,2	69,7
1981	73,9	70,4	74,8	71,6	71,3	66,8	70,6	68,1
1982	72,3	67,0	73,9	69,0	67,6	61,2	70,3	66,4
1983	71,3	65,2	72,3	66,5	68,4	61,5	69,3	65,2
1984	70,3	64,4	71,8	66,2	66,0	59,3	68,5	65,1
1985	68,8	62,8	70,5	65,0	63,8	56,4	68,0	65,0
1986	67,4	62,3	69,1	64,3	62,4	56,6	67,3	64,4
1987	65,5	61,1	66,8	62,6	61,7	56,7	67,6	65,1
1988	65,3	61,1	67,4	63,3	59,4	54,8	67,0	64,7
1989	65,1	60,9	67,5	63,7	58,2	52,8	67,2	64,9
1990	64,0	60,0	65,5	62,0	59,8	54,3	67,8	65,3
1991	62,2	56,9	63,6	58,8	58,1	51,6	67,0	63,9
1992	61,2	55,2	62,8	57,1	56,5	49,8	67,0	63,1
1993	60,1	54,0	61,8	55,9	55,1	48,4	66,5	63,1
1994	59,5	53,7	61,0	55,7	55,2	47,8	65,5	62,6
1995	58,3	53,3	59,6	55,1	54,5	48,2	66,0	63,6
1996	58,4	53,7	60,1	55,7	53,5	48,0	67,0	64,7
1997	59,6	55,1	60,8	56,7	56,2	50,5	67,6	65,5
1998	58,8	54,6	60,2	56,4	54,8	49,5	68,1	66,2
1999	60,4	56,6	61,9	58,5	56,1	51,3	67,9	66,1
2000	60,7	57,4	62,3	59,2	56,3	52,3	67,3	65,7
2001	61,0	57,3	62,8	59,4	56,0	51,5	68,3	66,0
2002	63,1	59,0	64,6	61,0	58,7	53,4	69,2	66,3
2003	65,3	60,9	66,9	62,9	60,7	55,2	68,7	65,6
2004	66,0	62,0	67,7	64,0	61,0	56,3	68,7	66,0
2005	66,7	63,1	68,5	65,2	61,5	57,0	69,3	67,0
2006	66,3	62,8	68,4	65,2	60,2	55,9	69,6	67,5
Moy 96-99	59,3	55,0	60,7	56,8	55,2	49,8	67,7	65,6
Moy 00-06	64,2	60,4	65,9	62,4	59,2	54,5	68,7	66,3

Source

Statistique Canada: CANSIM Tableau 282-0002, Census Bureau

Note

Le taux d'activité représente la population active en pourcentage de la population totale et le taux d'emploi représente le nombre de personnes au travail en pourcentage de la population totale pour les hommes de 55 à 64 ans

TABLEAU 6

NOMBRE DE PRESTATAIRES D'ASSURANCE-EMPLOI AU CANADA, DANS LE ROC ET AU QUÉBEC, 1981-2006

	Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Canada	milliers	521	873	961	920	876	816	764	746	751	820	983	969	900	750
ROC	milliers	311	560	654	625	593	558	524	500	494	540	668	660	609	500
	% Canada taux	59,7 29,3	64,1	68,1	67,9	67,7	68,4 47,8	68,6	67,0	65,8	65,9	68,0 52,7	68,1	67,7	66,7
Québec	milliers	210	313	307	295	283	258	240	246	257	280	315	309	291	250
	% Canada taux	40,3 53,4	35,9	31,9	32,1	32,3	31,6 61,3	31,4	33,0	34,2	34,1	32,0 71,3	31,9	32,3	33,3
	taux Q/ROC	1,82					1,28					1,35			
	Mesure	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006*		
Canada	milliers	616	590	496	473	442	407	443	475	482	461	440	530		
ROC	milliers	405	386	324	313	293	267	293	322	327	311	293	348		
	% Canada taux	65,7 28,5	65,4	65,3	66,2	66,3	65,6 18,7	66,1 20,3	67,8 21,9	67,8 21,9	67,5 20,5	66,6 19,0	65,7 22,3		
Québec	milliers	211	204	172	160	149	140	150	153	155	150	147	182		
	% Canada taux	34,3 45,4	34,6	34,7	33,8	33,7	34,4 30,3	33,9 32,2	32,2 32,5	32,2 32,6	32,5 31,3	33,4 30,4	34,3 37,4		
	taux Q/ROC		1,59				1,62 1,59	1,59 1,49	1,49 1,49	1,49 1,53	1,53 1,60	1,60 1,68			

Source

Statistique Canada, Cansim Tableau 276-0002

Note

Représente les bénéficiaires âgées de 20 à 64 ans.

*2006: Moyenne de janvier à avril 2006.

taux: nombre de prestataires d'assurance-emploi pour 1000 habitants

TABLEAU 7A
NOMBRE DE FAILLITES, CANADA 1981-2006

Canada	Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Commerc.	unité	7 708	10 265	9 826	9 285	8 314	8 143	7 371	7 721	8 314	11 642	13 496	14 317	12 527	11 810
	var. %	...	33,2	-4,3	-5,5	-10,5	-2,1	-9,5	4,7	7,7	40,0	15,9	6,1	-12,5	-5,7
	taux C	13,0	17,8	16,6	14,8	12,6	12,0	10,4	10,4	10,9	15,3	18,0	19,0	16,2	14,6
Ménages	unité	23 036	30 643	26 822	22 022	19 752	21 765	24 384	25 817	29 202	42 782	62 277	61 822	54 456	53 802
	var. %	9,6	33,0	-12,5	-17,9	-10,3	10,2	12,0	5,9	13,1	46,5	45,6	-0,7	-11,9	-1,2
	taux M	1,2	1,6	1,4	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	1,4	1,9	2,8	2,7	2,4	2,3
Canada	Mesure	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006		
Commerc.	unité	13 258	14 229	12 200	10 780	10 023	10 040	10 504	9 472	8 844	8 128	7 519	6 756		
	var. %	12,3	7,3	-14,3	-11,6	-7,0	0,2	4,6	-9,8	-6,6	-8,1	-7,5	-10,1		
	taux C	15,9	16,8	13,8	11,7	10,3	9,8	10,1	8,8	8,1	7,2	6,4	5,8		
Ménages	unité	65 432	79 631	85 297	75 459	72 994	75 137	79 453	78 232	84 251	84 426	84 638	79 218		
	var. %	21,6	21,7	7,1	-11,5	-3,3	2,9	5,7	-1,5	7,7	0,2	0,3	-6,4		
	taux M	2,8	3,3	3,6	3,1	3,0	3,0	3,2	3,1	3,3	3,2	3,2	3,0		

Source

Statistique Canada, CANSIM Tableau 177-0001, 177-0002 et 177-0006

taux C: nombre de faillites commerciales par milliard de PIB réel

taux M: nombre de faillites de ménages par 1000 de population de 15 ans et plus

TABLEAU 7B
NOMBRE DE FAILLITES, ROC 1981-2006

ROC	Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Commerc.	unité	4 547	6 070	6 126	6 073	5 664	5 472	4 834	4 838	4 978	6 966	8 279	8 964	7 904	7 322
	var. %	...	33,5	0,9	-5,5	-6,7	-3,4	-11,7	0,1	2,9	39,9	18,8	8,3	-11,8	-7,4
	% Can	59,0	59,1	62,3	65,4	68,1	67,2	65,6	62,7	59,9	59,8	61,3	62,6	63,1	62,0
	taux C	10,0	13,7	13,5	12,6	11,1	10,4	8,9	8,4	8,4	11,7	14,2	15,2	13,1	11,6
Ménages	unité	16 005	21 765	19 261	15 753	14 068	15 268	16 654	16 038	18 048	28 860	43 958	45 190	38 749	37 789
	var. %	9,6	36,0	-11,5	-18,2	-10,7	8,5	9,1	-3,7	12,5	59,9	52,3	2,8	-14,3	-2,5
	% Can	69,5	71,0	71,8	71,5	71,2	70,1	68,3	62,1	61,8	67,5	70,6	73,1	71,2	70,2
	taux M	1,1	1,5	1,3	1,1	0,9	1,0	1,1	1,0	1,1	1,8	2,7	2,7	2,3	2,2
ROC	Mesure	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006		
Commerc.	unité	8 123	8 458	7 610	6 959	6 740	7 037	7 720	7 251	6 651	6 165	5 808	4 919		
	var. %	10,9	4,1	-10,0	-8,6	-3,1	4,4	9,7	-6,1	-8,3	-7,3	-5,8	-15,3		
	% Can	61,3	59,4	62,4	64,6	67,2	70,1	73,5	76,6	75,2	75,8	77,2	72,8		
	taux C	12,5	12,8	11,0	9,6	8,8	8,8	9,4	8,6	7,7	6,9	6,3	5,3		
Ménages	unité	44 600	54 744	58 316	50 807	49 715	51 978	55 339	56 498	61 720	61 281	61 205	54 876		
	var. %	18,0	22,7	6,5	-12,9	-2,1	4,6	6,5	2,1	9,2	-0,7	-0,1	-10,3		
	% Can	68,2	68,7	68,4	67,3	68,1	69,2	69,6	72,2	73,3	72,6	72,3	69,3		
	taux M	2,5	3,1	3,2	2,8	2,7	2,8	2,9	2,9	3,1	3,1	3,0	2,7		

Source

Tableau 7A et 7C

Taux C: nombre de faillites commerciales par milliard de PIB réel

Taux M: nombre de faillites de ménages par 1000 de population de 15 ans et plus

TABLEAU 7C
NOMBRE DE FAILLITES, QUÉBEC 1981-2006

Québec	Mesure	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Commerc.	unité	3 161	4 195	3 700	3 212	2 650	2 671	2 537	2 883	3 336	4 676	5 217	5 353	4 623	4 488
	var. %	...	32,7	-11,8	-13,2	-17,5	0,8	-5,0	13,6	15,7	40,2	11,6	2,6	-13,6	-2,9
	% Can.	41,0	40,9	37,7	34,6	31,9	32,8	34,4	37,3	40,1	40,2	38,7	37,4	36,9	38,0
	taux C	22,7	31,3	27,0	22,3	17,9	17,5	15,9	17,3	19,7	27,7	31,4	32,1	27,2	25,4
Ménages	unité	7 031	8 878	7 561	6 269	5 684	6 497	7 730	9 779	11 154	13 922	18 319	16 632	15 707	16 013
	var. %	14,4	26,3	-14,8	-17,1	-9,3	14,3	19,0	26,5	14,1	24,8	31,6	-9,2	-5,6	1,9
	% Can.	30,5	29,0	28,2	28,5	28,8	29,9	31,7	37,9	38,2	32,5	29,4	26,9	28,8	29,8
	taux M	1,4	1,7	1,4	1,2	1,1	1,2	1,4	1,8	2,0	2,5	3,2	2,9	2,7	2,8
Québec	Mesure	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006		
Commerc.	unité	5 135	5 771	4 590	3 821	3 283	3 003	2 784	2 221	2 193	1 963	1 711	1 837		
	var. %	14,4	12,4	-20,5	-16,8	-14,1	-8,5	-7,3	-20,2	-1,3	-10,5	-12,8	7,4		
	% Can.	38,7	40,6	37,6	35,4	32,8	29,9	26,5	23,4	24,8	24,2	22,8	27,2		
	taux C	28,5	31,5	24,4	19,8	15,9	13,9	12,7	9,7	9,5	8,2	7,1	7,6		
Ménages	unité	20 832	24 887	26 981	24 652	23 279	23 159	24 114	21 734	22 531	23 145	23 433	24 342		
	var. %	30,1	19,5	8,4	-8,6	-5,6	-0,5	4,1	-9,9	3,7	2,7	1,2	3,9		
	% Can.	31,8	31,3	31,6	32,7	31,9	30,8	30,4	27,8	26,7	27,4	27,7	30,7		
	taux M	3,6	4,2	4,6	4,1	3,9	3,8	4,0	3,5	3,6	3,7	3,7	3,8		
Moyenne en % Can. : Ménages '80 - '90				31,0											
Moyenne en % Can. : Commerc. '80 - '90				37,2											
Moyenne en % Can. : Commerc. 81 - 97				37,6											

Source

Statistique Canada, CANSIM Tableau 177-0001, 177-0002 et 177-0006

taux C: nombre de faillites commerciales par milliard de PIB réel

taux M: nombre de faillites de ménages par 1000 de population de 15 ans et plus

TABLEAU 9A
DONNÉES SUR LES COMPOSANTES DU PIB, CANADA, 1981-2006
(aux prix constants de 1997) (millions \$)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Demande intérieure	586 654	564 846	576 213	595 285	631 718	655 959	688 023	726 889	755 877	761 683	754 374	762 008	767 177	789 578
Dépenses privées	338 885	330 535	339 926	355 134	373 626	388 528	404 705	422 429	437 448	443 147	437 156	444 780	452 701	466 966
en % PIB	57,0	57,3	57,4	56,7	56,6	57,3	57,3	57,0	57,6	58,1	58,5	58,9	58,6	57,6
Dépenses publiques	136 226	138 950	141 342	142 963	149 200	151 887	153 932	161 024	165 534	171 631	176 638	178 568	178 686	176 508
en % PIB	22,9	24,1	23,8	22,8	22,6	22,4	21,8	21,7	21,8	22,5	23,6	23,7	23,1	21,8
Investissements privés	97 853	84 590	85 318	87 250	95 764	101 538	113 383	125 457	132 198	126 035	119 178	117 757	115 277	124 082
en % PIB	16,5	14,7	14,4	13,9	14,5	15,0	16,1	16,9	17,4	16,5	15,9	15,6	14,9	15,3
Investissements publics	12 106	12 620	12 276	12 902	14 486	14 737	15 335	16 121	17 975	19 268	20 555	20 631	20 355	21 863
en % PIB	2,0	2,2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7
Investissements totaux	109 959	97 210	97 594	100 152	110 250	116 275	128 718	141 578	150 173	145 303	139 733	138 388	135 632	145 945
en % PIB	18,5	16,9	16,5	16,0	16,7	17,2	18,2	19,1	19,8	19,1	18,7	18,3	17,6	18,0
Exportations	120 157	118 692	126 252	149 753	158 049	166 322	171 813	188 136	190 503	199 523	204 104	220 182	244 260	276 285
en % PIB	20,2	20,6	21,3	23,9	23,9	24,5	24,3	25,4	25,1	26,2	27,3	29,2	31,6	34,1
Importations	118 212	99 553	110 304	130 317	141 835	153 955	162 642	184 946	196 633	201 105	207 567	220 485	236 738	256 375
en % PIB	19,9	17,3	18,6	20,8	21,5	22,7	23,0	25,0	25,9	26,4	27,8	29,2	30,6	31,7
Produit intérieur brut	594 082	576 744	592 684	626 378	660 318	677 802	705 701	740 592	759 821	762 381	747 857	754 835	772 498	810 016

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Demande intérieure	795 748	813 705	857 292	881 815	919 915	958 386	987 159	1 017 165	1 058 420	1 106 728	1 161 829	1 222 131
Dépenses privées	476 949	488 939	510 695	524 939	545 196	567 550	581 248	602 938	621 335	643 091	670 023	700 559
en % PIB	57,3	57,9	57,9	57,1	56,2	55,6	56,1	56,5	57,0	56,8	57,3	58,3
Dépenses publiques	175 656	173 523	171 756	177 301	181 122	186 716	194 053	198 925	205 914	212 338	218 497	226 231
en % PIB	21,1	20,5	19,5	19,3	18,7	18,3	18,7	18,6	18,9	18,8	18,7	18,8
Investissements privés	121 922	130 571	154 737	159 552	170 311	179 480	184 228	186 982	200 779	219 410	238 489	257 515
en % PIB	14,7	15,4	17,5	17,4	17,6	17,6	17,8	17,5	18,4	19,4	20,4	21,4
Investissements publics	21 308	20 721	20 104	20 023	23 286	24 640	27 630	28 320	30 392	31 889	34 820	37 826
en % PIB	2,6	2,5	2,3	2,2	2,4	2,4	2,7	2,7	2,8	2,8	3,0	3,2
Investissements totaux	143 230	151 292	174 841	179 575	193 597	204 120	211 858	215 302	231 171	251 299	273 309	295 341
en % PIB	17,2	17,9	19,8	19,5	20,0	20,0	20,4	20,2	21,2	22,2	23,4	24,6
Exportations	301 259	319 072	348 604	380 307	419 529	458 446	442 668	447 379	440 033	467 920	482 426	488 810
en % PIB	36,2	37,8	39,5	41,4	43,3	44,9	42,7	41,9	40,3	41,3	41,3	40,7
Importations	272 299	288 221	331 271	348 427	376 462	409 054	388 089	394 725	412 840	449 337	485 937	517 175
en % PIB	32,7	34,1	37,5	37,9	38,8	40,1	37,5	37,0	37,8	39,7	41,6	43,1
Produit intérieur brut	832 138	845 157	882 734	919 000	969 242	1 020 258	1 036 048	1 066 843	1 091 014	1 131 617	1 169 144	1 200 715

Source
Statistique Canada: CANSIM Tableau 384-0002

TABLEAU 9B
DONNÉES SUR LES COMPOSANTES DU PIB, ROC 1981-2006
(aux prix constants de 1997) (millions \$)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Demande intérieure	455 254	438 898	445 446	457 942	486 318	503 477	528 476	560 479	583 909	588 358	737 245	589 530	593 202	612 084
Dépenses privées	260 482	254 886	261 702	272 716	286 892	298 478	311 312	325 667	338 277	343 443	339 092	345 178	351 464	362 560
en % PIB	57,3	57,6	57,5	56,5	56,0	56,9	57,0	56,8	57,2	57,9	58,2	58,7	58,3	57,2
Dépenses publiques	101 365	104 166	106 052	107 476	112 616	113 603	115 985	121 390	125 017	129 905	133 832	134 707	134 907	133 117
en % PIB	22,3	23,5	23,3	22,3	22,0	21,7	21,2	21,2	21,1	21,9	23,0	22,9	22,4	21,0
Investissements privés	81 127	69 806	69 332	69 661	76 713	80 365	88 523	99 236	104 478	98 774	93 528	93 166	91 042	99 401
en % PIB	17,8	15,8	15,2	14,4	15,0	15,3	16,2	17,3	17,7	16,7	16,1	15,8	15,1	15,7
Investissements publics	9 674	10 386	9 784	10 134	10 972	11 482	12 199	12 664	14 019	15 133	16 094	16 233	15 665	16 885
en % PIB	2,1	2,3	2,1	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,4	2,6	2,8	2,8	2,6	2,7
Investissements totaux	90 801	80 192	79 116	79 795	87 685	91 847	100 722	111 900	118 497	113 907	109 622	109 399	106 707	116 286
en % PIB	20,0	18,1	17,4	16,5	17,1	17,5	18,4	19,5	20,0	19,2	18,8	18,6	17,7	18,4
Exp. internationales	93 195	93 191	99 719	119 057	127 229	133 813	141 310	153 388	154 696	161 135	166 464	180 197	198 646	222 321
en % PIB	20,5	21,1	21,9	24,7	24,8	25,5	25,9	26,7	26,2	27,2	28,6	30,6	33,0	35,1
Imp. internationales	92 157	78 263	86 600	102 346	110 467	121 245	128 228	145 877	154 251	156 191	161 377	173 533	185 674	204 577
en % PIB	20,3	17,7	19,0	21,2	21,6	23,1	23,5	25,4	26,1	26,3	27,7	29,5	30,8	32,3
Produit intérieur brut	454 951	442 329	455 446	482 581	512 209	524 687	546 000	573 649	591 272	593 012	582 292	587 965	602 815	633 409

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Demande intérieure	619 047	631 844	670 318	689 620	719 243	750 707	774 592	796 489	828 346	865 340	912 374	963 323
Dépenses privées	370 438	379 104	396 532	408 069	424 187	442 387	453 323	470 488	484 721	502 013	523 852	549 289
en % PIB	56,8	57,2	57,1	56,3	55,7	55,0	55,5	55,9	56,2	56,0	56,4	57,5
Dépenses publiques	133 023	131 089	130 731	135 668	138 382	142 715	148 377	152 230	157 394	162 624	167 722	173 854
en % PIB	20,4	19,8	18,8	18,7	18,2	17,7	18,2	18,1	18,2	18,1	18,1	18,2
Investissements privés	99 250	105 904	127 785	130 972	138 698	146 394	151 697	152 215	162 969	176 505	194 666	211 504
en % PIB	15,2	16,0	18,4	18,1	18,2	18,2	18,6	18,1	18,9	19,7	21,0	22,1
Investissements publics	16 448	15 814	15 270	14 910	17 976	19 211	21 195	21 556	23 262	24 198	26 134	28 676
en % PIB	2,5	2,4	2,2	2,1	2,4	2,4	2,6	2,6	2,7	2,7	2,8	3,0
Investissements totaux	115 698	121 718	143 055	145 882	156 674	165 605	172 892	173 771	186 231	200 703	220 800	240 180
en % PIB	17,7	18,4	20,6	20,1	20,6	20,6	21,2	20,6	21,6	22,4	23,8	25,1
Exp. internationales	244 324	259 100	282 910	308 148	337 529	365 061	354 226	359 527	355 989	382 083	392 160	396 397
en % PIB	37,5	39,1	40,7	42,5	44,3	45,4	43,4	42,7	41,3	42,6	42,2	41,5
Imp. internationales	218 381	230 239	264 913	277 547	298 012	323 306	308 345	314 605	329 445	359 679	388 131	413 200
en % PIB	33,5	34,7	38,2	38,3	39,1	40,2	37,8	37,4	38,2	40,1	41,8	43,3
Produit intérieur brut	652 368	662 651	694 311	724 328	762 142	804 048	816 806	841 692	862 519	896 662	928 600	955 034

Source
Tableau 9A et 9C

TABLEAU 9C
DONNÉES SUR LES COMPOSANTES DU PIB, QUÉBEC, 1981-2006
(aux prix constants de 1997) (millions \$)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Demande intérieure	131 400	125 948	130 767	137 343	145 400	152 482	159 547	166 410	171 968	173 325	17 129	172 478	173 975	177 494
Dépenses privées	78 403	75 649	78 224	82 418	86 734	90 050	93 393	96 762	99 171	99 704	98 064	99 602	101 237	104 406
en % PIB	56,4	56,3	57,0	57,3	58,6	58,8	58,5	58,0	58,8	58,9	59,2	59,7	59,7	59,1
Dépenses publiques	34 861	34 784	35 290	35 487	36 584	38 284	37 947	39 634	40 517	41 726	42 806	43 861	43 779	43 391
en % PIB	25,1	25,9	25,7	24,7	24,7	25,0	23,8	23,7	24,0	24,6	25,9	26,3	25,8	24,6
Investissements privés	16 726	14 784	15 986	17 589	19 051	21 173	24 860	26 221	27 720	27 261	25 650	24 591	24 235	24 681
en % PIB	12,0	11,0	11,6	12,2	12,9	13,8	15,6	15,7	16,4	16,1	15,5	14,7	14,3	14,0
Investissements publics	2 432	2 234	2 492	2 768	3 514	3 255	3 136	3 457	3 956	4 135	4 461	4 398	4 690	4 978
en % PIB	1,7	1,7	1,8	1,9	2,4	2,1	2,0	2,1	2,3	2,4	2,7	2,6	2,8	2,8
Investissements totaux	19 158	17 018	18 478	20 357	22 565	24 428	27 996	29 678	31 676	31 396	30 111	28 989	28 925	29 659
en % PIB	13,8	12,7	13,5	14,2	15,2	16,0	17,5	17,8	18,8	18,5	18,2	17,4	17,0	16,8
Exp. Internationales	26 962	25 501	26 533	30 696	30 820	32 509	30 503	34 748	35 807	38 388	37 640	39 985	45 614	53 964
en % PIB	19,4	19,0	19,3	21,3	20,8	21,2	19,1	20,8	21,2	22,7	22,7	24,0	26,9	30,6
Imp. Internationales	26 055	21 290	23 704	27 971	31 368	32 710	34 414	39 069	42 382	44 914	46 190	46 952	51 064	51 798
en % PIB	18,7	15,8	17,3	19,5	21,2	21,4	21,5	23,4	25,1	26,5	27,9	28,1	30,1	29,3
Produit intérieur brut	139 131	134 415	137 238	143 797	148 109	153 115	159 701	166 943	168 549	169 369	165 565	166 870	169 683	176 607

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Demande intérieure	176 701	181 861	186 974	192 195	200 672	207 679	212 567	220 676	230 074	241 388	249 455	258 808
Dépenses privées	106 511	109 835	114 163	116 870	121 009	125 163	127 925	132 450	136 614	141 078	146 171	151 270
en % PIB	59,2	60,2	60,6	60,0	58,4	57,9	58,3	58,8	59,8	60,0	60,8	61,6
Dépenses publiques	42 633	42 434	41 025	41 633	42 740	44 001	45 676	46 695	48 520	49 714	50 775	52 377
en % PIB	23,7	23,3	21,8	21,4	20,6	20,4	20,8	20,7	21,2	21,2	21,1	21,3
Investissements privés	22 672	24 667	26 952	28 580	31 613	33 086	32 531	34 767	37 810	42 905	43 823	46 011
en % PIB	12,6	13,5	14,3	14,7	15,3	15,3	14,8	15,4	16,5	18,3	18,2	18,7
Investissements publics	4 860	4 907	4 834	5 113	5 310	5 429	6 435	6 764	7 130	7 691	8 686	9 150
en % PIB	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6	2,5	2,9	3,0	3,1	3,3	3,6	3,7
Investissements totaux	27 532	29 574	31 786	33 693	36 923	38 515	38 966	41 531	44 940	50 596	52 509	55 161
en % PIB	15,3	16,2	16,9	17,3	17,8	17,8	17,8	18,4	19,7	21,5	21,8	22,5
Exp. Internationales	56 935	59 972	65 694	72 159	82 000	93 385	88 442	87 852	84 044	85 837	90 266	92 413
en % PIB	31,7	32,9	34,9	37,1	39,6	43,2	40,3	39,0	36,8	36,5	37,5	37,6
Imp. Internationales	53 918	57 982	66 358	70 880	78 450	85 748	79 744	80 120	83 395	89 658	97 806	103 975
en % PIB	30,0	31,8	35,2	36,4	37,9	39,7	36,4	35,6	36,5	38,2	40,7	42,3
Produit intérieur brut	179 770	182 506	188 423	194 672	207 100	216 210	219 242	225 151	228 495	234 955	240 544	245 681

Source
Statistique Canada: CANSIM Tableau 384-0002

TABLEAU 9D

COMMERCE EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, 1981-2006

(aux prix constants de 1997) (millions \$)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Exportations totales	61 087	56 454	58 317	62 869	64 407	66 375	66 916	73 897	75 499	77 629	74 257	75 293	80 859	88 286
en % PIB	43,9	42,0	42,5	43,7	43,5	43,3	41,9	44,3	44,8	45,8	44,9	45,1	47,7	50,0
Exportations vers le ROC	34 125	30 953	31 784	32 173	33 587	33 866	36 413	39 149	39 692	39 241	36 617	35 308	35 245	34 322
en % PIB	24,5	23,0	23,2	22,4	22,7	22,1	22,8	23,5	23,5	23,2	22,1	21,2	20,8	19,4
Exportations internationales	26 962	25 501	26 533	30 696	30 820	32 509	30 503	34 748	35 807	38 388	37 640	39 985	45 614	53 964
en % PIB	19,4	19,0	19,3	21,3	20,8	21,2	19,1	20,8	21,2	22,7	22,7	24,0	26,9	30,6
Importations totales	56 815	48 711	53 004	60 133	63 873	66 718	70 212	76 822	81 361	81 856	79 802	79 674	85 350	87 669
en % PIB	40,8	36,2	38,6	41,8	43,1	43,6	44,0	46,0	48,3	48,3	48,2	47,7	50,3	49,6
Importations du ROC	30 760	27 421	29 300	32 162	32 505	34 008	35 798	37 753	38 979	36 942	33 612	32 722	34 286	35 871
en % PIB	22,1	20,4	21,3	22,4	21,9	22,2	22,4	22,6	23,1	21,8	20,3	19,6	20,2	20,3
Importations internationales	26 055	21 290	23 704	27 971	31 368	32 710	34 414	39 069	42 382	44 914	46 190	46 952	51 064	51 798
en % PIB	18,7	15,8	17,3	19,5	21,2	21,4	21,5	23,4	25,1	26,5	27,9	28,1	30,1	29,3
Produit intérieur brut	139 131	134 415	137 238	143 797	148 109	153 115	159 701	166 943	168 549	169 369	165 565	166 870	169 683	176 607

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations totales	92 640	94 705	103 130	109 749	122 280	135 539	132 677	132 723	129 983	131 346	135 556	139 643
en % PIB	51,5	51,9	54,7	56,4	59,0	62,7	60,5	58,9	56,9	55,9	56,4	56,8
Exportations vers le ROC	35 705	34 733	37 436	37 590	40 280	42 154	44 235	44 871	45 939	45 509	45 290	47 230
en % PIB	19,9	19,0	19,9	19,3	19,4	19,5	20,2	19,9	20,1	19,4	18,8	19,2
Exportations internationales	56 935	59 972	65 694	72 159	82 000	93 385	88 442	87 852	84 044	85 837	90 266	92 413
en % PIB	31,7	32,9	34,9	37,1	39,6	43,2	40,3	39,0	36,8	36,5	37,5	37,6
Importations totales	89 982	94 997	103 433	108 634	118 479	130 186	124 723	126 650	131 458	138 516	146 648	153 684
en % PIB	50,1	52,1	54,9	55,8	57,2	60,2	56,9	56,3	57,5	59,0	61,0	62,6
Importations du ROC	36 064	37 015	37 075	37 754	40 029	44 438	44 979	46 530	48 063	48 858	48 842	49 709
en % PIB	20,1	20,3	19,7	19,4	19,3	20,6	20,5	20,7	21,0	20,8	20,3	20,2
Importations internationales	53 918	57 982	66 358	70 880	78 450	85 748	79 744	80 120	83 395	89 658	97 806	103 975
en % PIB	30,0	31,8	35,2	36,4	37,9	39,7	36,4	35,6	36,5	38,2	40,7	42,3
Produit intérieur brut	179 770	182 506	188 423	194 672	207 100	216 210	219 242	225 151	228 495	234 955	240 544	245 681

Source

Statistique Canada: CANSIM Tableau 384-0002

TABLEAU 9E
POURCENTAGE DU ROC DANS LE PIB CANADIEN, 1981-2006

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Demande intérieure	77,6	77,7	77,3	76,9	77,0	76,8	76,8	77,1	77,2	77,2	97,7	77,4	77,3	77,5
Dépenses privées	76,9	77,1	77,0	76,8	76,8	76,8	76,9	77,1	77,3	77,5	77,6	77,6	77,6	77,6
Dépenses publiques	74,4	75,0	75,0	75,2	75,5	74,8	75,3	75,4	75,5	75,7	75,8	75,4	75,5	75,4
Investissements privés	82,9	82,5	81,3	79,8	80,1	79,1	78,1	79,1	79,0	78,4	78,5	79,1	79,0	80,1
Investissements publics	79,9	82,3	79,7	78,5	75,7	77,9	79,6	78,6	78,0	78,5	78,3	78,7	77,0	77,2
Investissements totaux	82,6	82,5	81,1	79,7	79,5	79,0	78,3	79,0	78,9	78,4	78,5	79,1	78,7	79,7
Exportations totales	77,6	78,5	79,0	79,5	80,5	80,5	82,2	81,5	81,2	80,8	81,6	81,8	81,3	80,5
Importations totales	78,0	78,6	78,5	78,5	77,9	78,8	78,8	78,9	78,4	77,7	77,7	78,7	78,4	79,8
Produit intérieur brut	76,6	76,7	76,8	77,0	77,6	77,4	77,4	77,5	77,8	77,8	77,9	77,9	78,0	78,2
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006		
Demande intérieure	77,8	77,7	78,2	78,2	78,2	78,3	78,5	78,3	78,3	78,2	78,5	78,8		
Dépenses privées	77,7	77,5	77,6	77,7	77,8	77,9	78,0	78,0	78,0	78,1	78,2	78,4		
Dépenses publiques	75,7	75,5	76,1	76,5	76,4	76,4	76,5	76,5	76,4	76,6	76,8	76,8		
Investissements privés	81,4	81,1	82,6	82,1	81,4	81,6	82,3	81,4	81,2	80,4	81,6	82,1		
Investissements publics	77,2	76,3	76,0	74,5	77,2	78,0	76,7	76,1	76,5	75,9	75,1	75,8		
Investissements totaux	80,8	80,5	81,8	81,2	80,9	81,1	81,6	80,7	80,6	79,9	80,8	81,3		
Exportations totales	81,1	81,2	81,2	81,0	80,5	79,6	80,0	80,4	80,9	81,7	81,3	81,1		
Importations totales	80,2	79,9	80,0	79,7	79,2	79,0	79,5	79,7	79,8	80,0	79,9	79,9		
Produit intérieur brut	78,4	78,4	78,7	78,8	78,6	78,8	78,8	78,9	79,1	79,2	79,4	79,5		

Source
Tableau 9A et 9B

TABLEAU 9F
POURCENTAGE DU QUÉBEC DANS LE PIB CANADIEN, 1981-2006

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Demande intérieure	22,4	22,3	22,7	23,1	23,0	23,2	23,2	22,9	22,8	22,8	2,3	22,6	22,7	22,5
Dépenses privées	23,1	22,9	23,0	23,2	23,2	23,2	23,1	22,9	22,7	22,5	22,4	22,4	22,4	22,4
Dépenses publiques	25,6	25,0	25,0	24,8	24,5	25,2	24,7	24,6	24,5	24,3	24,2	24,6	24,5	24,6
Investissements privés	17,1	17,5	18,7	20,2	19,9	20,9	21,9	20,9	21,0	21,6	21,5	20,9	21,0	19,9
Investissements publics	20,1	17,7	20,3	21,5	24,3	22,1	20,4	21,4	22,0	21,5	21,7	21,3	23,0	22,8
Investissements totaux	17,4	17,5	18,9	20,3	20,5	21,0	21,7	21,0	21,1	21,6	21,5	20,9	21,3	20,3
Exportations internationales	22,4	21,5	21,0	20,5	19,5	19,5	17,8	18,5	18,8	19,2	18,4	18,2	18,7	19,5
Importation internationales	22,0	21,4	21,5	21,5	22,1	21,2	21,2	21,1	21,6	22,3	22,3	21,3	21,6	20,2
Produit intérieur brut	23,4	23,3	23,2	23,0	22,4	22,6	22,6	22,5	22,2	22,2	22,1	22,1	22,0	21,8

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Demande intérieure	22,2	22,3	21,8	21,8	21,8	21,7	21,5	21,7	21,7	21,8	21,5	21,2
Dépenses privées	22,3	22,5	22,4	22,3	22,2	22,1	22,0	22,0	22,0	21,9	21,8	21,6
Dépenses publiques	24,3	24,5	23,9	23,5	23,6	23,6	23,5	23,5	23,6	23,4	23,2	23,2
Investissements privés	18,6	18,9	17,4	17,9	18,6	18,4	17,7	18,6	18,8	19,6	18,4	17,9
Investissements publics	22,8	23,7	24,0	25,5	22,8	22,0	23,3	23,9	23,5	24,1	24,9	24,2
Investissements totaux	19,2	19,5	18,2	18,8	19,1	18,9	18,4	19,3	19,4	20,1	19,2	18,7
Exportations internationales	18,9	18,8	18,8	19,0	19,5	20,4	20,0	19,6	19,1	18,3	18,7	18,9
Importation internationales	19,8	20,1	20,0	20,3	20,8	21,0	20,5	20,3	20,2	20,0	20,1	20,1
Produit intérieur brut	21,6	21,6	21,3	21,2	21,4	21,2	21,2	21,1	20,9	20,8	20,6	20,5

Source
Tableau 9A et 9C

TABLEAU 10A

CROISSANCE DES EXPORTATIONS PAR NIVEAUX TECHNOLOGIQUES, CANADA 1990-2006

En millions de \$	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Haute technologie	11 856	12 872	12 972	13 789	16 849	21 305	22 929	24 666	34 748	37 932	52 135	44 471	38 043	35 415	36 749	39 394	41 608
% Variation	31,6	8,6	0,8	6,3	22,2	26,4	7,6	7,6	40,9	9,2	37,4	-14,7	-14,5	-6,9	3,8	7,2	5,6
Moyenne-haute technologie	50 638	48 445	55 818	68 379	84 171	94 315	95 485	106 064	115 181	134 554	139 683	135 225	139 166	127 690	135 822	137 220	133 360
% Variation	1,4	-4,3	15,2	22,5	23,1	12,1	1,2	11,1	8,6	16,8	3,8	-3,2	2,9	-8,2	6,4	1,0	-2,8
Moyenne-faible technologie	19 301	18 846	20 397	23 316	27 425	33 572	36 842	38 663	42 476	43 506	50 672	51 612	54 672	53 583	61 596	68 062	77 465
% Variation	8,5	-2,4	8,2	14,3	17,6	22,4	9,7	4,9	9,9	2,4	16,5	1,9	5,9	-2,0	15,0	10,5	13,8
Faible technologie	30 798	29 088	33 013	38 852	46 322	57 000	56 554	60 022	68 385	75 232	81 627	79 853	79 842	74 723	80 768	76 931	71 439
% Variation	1,9	-5,6	13,5	17,7	19,2	23,1	-0,8	6,1	13,9	10,0	8,5	-2,2	0,0	-6,4	8,1	-4,8	-7,1
Total	112 593	109 251	122 200	144 336	174 767	206 192	211 810	229 415	260 790	291 224	324 117	311 161	311 723	291 411	314 935	321 607	323 872
% Variation	5,3	-3,0	11,9	18,1	21,1	18,0	2,7	8,3	13,7	11,7	11,3	-4,0	0,2	-6,5	8,1	2,1	0,7

Source

Institut de la statistique du Québec 2006

TABLEAU 10B

CROISSANCE DES EXPORTATIONS PAR NIVEAU TECHNOLOGIQUES, ROC 1990-2006

En millions de \$	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Haute technologie	6 393	7 207	7 333	7 228	9 846	12 767	13 059	14 049	20 722	21 993	28 808	24 789	20 950	18 675	20 779	23 015	26 184
% Variation	31,6	12,7	1,7	-1,4	36,2	29,7	2,3	7,6	47,5	6,1	31,0	-14,0	-15,5	-10,9	11,3	10,8	13,8
% Canada	53,9	56,0	56,5	52,4	58,4	59,9	57,0	57,0	59,6	58,0	55,3	55,7	55,1	52,7	56,5	58,4	62,9
Moyenne-haute technologie	46 225	44 997	52 604	61 981	75 615	85 289	87 309	97 209	105 452	124 434	128 262	124 304	128 353	118 382	125 086	125 710	121 383
% Variation	1,4	-2,7	16,9	17,8	22,0	12,8	2,4	11,3	8,5	18,0	3,1	-3,1	3,3	-7,8	5,7	0,5	-3,4
% Canada	91,3	92,9	94,2	90,6	89,8	90,4	91,4	91,7	91,6	92,5	91,8	91,9	92,2	92,7	92,1	91,6	91,0
Moyenne-faible technologie	13 952	13 527	14 541	16 451	18 698	22 615	25 714	26 857	31 047	31 786	37 825	38 177	40 851	40 439	46 496	51 661	57 135
% Variation	8,5	-3,0	7,5	13,1	13,7	20,9	13,7	4,4	15,6	2,4	19,0	0,9	7,0	-1,0	15,0	11,1	10,6
% Canada	72,3	71,8	71,3	70,6	68,2	67,4	69,8	69,5	73,1	73,1	74,6	74,0	74,7	75,5	75,5	75,9	73,8
Faible technologie	23 754	22 001	24 942	29 144	35 248	43 102	41 871	44 275	49 992	55 475	60 196	58 004	58 124	54 398	59 134	56 154	52 218
% Variation	1,9	-7,4	13,4	16,8	20,9	22,3	-2,9	5,7	12,9	11,0	8,5	-3,6	0,2	-6,4	8,7	-5,0	-7,0
% Canada	77,1	75,6	75,6	75,0	76,1	75,6	74,0	73,8	73,1	73,7	73,7	72,6	72,8	72,8	73,2	73,0	73,1
Total	90 324	87 732	99 420	114 804	139 407	163 773	167 953	182 390	207 213	233 688	255 091	245 274	248 278	231 894	251 495	256 540	256 920
% Variation	...	-2,9	13,3	15,5	21,4	17,5	2,6	8,6	13,6	12,8	9,2	-3,8	1,2	-6,6	8,5	2,0	0,1
% Canada	80,2	80,3	81,4	79,5	79,8	79,4	79,3	79,5	79,5	80,2	78,7	78,8	79,6	79,6	79,9	79,8	79,3

Source

Institut de la statistique du Québec 2006

TABLEAU 10C

CROISSANCE DES EXPORTATIONS PAR NIVEAU TECHNOLOGIQUES, QUÉBEC 1990-2006

En millions de \$	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Haute technologie	5 463	5 665	5 639	6 561	7 003	8 538	9 870	10 617	14 026	15 939	23 327	19 682	17 093	16 740	15 970	16 379	15 424
% Variation	49,4	3,7	-0,5	16,4	6,7	21,9	15,6	7,6	32,1	13,6	46,4	-15,6	-13,2	-2,1	-4,6	2,6	-5,8
% Canada	46,1	44,0	43,5	47,6	41,6	40,1	43,0	43,0	40,4	42,0	44,7	44,3	44,9	47,3	43,5	41,6	37,1
Moyenne-haute technologie	4 413	3 448	3 214	6 398	8 556	9 026	8 176	8 855	9 729	10 120	11 421	10 921	10 813	9 308	10 736	11 510	11 977
% Variation	-1,8	-21,9	-6,8	99,1	33,7	5,5	-9,4	8,3	9,9	4,0	12,9	-4,4	-1,0	-13,9	15,3	7,2	4,1
% Canada	8,7	7,1	5,8	9,4	10,2	9,6	8,6	8,3	8,4	7,5	8,2	8,1	7,8	7,3	7,9	8,4	9,0
Moyenne-faible technologie	5 349	5 319	5 856	6 865	8 727	10 957	11 128	11 806	11 429	11 720	12 847	13 435	13 821	13 144	15 100	16 401	20 330
% Variation	-4,1	-0,6	10,1	17,2	27,1	25,6	1,6	6,1	-3,2	2,5	9,6	4,6	2,9	-4,9	14,9	8,6	24,0
% Canada	27,7	28,2	28,7	29,4	31,8	32,6	30,2	30,5	26,9	26,9	25,4	26,0	25,3	24,5	24,5	24,1	26,2
Faible technologie	7 044	7 087	8 071	9 708	11 074	13 898	14 683	15 747	18 393	19 757	21 431	21 849	21 718	20 325	21 634	20 777	19 221
% Variation	1,5	0,6	13,9	20,3	14,1	25,5	5,6	7,2	16,8	7,4	8,5	2,0	-0,6	-6,4	6,4	-4,0	-7,5
% Canada	22,9	24,4	24,4	25,0	23,9	24,4	26,0	26,2	26,9	26,3	26,3	27,4	27,2	27,2	26,8	27,0	26,9
Total	22 269	21 519	22 780	29 532	35 360	42 419	43 857	47 025	53 577	57 536	69 026	65 887	63 445	59 517	63 440	65 067	66 952
% Variation	7,8	-3,4	5,9	29,6	19,7	20,0	3,4	7,2	13,9	7,4	20,0	-4,5	-3,7	-6,2	6,6	2,6	2,9
% Canada	19,8	19,7	18,6	20,5	20,2	20,6	20,7	20,5	20,5	19,8	21,3	21,2	20,4	20,4	20,1	20,2	20,7

Source

Institut de la statistique du Québec 2006

TABLEAU 10D
CROISSANCE DES EXPORTATIONS PAR NIVEAU TECHNOLOGIQUES, %, 1990-2006

	Canada	ROC	Québec
Haute technologie			
1990-1994	42,1	54,0	28,2
1995-1999	78,0	72,3	86,7
2000-2006	-20,2	-9,1	-33,9
1990-2006	250,9	309,6	182,3
Faible technologie			
1990-1994	50,4	48,4	57,2
1995-1999	32,0	28,7	42,2
2000-2006	-12,5	-13,3	-10,3
1990-2006	132,0	119,8	172,9
Total			
1990-1994	55,2	54,3	58,8
1995-1999	41,2	42,7	35,6
2000-2006	-0,1	0,7	-3,0
1990-2006	187,6	184,4	200,7

Source

Tableau 10A, 10B, 10C

TABLEAU 11A
DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT (QUÉBEC) AU 31 MARS 1976-2006

Année	Dette totale		Dette totale en dollars par personne			
	en millions de dollars	en % du PIB	Pop. totale	Pop. de 15 ans +	Pop. active	Pop. employé
1976	5 134	12,4	805	1 083	1 843	2 019
1977	6 389	13,2	995	1 328	2 240	2 500
1978	7 731	14,6	1 202	1 590	2 650	2 978
1979	9 240	15,7	1 432	1 877	3 098	3 432
1980	11 070	16,8	1 706	2 220	3 614	4 016
1981	14 667	20,1	2 245	2 909	4 701	5 255
1982	17 612	21,9	2 680	3 463	5 738	6 671
1983	20 974	24,6	3 181	4 097	6 707	7 815
1984	24 425	26,6	3 689	4 738	7 685	8 842
1985	27 945	27,9	4 199	5 378	8 633	9 846
1986	31 631	29,4	4 726	6 036	9 601	10 799
1987	34 959	29,9	5 167	6 607	10 392	11 568
1988	37 702	29,4	5 528	7 062	11 074	12 235
1989	39 688	28,1	5 746	7 359	11 467	12 685
1990	42 019	28,3	6 020	7 700	11 987	13 381
1991	45 864	29,9	6 507	8 313	13 063	14 870
1992	51 249	33,0	7 224	9 210	14 722	16 866
1993	58 899	37,2	8 243	10 497	16 859	19 433
1994	65 643	40,4	9 138	11 615	18 596	21 211
1995	74 465	43,7	10 328	13 078	21 030	23 751
1996	76 510	43,1	10 570	13 336	21 542	24 446
1997	78 086	43,3	10 744	13 528	21 798	24 611
Après la réforme de la comptabilité gouvernementale						
1998	98 385	52,2	13 495	16 945	27 092	30 203
1999	101 113	51,5	13 822	17 299	27 547	30 382
2000	102 120	48,4	13 899	17 341	27 470	30 011
2001	104 848	46,6	14 200	17 651	27 803	30 477
2002	107 175	46,3	14 420	17 877	27 427	30 022
2003	111 342	46,1	14 889	18 405	27 886	30 683
2004	114 725	45,8	15 234	18 768	28 509	31 171
2005	116 596	44,3	15 377	18 860	28 770	31 366
2006	118 302	43,2	15 491	18 924	28 895	31 418
2007 (P)	122 427	43,1				
2008 (P)	125 406	42,3				
2009 (P)	127 562	41,6				

Source

Plan budgétaire 2007-2008 (Finances Québec) (février 2007)

Enquête sur la population active 1976 à 2006 (Statistique Canada - Traitement de l'Institut de la Statistique du Québec)

TABLEAU 11B

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT (QUÉBEC) AU 31 MARS 2007^P

(en millions de dollars)

	Dettes directes consolidées			Régimes de retraite				Dettes totales
	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Total	Passif au titre des régimes de retraite	Moins: Fonds d'amortissements des régimes de retraite	Passif net au titre des régimes de retraite	Moins: Fonds des générations	
Dettes au 31 mars 2007	83 785	12 618	96 403	59 598	-27 044	32 554	-575	128 382
Emprunts effectués par anticipation	-5 955	-	-5 955	-	-	-	-	-5 955
TOTAL	77 830	12 618	90 448	59 598	-27 044	32 554	-575	122 427

Source

Plan budgétaire 2007-2008 (Finances Québec), Tableau D.1 (février 2007)

P: Résultats préliminaires.

TABLEAU 11C
DETTE À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC (QUÉBEC) AU 31 MARS 2003-2007
(en milliards de dollars)

	2003	2004	2005	2006	2007
Dettes totales du gouvernement	111,3	114,7	116,6	118,3	122,4
Réseau de l'éducation et de la santé et des services sociaux	11,0	10,9	12,3	13,1	14,2
Hydro-Québec	35,6	34,3	33,0	32,4	32,7
Autres entreprises du gouvernement	4,0	3,6	3,7	3,5	3,5
Municipalités et organismes municipaux	16,5	17,2	17,1	18,3	18,9
Total	178,4	180,7	182,7	185,6	191,7
En % du PIB	73,9	72,1	69,5	67,9	67,4

Source

Plan budgétaire 2007-2008 (Finances Québec), Tableau D.9 (février 2007)

TABLEAU 11D
DETTE TOTALE, CANADA ET LES PROVINCES 1970-2005 (SYSTÈME DE GESTION FINANCIÈRE)

Année	Canada	Terre-Neuve	I-P-Edouard	N.-Ecosse	N.-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewa	Alberta	C.-Britannique
1970	13 730	560	123	910	540	2 941	5 634	646	819	1 012	494
1971	15 645	681	134	1 060	632	3 245	6 473	784	742	1 223	601
1972	18 746	822	142	1 171	743	3 862	8 143	858	784	1 443	688
1973	21 183	1 034	155	1 229	788	4 444	9 275	936	814	1 604	783
1974	24 557	1 204	168	1 310	1 234	5 032	10 441	1 077	850	2 175	920
1975	28 854	1 414	198	1 454	1 299	5 771	12 690	1 408	991	2 361	1 065
1976	34 988	1 638	223	1 606	1 458	7 421	15 408	1 786	1 160	2 592	1 473
1977	42 523	2 515	228	1 775	1 627	8 674	18 209	2 348	1 670	3 438	1 793
1978	49 386	2 729	267	1 924	1 945	10 126	20 981	3 010	2 001	4 103	2 045
1979	57 844	3 030	297	2 089	2 178	11 700	24 121	3 417	2 923	5 404	2 394
1980	63 784	3 141	332	2 329	2 291	14 099	25 712	3 470	3 447	6 017	2 636
1981	74 907	3 219	383	2 690	2 722	17 965	27 284	3 658	3 743	9 270	3 781
1982	89 185	3 550	429	3 297	3 083	21 558	30 058	4 383	4 952	12 964	4 697
1983	116 292	3 774	468	3 837	4 302	36 019	33 580	5 359	6 100	16 450	6 170
1984	131 456	4 159	507	4 502	4 937	41 110	37 240	6 222	6 962	17 231	8 343
1985	149 651	5 494	557	5 078	5 598	46 420	40 625	7 531	7 980	19 403	10 708
1986	166 046	5 946	646	5 854	5 598	52 785	44 082	9 444	10 039	19 033	12 334
1987	185 141	6 335	827	6 144	6 057	56 289	46 396	11 130	11 651	25 614	14 395
1988	198 141	6 784	879	6 513	7 145	58 152	48 044	12 978	12 209	27 211	17 877
1989	212 275	7 278	1 024	6 790	7 489	61 694	51 104	13 648	12 770	29 593	20 489
1990	231 747	7 591	1 095	7 806	7 518	65 742	58 690	13 552	14 507	33 156	21 661
1991	245 259	7 964	1 271	8 442	8 432	68 000	63 994	15 088	14 716	31 774	25 108
1992	274 517	8 008	1 390	9 200	9 457	76 211	72 731	17 307	17 377	32 730	29 558
1993	312 917	9 255	1 554	10 028	10 908	86 684	88 838	18 408	17 992	33 315	35 417
1994	351 006	10 024	1 685	11 373	12 101	96 934	101 742	20 531	19 295	35 636	40 998
1995	382 096	10 552	1 757	12 889	13 135	106 430	112 141	20 917	19 521	34 945	48 884
1996	415 743	10 604	1 834	12 932	13 504	111 135	126 110	20 660	19 327	33 380	65 127
1997	422 749	10 709	1 771	13 002	13 896	115 755	127 649	20 943	18 654	30 025	69 824
1998	443 191	10 637	1 701	14 319	14 569	122 330	131 545	21 785	18 366	28 404	78 793
1999	458 736	11 253	1 746	15 293	14 614	132 678	133 091	23 265	18 378	26 810	80 817
2000	490 497	11 212	1 781	16 518	15 435	136 497	149 090	24 382	18 788	25 802	90 030
2001	495 927	11 688	1 859	17 576	15 594	144 446	147 594	25 052	17 888	24 361	88 926
2002	507 799	11 793	1 827	18 336	16 088	152 810	149 297	25 713	18 137	23 494	89 005
2003	513 968	12 020	2 048	18 160	16 034	162 134	151 109	24 795	18 309	21 546	86 542
2004	542 100	12 359	2 087	17 927	16 722	168 058	163 433	24 978	18 716	21 188	95 280
2005	569 362	13 072	2 115	17 658	16 950	176 658	175 514	25 907	18 370	22 774	98 819

Source

Système de gestion financière de Statistique Canada, tableau 385-0014

Calcul : Dette totale = Passif

TABLEAU 11E

DETTE NETTE, CANADA ET LES PROVINCES 1970-2005 (SYSTÈME DE GESTION FINANCIÈRE)

Année	Canada	Terre-Neuve	I.-P.-Édouard	N.-Écosse	N.-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewa	Alberta	C.-Britannique
1970	3 696	329	71	267	313	1 689	1 916	36	-84	-362	-511
1971	3 511	365	77	310	352	1 774	1 890	-5	-137	-349	-813
1972	5 095	463	82	326	371	2 041	3 046	16	-157	-203	-952
1973	5 687	506	83	342	398	2 317	3 382	19	-186	-174	-1 081
1974	6 746	575	84	356	726	2 512	3 982	30	-283	-19	-1 320
1975	7 906	664	91	378	789	2 763	5 651	100	-474	-871	-1 327
1976	10 483	781	103	424	893	3 513	7 287	263	-581	-1 451	-897
1977	13 586	1 514	93	480	1 001	4 510	9 369	431	-608	-2 283	-1 064
1978	15 501	1 690	119	566	1 169	5 662	11 409	930	-646	-4 090	-1 447
1979	16 659	1 968	129	731	1 230	6 715	13 074	997	-208	-6 479	-1 647
1980	17 283	2 142	133	812	1 232	8 214	13 649	956	93	-8 178	-1 930
1981	21 812	2 153	150	966	1 624	10 910	14 690	1 034	-9	-8 201	-1 513
1982	20 862	2 319	150	1 439	1 788	9 107	15 193	1 275	-121	-8 951	-1 318
1983	42 259	2 490	180	1 820	2 913	22 942	18 678	1 688	214	-8 477	-188
1984	51 976	2 768	180	2 271	3 332	26 874	21 496	2 253	716	-8 610	754
1985	63 074	3 824	190	2 720	3 678	31 642	23 699	3 346	1 214	-8 540	1 376
1986	76 065	4 029	268	3 145	3 570	37 234	27 804	4 600	1 969	-8 374	1 960
1987	89 532	4 262	394	3 342	3 869	39 504	29 954	5 698	3 421	-3 243	2 502
1988	97 494	4 626	417	3 543	4 626	40 388	31 804	6 531	4 073	-664	2 326
1989	101 510	5 028	468	3 611	4 769	42 256	32 659	5 988	4 378	1 221	1 342
1990	112 015	5 202	523	4 615	4 292	44 708	37 683	6 094	4 996	3 512	620
1991	116 652	5 468	648	4 892	4 463	45 586	40 966	6 349	5 239	2 342	932
1992	143 065	5 639	700	5 431	5 010	52 011	51 261	7 115	8 647	4 152	3 308
1993	173 691	6 804	760	6 884	5 329	59 941	63 797	8 137	9 391	7 646	5 178
1994	202 446	7 401	921	8 381	5 711	68 112	77 052	9 266	10 974	9 346	5 464
1995	224 041	7 910	1 078	9 419	5 937	77 005	86 045	9 281	11 083	8 513	7 980
1996	235 896	7 888	1 045	8 917	5 743	80 312	97 016	8 918	11 046	7 084	8 166
1997	241 746	7 780	1 021	8 627	5 570	84 976	104 163	8 571	9 776	4 022	7 510
1998	245 223	7 651	1 045	8 616	5 694	87 587	108 137	8 622	9 890	1 603	6 556
1999	258 271	8 150	1 003	9 158	5 546	91 148	108 761	9 112	10 017	391	15 162
2000	256 166	8 389	1 034	10 158	6 393	90 161	107 409	9 050	10 037	-2 504	16 123
2001	241 813	8 702	1 021	11 051	6 151	88 122	103 140	9 277	9 147	-9 983	15 448
2002	249 431	9 082	1 082	11 286	5 998	91 717	103 510	9 969	9 632	-9 118	16 554
2003	255 881	9 511	1 150	11 888	5 921	95 330	102 611	10 217	9 877	-10 575	20 119
2004	263 277	9 938	1 291	11 730	5 909	97 647	108 703	11 047	10 134	-14 345	21 255
2005	259 044	10 011	1 251	11 516	5 687	99 874	110 489	11 428	9 236	-19 661	19 201

Source

Système de gestion financière de Statistique Canada, tableau 385-0014

Calcul : Dette nette = Passif - Actif financier

TABLEAU 11F

DETTE TOTALE PAR HABITANT, CANADA ET LES PROVINCES 1970-2005 (SYSTÈME DE GESTION FINANCIÈRE)

Année	Canada	Terre-Neuve	I.-P.-Édouard	N.-Écosse	N.-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewa	Alberta	C.-Britannique
1970	646	1 085	1 118	1 167	863	490	748	659	869	637	233
1971	727	1 307	1 207	1 345	998	539	843	795	801	754	276
1972	846	1 530	1 253	1 463	1 147	626	1 027	858	851	855	300
1973	945	1 901	1 354	1 518	1 202	717	1 154	931	892	934	333
1974	1 081	2 200	1 454	1 604	1 862	805	1 278	1 061	936	1 245	379
1975	1 252	2 552	1 688	1 763	1 928	914	1 532	1 378	1 085	1 315	428
1976	1 497	2 921	1 885	1 926	2 121	1 164	1 837	1 734	1 249	1 399	583
1977	1 797	4 458	1 907	2 115	2 342	1 350	2 147	2 266	1 773	1 782	700
1978	2 066	4 815	2 200	2 281	2 783	1 574	2 447	2 892	2 105	2 046	785
1979	2 397	5 326	2 426	2 462	3 102	1 813	2 792	3 295	3 055	2 600	903
1980	2 612	5 498	2 691	2 735	3 250	2 172	2 950	3 359	3 573	2 775	968
1981	3 029	5 603	3 106	3 149	3 858	2 749	3 105	3 539	3 848	4 080	1 348
1982	3 561	6 189	3 475	3 843	4 363	3 281	3 380	4 200	5 032	5 511	1 641
1983	4 596	6 524	3 751	4 427	6 033	5 462	3 726	5 069	6 113	6 891	2 131
1984	5 147	7 171	4 013	5 140	6 864	6 208	4 077	5 818	6 881	7 206	2 843
1985	5 806	9 480	4 366	5 743	7 743	6 976	4 387	6 966	7 802	8 090	3 610
1986	6 381	10 304	5 031	6 592	7 727	7 886	4 693	8 661	9 767	7 850	4 119
1987	7 027	11 002	6 431	6 888	8 335	8 320	4 842	10 147	11 295	10 521	4 745
1988	7 426	11 798	6 802	7 272	9 799	8 527	4 913	11 785	11 871	11 118	5 776
1989	7 818	12 626	7 866	7 533	10 205	8 933	5 092	12 379	12 518	11 904	6 454
1990	8 405	13 146	8 395	8 599	10 177	9 419	5 731	12 275	14 377	13 093	6 630
1991	8 779	13 761	9 743	9 248	11 329	9 648	6 159	13 620	14 675	12 313	7 490
1992	9 712	13 815	10 630	10 025	12 656	10 742	6 910	15 577	17 329	12 487	8 585
1993	10 942	15 948	11 791	10 870	14 577	12 131	8 338	16 501	17 903	12 532	10 000
1994	12 143	17 413	12 669	12 279	16 146	13 493	9 442	18 317	19 133	13 240	11 244
1995	13 081	18 541	13 096	13 893	17 496	14 761	10 282	18 556	19 276	12 824	13 032
1996	14 086	18 877	13 554	13 906	17 959	15 354	11 425	18 251	18 989	12 082	16 919
1997	14 177	19 358	13 027	13 952	18 467	15 927	11 417	18 438	18 327	10 672	17 762
1998	14 733	19 605	12 540	15 362	19 397	16 779	11 617	19 174	18 054	9 872	19 808
1999	15 131	21 050	12 834	16 406	19 483	18 138	11 619	20 398	18 090	9 126	20 192
2000	16 031	21 168	13 066	17 679	20 565	18 578	12 827	21 277	18 613	8 632	22 322
2001	16 043	22 334	13 618	18 839	20 798	19 562	12 478	21 790	17 855	8 009	21 871
2002	16 241	22 688	13 352	19 638	21 462	20 561	12 403	22 291	18 193	7 577	21 677
2003	16 278	23 174	14 934	19 410	21 350	21 680	12 377	21 390	18 409	6 846	20 895
2004	17 005	23 866	15 147	19 135	22 242	22 315	13 225	21 394	18 822	6 637	22 751
2005	17 696	25 315	15 345	18 829	22 530	23 298	14 048	22 022	18 471	7 030	23 315

Source

Système de gestion financière de Statistique Canada, tableau 385-0014, tableau 051-0005

Calcul : Dette totale = Passif

TABLEAU 11G

DETTE NETTE PAR HABITANT, CANADA ET LES PROVINCES 1970-2005 (SYSTÈME DE GESTION FINANCIÈRE)

Année	Canada	Terre-Neuve	I-P-Edouard	N.-Ecosse	N.-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	C.-Britannique
1970	174	638	645	342	500	281	255	37	-89	-228	-241
1971	163	701	694	393	556	295	246	-5	-148	-215	-373
1972	230	862	724	407	572	331	384	16	-170	-120	-416
1973	254	930	725	422	607	374	421	19	-204	-101	-460
1974	297	1 050	727	436	1 096	402	487	30	-312	-11	-544
1975	343	1 198	776	458	1 171	438	682	98	-519	-485	-533
1976	449	1 393	871	509	1 299	551	869	255	-626	-783	-355
1977	574	2 684	778	572	1 441	702	1 105	416	-646	-1 183	-416
1978	648	2 982	980	671	1 672	880	1 331	894	-680	-2 040	-556
1979	690	3 459	1 054	861	1 752	1 041	1 513	961	-217	-3 118	-621
1980	708	3 749	1 078	954	1 748	1 266	1 566	925	96	-3 771	-709
1981	882	3 748	1 217	1 131	2 302	1 670	1 672	1 000	-9	-3 609	-539
1982	833	4 043	1 215	1 677	2 531	1 386	1 708	1 222	-123	-3 805	-460
1983	1 670	4 305	1 443	2 100	4 085	3 479	2 073	1 597	214	-3 551	-65
1984	2 035	4 773	1 425	2 593	4 633	4 058	2 353	2 107	708	-3 601	257
1985	2 447	6 598	1 489	3 076	5 088	4 755	2 559	3 095	1 187	-3 561	464
1986	2 923	6 982	2 087	3 541	4 928	5 563	2 960	4 219	1 916	-3 454	655
1987	3 398	7 402	3 064	3 747	5 324	5 839	3 126	5 195	3 316	-1 332	825
1988	3 654	8 045	3 227	3 956	6 345	5 922	3 252	5 931	3 960	-271	752
1989	3 739	8 723	3 595	4 006	6 499	6 118	3 254	5 431	4 291	491	423
1990	4 062	9 008	4 010	5 084	5 810	6 405	3 680	5 520	4 951	1 387	190
1991	4 176	9 448	4 967	5 359	5 997	6 468	3 943	5 731	5 225	908	278
1992	5 062	9 728	5 353	5 918	6 705	7 331	4 870	6 404	8 623	1 584	961
1993	6 074	11 725	5 767	7 462	7 121	8 389	5 987	7 294	9 344	2 876	1 462
1994	7 004	12 856	6 925	9 049	7 620	9 481	7 151	8 267	10 882	3 472	1 499
1995	7 670	13 899	8 035	10 153	7 908	10 680	7 889	8 233	10 944	3 124	2 127
1996	7 992	14 042	7 723	9 588	7 638	11 096	8 789	7 878	10 853	2 564	2 121
1997	8 107	14 063	7 510	9 257	7 402	11 692	9 317	7 546	9 605	1 430	1 910
1998	8 152	14 101	7 704	9 244	7 581	12 014	9 550	7 588	9 722	557	1 648
1999	8 519	15 246	7 373	9 824	7 394	12 460	9 495	7 989	9 860	133	3 788
2000	8 372	15 839	7 586	10 872	8 518	12 271	9 241	7 898	9 944	-838	3 997
2001	7 822	16 628	7 479	11 845	8 204	11 934	8 720	8 069	9 130	-3 282	3 799
2002	7 978	17 472	7 907	12 087	8 001	12 340	8 599	8 642	9 662	-2 941	4 032
2003	8 104	18 337	8 386	12 706	7 884	12 747	8 405	8 814	9 931	-3 360	4 858
2004	8 259	19 191	9 370	12 520	7 860	12 966	8 797	9 462	10 192	-4 493	5 075
2005	8 051	19 387	9 077	12 280	7 559	13 172	8 843	9 714	9 287	-6 069	4 530

Source

Système de gestion financière de Statistique Canada, tableau 385-0014, tableau 051-0005

Calcul : Dette totale = Passif - Actif financier

TABLEAU 12A

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR D'EXÉCUTION AU CANADA, 1981-2006

(en millions de dollars courants)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Administration fédérale	916	1 103	1 219	1 389	1 356	1 407	1 383	1 429	1 533	1 654	1 685	1 716	1 757
Administrations provinciales	109	138	141	139	134	149	151	162	188	206	238	208	192
Organismes de recherche provinciaux	53	56	60	67	79	68	77	80	84	96	90	85	77
Total secteur gouvernemental	1 078	1 297	1 420	1 595	1 569	1 624	1 611	1 671	1 805	1 956	2 013	2 009	2 026
Entreprises commerciales	2 124	2 489	2 602	3 022	3 635	4 022	4 341	4 623	4 779	5 169	5 355	5 742	6 424
Enseignement supérieur	1 177	1 373	1 452	1 604	1 722	1 839	1 934	2 669	2 844	3 033	3 289	3 519	3 660
Organismes privés sans but lucratifs	36	39	43	52	59	61	64	82	89	102	110	68	74
Tous les secteurs	4 415	5 198	5 517	6 273	6 985	7 546	7 950	9 045	9 517	10 260	10 767	11 338	12 184
% PIB	1,22	1,37	1,34	1,40	1,44	1,47	1,42	1,48	1,45	1,51	1,57	1,62	1,68
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Administration fédérale	1 753	1 727	1 792	1 720	1 743	1 859	2 080	2 103	2 190	2 083	2 257	2 138	2 145
Administrations provinciales	197	186	163	156	155	173	189	284	289	294	332	342	320
Organismes de recherche provinciaux	63	68	79	58	61	60	66	23	26	24	25	25	25
Total secteur gouvernemental	2 013	1 981	2 034	1 934	1 959	2 092	2 335	2 410	2 505	2 401	2 614	2 505	2 490
Entreprises commerciales	7 567	7 991	7 996	8 739	9 682	10 400	12 450	14 320	13 367	13 391	13 630	13 848	14 850
Enseignement supérieur	3 676	3 691	3 697	3 878	4 370	5 081	5 793	6 424	7 455	8 132	8 945	9 841	10 890
Organismes privés sans but lucratifs	86	91	89	82	77	63	57	52	56	68	70	74	127
Tous les secteurs	13 342	13 754	13 816	14 633	16 088	17 636	20 635	23 206	23 383	23 992	25 259	26 268	28 357
% PIB	1,73	1,70	1,65	1,66	1,76	1,80	1,92	2,09	2,03	1,98	1,96	1,92	1,97

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12B

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR D'EXÉCUTION AU CANADA, 1981-2006

(en pourcentage)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Administration fédérale	20,7	21,2	22,1	22,1	19,4	18,6	17,4	15,8	16,1	16,1	15,6	15,1	14,4
Administrations provinciales	2,5	2,7	2,6	2,2	1,9	2,0	1,9	1,8	2,0	2,0	2,2	1,8	1,6
Organismes de recherche provinciaux	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,7	0,6
Total secteur gouvernemental	24,4	25,0	25,7	25,4	22,5	21,5	20,3	18,5	19,0	19,1	18,7	17,7	16,6
Entreprises commerciales	48,1	47,9	47,2	48,2	52,0	53,3	54,6	51,1	50,2	50,4	49,7	50,6	52,7
Enseignement supérieur	26,7	26,4	26,3	25,6	24,7	24,4	24,3	29,5	29,9	29,6	30,5	31,0	30,0
Organismes privés sans but lucratifs	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	0,6	0,6
Tous les secteurs	100,0												
% PIB	1,22	1,37	1,34	1,40	1,44	1,47	1,42	1,48	1,45	1,51	1,57	1,62	1,68
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Administration fédérale	13,1	12,6	13,0	11,8	10,8	10,5	10,1	9,1	9,4	8,7	8,9	8,1	7,6
Administrations provinciales	1,5	1,4	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,1
Organismes de recherche provinciaux	0,5	0,5	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total secteur gouvernemental	15,1	14,4	14,7	13,2	12,2	11,9	11,3	10,4	10,7	10,0	10,3	9,5	8,8
Entreprises commerciales	56,7	58,1	57,9	59,7	60,2	59,0	60,3	61,7	57,2	55,8	54,0	52,7	52,4
Enseignement supérieur	27,5	26,8	26,8	26,5	27,2	28,8	28,1	27,7	31,9	33,9	35,4	37,5	38,4
Organismes privés sans but lucratifs	0,6	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4
Tous les secteurs	100,0												
% PIB	1,73	1,70	1,65	1,66	1,76	1,80	1,92	2,09	2,03	1,98	1,96	1,92	1,97

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12C

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR D'EXÉCUTION DANS LE RESTE DU CANADA (ROC), 1981-2004

(en millions de dollars courants)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Administration fédérale	849	1019	1119	1234	1170	1255	1234	1282	1334	1439	1468	1482
Administrations provinciales	89	115	120	111	92	106	106	112	132	150	179	152
Organismes de recherche provinciaux	43	47	50	55	61	53	56	62	64	77	71	65
Total secteur gouvernemental	981	1181	1289	1400	1323	1414	1396	1456	1530	1666	1718	1699
Entreprises commerciales	1644	1915	2014	2293	2767	3077	3233	3462	3534	3754	3835	4098
Enseignement supérieur	938	1112	1181	1291	1246	1340	1385	1962	2056	2155	2258	2368
Organismes privés sans but lucratifs	30	33	40	49	53	53	55	73	80	91	93	60
Tous les secteurs	3593	4241	4524	5033	5389	5884	6069	6953	7200	7666	7904	8225
% PIB	1,28	1,44	1,42	1,44	1,42	1,49	1,41	1,47	1,41	1,46	1,49	1,52
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Administration fédérale	1 507	1 528	1 509	1 566	1 508	1 517	1 609	1 730	1 730	1 820	1 769	1 936
Administrations provinciales	138	145	139	116	109	111	132	144	230	224	226	264
Organismes de recherche provinciaux	60	47	44	56	47	44	47	53	9	9	9	11
Total secteur gouvernemental	1 705	1 720	1 692	1 738	1 664	1 672	1 788	1 927	1 969	2 053	2 004	2 211
Entreprises commerciales	4 622	5 511	5 714	5 602	6 220	6 918	7 353	8 808	10 162	9 236	9 237	9 322
Enseignement supérieur	2 497	2 540	2 580	2 598	2 746	3 096	3 548	4 165	4 645	5 381	5 788	6 498
Organismes privés sans but lucratifs	66	76	79	77	70	77	62	55	50	53	65	66
Tous les secteurs	8 890	9 847	10 065	10 015	10 700	11 763	12 751	14 955	16 826	16 723	17 094	18 097
% PIB	1,57	1,64	1,59	1,53	1,54	1,64	1,65	1,76	1,92	1,84	1,78	1,76

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12D

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR D'EXÉCUTION DANS LE RESTE DU CANADA (ROC), 1981-2004

(en pourcentage)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Administration fédérale	23,6	24,0	24,7	24,5	21,7	21,3	20,3	18,4	18,5	18,8	18,6	18,0
Administrations provinciales	2,5	2,7	2,7	2,2	1,7	1,8	1,7	1,6	1,8	2,0	2,3	1,8
Organismes de recherche provinciaux	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	0,9	0,8
Total secteur gouvernemental	27,3	27,8	28,5	27,8	24,6	24,0	23,0	20,9	21,3	21,7	21,7	20,7
Entreprises commerciales	45,8	45,2	44,5	45,6	51,3	52,3	53,3	49,8	49,1	49,0	48,5	49,8
Enseignement supérieur	26,1	26,2	26,1	25,7	23,1	22,8	22,8	28,2	28,6	28,1	28,6	28,8
Organismes privés sans but lucratifs	0,8	0,8	0,9	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	0,7
Tous les secteurs	100,0											
% PIB	1,28	1,44	1,42	1,44	1,42	1,49	1,41	1,47	1,41	1,46	1,49	1,52
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Administration fédérale	17,0	15,5	15,0	15,6	14,1	12,9	12,6	11,6	10,3	10,9	10,3	10,7
Administrations provinciales	1,6	1,5	1,4	1,2	1,0	0,9	1,0	1,0	1,4	1,3	1,3	1,5
Organismes de recherche provinciaux	0,7	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Total secteur gouvernemental	19,2	17,5	16,8	17,4	15,6	14,2	14,0	12,9	11,7	12,3	11,7	12,2
Entreprises commerciales	52,0	56,0	56,8	55,9	58,1	58,8	57,7	58,9	60,4	55,2	54,0	51,5
Enseignement supérieur	28,1	25,8	25,6	25,9	25,7	26,3	27,8	27,9	27,6	32,2	33,9	35,9
Organismes privés sans but lucratifs	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,5	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
Tous les secteurs	100,0											
% PIB	1,57	1,64	1,59	1,53	1,54	1,64	1,65	1,76	1,92	1,84	1,78	1,76

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12E

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR D'EXÉCUTION AU QUÉBEC, 1981-2004

(en millions de dollars courants)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Administration fédérale	67	84	100	155	186	152	149	147	199	215	217	234
Administrations provinciales	20	23	21	28	42	43	45	50	56	56	59	56
Organismes de recherche provinciaux	10	9	10	12	18	15	21	18	20	19	19	20
Total secteur gouvernemental	97	116	131	195	246	210	215	215	275	290	295	310
Entreprises commerciales	480	574	588	729	868	945	1 108	1 161	1 245	1 415	1 520	1 644
Enseignement supérieur	239	261	271	313	476	499	549	707	788	878	1 031	1 151
Organismes privés sans but lucratifs	6	6	3	3	6	8	9	9	9	11	17	8
Tous les secteurs	822	957	993	1 240	1 596	1 662	1 881	2 092	2 317	2 594	2 863	3 113
% PIB	1,02	1,12	1,08	1,24	1,49	1,42	1,46	1,49	1,56	1,69	1,85	1,97
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Administration fédérale	250	225	218	226	212	226	250	350	373	370	314	321
Administrations provinciales	54	52	47	47	47	44	41	45	54	65	68	68
Organismes de recherche provinciaux	17	16	24	23	11	17	13	13	14	17	15	14
Total secteur gouvernemental	321	293	289	296	270	287	304	408	441	452	397	403
Entreprises commerciales	1 802	2 056	2 277	2 394	2 519	2 764	3 047	3 642	4 158	4 131	4 154	4 308
Enseignement supérieur	1 163	1 136	1 111	1 099	1 132	1 274	1 533	1 628	1 779	2 074	2 344	2 447
Organismes privés sans but lucratifs	8	10	12	12	12	0	1	2	2	3	3	4
Tous les secteurs	3 294	3 495	3 689	3 801	3 933	4 325	4 885	5 680	6 380	6 660	6 898	7 162
% PIB	2,03	2,05	2,08	2,11	2,09	2,20	2,32	2,53	2,75	2,75	2,73	2,70

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12F

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR D'EXÉCUTION AU QUÉBEC, 1981-2004

(en pourcentage)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Administration fédérale	8,2	8,8	10,1	12,5	11,7	9,1	7,9	7,0	8,6	8,3	7,6	7,5
Administrations provinciales	2,4	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,4	2,4	2,4	2,2	2,1	1,8
Organismes de recherche provinciaux	1,2	0,9	1,0	1,0	1,1	0,9	1,1	0,9	0,9	0,7	0,7	0,6
Total secteur gouvernemental	11,8	12,1	13,2	15,7	15,4	12,6	11,4	10,3	11,9	11,2	10,3	10,0
Entreprises commerciales	58,4	60,0	59,2	58,8	54,4	56,9	58,9	55,5	53,7	54,5	53,1	52,8
Enseignement supérieur	29,1	27,3	27,3	25,2	29,8	30,0	29,2	33,8	34,0	33,8	36,0	37,0
Organismes privés sans but lucratifs	0,7	0,6	0,3	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,3
Tous les secteurs	100,0											
% PIB	1,02	1,12	1,08	1,24	1,49	1,42	1,46	1,49	1,56	1,69	1,85	1,97
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Administration fédérale	7,6	6,4	5,9	5,9	5,4	5,2	5,1	6,2	5,8	5,6	4,6	4,5
Administrations provinciales	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2	1,0	0,8	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9
Organismes de recherche provinciaux	0,5	0,5	0,7	0,6	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2
Total secteur gouvernemental	9,7	8,4	7,8	7,8	6,9	6,6	6,2	7,2	6,9	6,8	5,8	5,6
Entreprises commerciales	54,7	58,8	61,7	63,0	64,0	63,9	62,4	64,1	65,2	62,0	60,2	60,2
Enseignement supérieur	35,3	32,5	30,1	28,9	28,8	29,5	31,4	28,7	27,9	31,1	34,0	34,2
Organismes privés sans but lucratifs	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Tous les secteurs	100,0											
% PIB	2,03	2,05	2,08	2,11	2,09	2,20	2,32	2,53	2,75	2,75	2,73	2,70

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12G
DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) PAR PROVINCE SELON LE SECTEUR D'EXÉCUTION, 1981-2004*
(en millions de dollars courants)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Canada	4 415	5 198	5 517	6 273	6 985	7 546	7 950	9 045	9 517	10 260	10 767	11 338
Terre-Neuve-et-Labrador	38	48	70	59	69	61	70	92	99	103	106	110
Île-du-Prince-Édouard	7	7	7	10	9	25	14	13	16	16	16	14
Nouvelle-Écosse	91	108	145	160	169	179	170	271	235	236	240	233
Nouveau-Brunswick	37	47	43	49	91	83	89	152	161	134	121	122
Total du Canada Atlantique	173	210	265	278	338	348	343	528	511	489	483	479
Québec(1)	822	957	993	1 240	1 596	1 662	1 881	2 092	2 317	2 594	2 863	3 113
Ontario(2)	1 667	2 040	2 237	2 483	3 109	3 465	3 687	4 059	4 224	4 444	4 616	4 818
Région de la capitale nationale, Ontario/Québec(1,2)	365	402	402	506	448	534	617	666	663	711	733	753
Manitoba	136	162	190	204	200	199	188	232	250	263	284	281
Saskatchewan	85	119	124	135	174	176	169	176	189	201	216	235
Alberta	471	520	466	511	619	637	577	659	686	781	789	779
Colombie-Britannique	266	299	331	380	488	525	484	618	670	772	782	879
Total de l'ouest canadien	958	1 100	1 111	1 230	1 481	1 537	1 418	1 685	1 795	2 017	2 071	2 174
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Canada	12 184	13 341	13 754	13 817	14 634	16 088	17 637	20 580	23 169	23 539	24 337	26 003
Terre-Neuve-et-Labrador	111	108	100	103	103	119	127	138	143	153	168	169
Île-du-Prince-Édouard	17	17	16	17	17	24	26	36	37	31	44	40
Nouvelle-Écosse	245	265	265	257	257	311	342	363	378	404	409	446
Nouveau-Brunswick	130	134	140	150	127	155	165	161	165	217	217	222
Total du Canada Atlantique	503	524	521	527	504	609	660	698	723	805	838	877
Québec(1)	3 294	3 495	3 689	3 801	3 933	4 325	4 885	5 680	6 380	6 660	6 898	7 161
Ontario(1)	5 331	5 940	6 148	6 176	6 787	7 465	8 115	9 564	10 887	10 468	10 878	11 720
Région de la capitale nationale, Ontario/Québec(1,2)	774	789	805	771	757	812	808	889	926	1 015	999	960
Manitoba	296	311	295	295	269	299	384	412	476	466	455	519
Saskatchewan	233	239	254	233	287	278	323	376	396	433	394	422
Alberta	834	966	972	1 007	1 052	1 183	1 164	1 337	1 607	1 730	1 831	2 053
Colombie-Britannique	916	1 067	1 068	1 002	1 039	1 113	1 290	1 616	1 769	1 959	2 039	2 282
Total de l'ouest canadien	2 279	2 583	2 589	2 537	2 647	2 873	3 161	3 741	4 248	4 588	4 719	5 276

* excluant: Territoire du Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

Notes :

(1)"Les dépenses du secteur de l'administration fédérale faites dans la région de la capitale nationale ne sont pas incluses dans les données de l'Ontario ou du Québec. Elles se trouvent uniquement sous l'élément géographique Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec."

(2)"La région de la capitale nationale est représentée par les régions métropolitaines de recensement d'Ottawa-Gatineau."

TABLEAU 12H

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR DE FINANCEMENT AU CANADA, 1981-2005

(en pourcentage)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Administration fédérale	33,4	34,1	35,8	36,1	32,7	31,4	30,3	28,0	27,8	27,9	27,4	27,4	25,9
Administrations provinciales	6,7	7,1	7,0	6,5	6,1	6,2	6,1	6,0	6,3	6,2	6,5	5,7	5,5
Organismes de recherche provinciaux	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total secteur gouvernemental	40,2	41,3	42,8	42,6	38,9	37,6	36,4	34,0	34,1	34,1	33,8	33,1	31,4
Entreprises commerciales	40,8	37,9	34,7	35,0	39,5	40,9	40,6	37,8	38,3	38,6	38,2	39,2	41,2
Enseignement supérieur	13,0	13,6	12,4	12,0	12,0	12,1	11,4	16,4	16,5	15,8	16,1	16,5	15,5
Organismes privés sans but lucratifs	2,2	1,8	2,0	1,9	1,9	1,9	2,2	2,3	2,2	2,3	2,5	2,0	2,3
Étranger	3,8	5,3	8,1	8,5	7,6	7,4	9,4	9,5	8,9	9,2	9,4	9,3	9,6
Tous les secteurs	100,0												
% PIB	1,22	1,37	1,34	1,40	1,44	1,47	1,42	1,48	1,45	1,51	1,57	1,62	1,68
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	
Administration fédérale	23,2	21,7	20,4	19,2	17,6	18,2	17,3	17,7	18,0	18,7	19,4	19,1	
Administrations provinciales	5,0	4,7	4,6	4,5	4,0	4,3	4,3	4,5	5,1	5,8	6,1	6,3	
Organismes de recherche provinciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total secteur gouvernemental	28,2	26,5	24,9	23,7	21,6	22,6	21,5	22,2	23,1	24,5	25,4	25,4	
Entreprises commerciales	44,0	45,7	46,3	48,0	45,7	44,9	44,9	50,3	51,3	49,3	47,9	47,1	
Enseignement supérieur	14,3	14,0	13,8	13,5	14,5	15,0	14,0	12,6	14,8	14,9	15,6	16,5	
Organismes privés sans but lucratifs	2,2	2,2	2,6	2,5	2,3	2,2	2,2	2,3	2,7	2,6	2,7	2,9	
Étranger	11,2	11,6	12,4	12,3	15,9	15,3	17,5	12,7	8,2	8,6	8,3	8,2	
Tous les secteurs	100,0												
% PIB	1,73	1,70	1,65	1,66	1,76	1,80	1,92	2,09	2,03	1,98	1,96	1,92	

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12I

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR DE FINANCEMENT DANS LE RESTE DU CANADA (ROC), 1981-2004

(en pourcentage)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Administration fédérale	35,0	35,5	37,2	37,6	34,3	33,3	31,9	29,8	29,6	30,1	30,1	30,1
Administrations provinciales	6,6	7,0	6,6	6,1	5,1	5,4	5,0	5,2	5,6	6,0	6,4	5,5
Organismes de recherche provinciaux	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total secteur gouvernemental	41,8	42,6	43,8	43,7	39,5	38,7	37,0	34,9	35,3	36,1	36,5	35,5
Entreprises commerciales	39,2	36,2	32,6	32,6	38,6	39,8	39,2	36,0	36,3	36,0	34,9	36,5
Enseignement supérieur	13,0	14,0	13,0	12,5	11,3	11,2	11,0	16,1	16,3	14,8	15,0	15,2
Organismes privés sans but lucratifs	2,2	1,8	2,1	2,0	2,1	2,0	2,2	2,4	2,1	2,3	2,5	2,1
Étranger	3,8	5,5	8,5	9,2	8,6	8,3	10,6	10,6	10,1	10,7	11,1	10,7
Tous les secteurs	100,0											
% PIB	1,28	1,44	1,42	1,44	1,42	1,49	1,41	1,47	1,41	1,46	1,49	1,52
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Administration fédérale	28,1	25,4	23,9	22,6	21,2	19,5	20,0	18,4	18,4	19,3	20,1	21,2
Administrations provinciales	5,2	4,6	4,3	4,3	4,3	3,8	4,3	4,3	4,5	4,8	5,5	6,1
Organismes de recherche provinciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total secteur gouvernemental	33,2	30,0	28,2	26,9	25,5	23,3	24,3	22,7	22,9	24,1	25,6	27,3
Entreprises commerciales	38,7	41,3	42,6	42,5	45,0	41,6	40,7	40,2	47,5	49,6	47,3	45,4
Enseignement supérieur	14,4	13,1	13,2	13,0	12,6	14,0	14,5	13,8	12,7	15,3	15,1	15,6
Organismes privés sans but lucratifs	2,4	2,3	2,4	2,8	2,7	2,4	2,2	2,3	2,3	2,7	2,7	2,9
Étranger	11,3	13,2	13,7	14,8	14,2	18,7	18,2	21,1	14,6	8,3	9,3	8,9
Tous les secteurs	100,0											
% PIB	1,57	1,64	1,59	1,53	1,54	1,64	1,65	1,76	1,92	1,84	1,78	1,76

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12J

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) SELON LE SECTEUR DE FINANCEMENT AU QUÉBEC, 1981-2004

(en pourcentage)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Administration fédérale	26,2	28,0	29,8	30,2	27,2	24,7	25,1	22,2	22,1	21,2	19,8	20,4
Administrations provinciales	7,1	7,5	8,6	8,0	9,5	9,1	9,5	8,6	8,5	6,9	6,6	6,2
Organismes de recherche provinciaux	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total secteur gouvernemental	33,3	35,6	38,5	38,3	36,9	33,8	34,7	30,9	30,6	28,1	26,4	26,8
Entreprises commerciales	47,6	45,6	43,8	44,7	42,7	45,1	44,9	43,7	44,7	46,1	47,3	46,4
Enseignement supérieur	13,0	12,0	9,8	10,0	14,7	15,2	12,8	17,5	17,1	18,5	19,0	19,8
Organismes privés sans but lucratifs	2,2	2,0	1,9	1,5	1,5	1,6	2,0	2,1	2,5	2,1	2,4	1,7
Étranger	3,9	4,8	6,0	5,6	4,3	4,4	5,6	5,8	5,1	5,1	4,8	5,5
Tous les secteurs	100,0											
% PIB	1,02	1,12	1,08	1,24	1,49	1,42	1,46	1,49	1,56	1,69	1,85	1,97
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Administration fédérale	20,0	16,9	15,7	14,4	13,9	12,5	13,6	14,2	15,7	14,9	15,3	14,8
Administrations provinciales	6,3	5,9	5,9	5,3	4,9	4,4	4,5	4,3	4,4	5,6	6,6	6,1
Organismes de recherche provinciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total secteur gouvernemental	26,5	22,9	21,7	19,6	18,8	16,9	18,1	18,5	20,1	20,5	21,9	20,8
Entreprises commerciales	48,1	51,8	54,4	56,4	56,4	56,9	55,7	57,3	57,6	55,5	54,3	54,3
Enseignement supérieur	18,7	17,7	16,3	15,8	15,8	15,9	16,5	14,7	12,5	13,7	14,5	15,5
Organismes privés sans but lucratifs	1,9	1,9	1,9	2,1	2,1	2,1	1,9	1,7	2,3	2,6	2,4	2,4
Étranger	5,0	5,7	5,8	6,1	6,9	8,2	7,7	7,9	7,6	7,7	6,9	7,0
Tous les secteurs	100,0											
% PIB	2,03	2,05	2,08	2,11	2,09	2,20	2,32	2,53	2,75	2,75	2,73	2,70

Source

Statistique Canada, CANSIM II, tableau 358-0001

TABLEAU 12K

DÉPENSES INTÉRIEURES EN RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (DIRD) EN POURCENTAGE DU PIB RÉEL DANS CERTAINS PAYS DE L'OCDE, 1981-2006

(en pourcentage)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Canada	1,22	1,37	1,34	1,38	1,42	1,46	1,41	1,38	1,45	1,51	1,57	1,62	1,68
France	1,9	1,98	2,01	2,1	2,15	2,14	2,18	2,18	2,23	2,33	2,33	2,33	2,37
Allemagne	2,35	2,42	2,43	2,43	2,6	2,63	2,74	2,73	2,71	2,61	2,47	2,35	2,28
Italie	0,86	0,88	0,93	0,99	1,1	1,11	1,16	1,19	1,21	1,25	1,19	1,15	1,1
Japon	2,33	2,42	2,56	2,64	2,77	2,73	2,81	2,82	2,91	2,99	2,96	2,92	2,85
Suède	2,2		2,45		2,75		2,84		2,78		2,7		3,15
Royaume-Uni	2,38		2,2		2,24	2,26	2,19	2,14	2,15	2,15	2,07	2,02	2,05
États-Unis	2,34	2,51	2,58	2,64	2,75	2,72	2,69	2,65	2,61	2,65	2,71	2,64	2,52

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Canada	1,73	1,7	1,65	1,66	1,76	1,8	1,92	2,09	2,04	2,01	2,01	1,98	1,95
France	2,32	2,29	2,27	2,19	2,14	2,16	2,15	2,2	2,23	2,17	2,14	2,13	
Allemagne	2,18	2,19	2,19	2,24	2,27	2,4	2,45	2,46	2,49	2,52	2,5	2,51	
Italie	1,02	0,97	0,99	1,03	1,05	1,02	1,05	1,09	1,13	1,11	1,1		
Japon	2,79	2,92	2,82	2,89	3,02	3,04	3,05	3,13	3,18	3,2	3,18		
Suède		3,32		3,51		3,62		4,25		3,95		3,86	
Royaume-Uni	2,01	1,95	1,87	1,81	1,8	1,87	1,86	1,83	1,83	1,79	1,73		
États-Unis	2,42	2,51	2,55	2,58	2,62	2,66	2,74	2,76	2,65	2,68	2,68		

OCDE (2006), Principaux indicateurs de la science et de la technologie, OCDE, Paris.